

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTE DE DROIT

DE L'ALCOOLISME

DANS SES RAPPORTS

AVEC

LA CRIMINALITÉ

PAR

Roger GRÉBAUT

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 8 Novembre 1900.

Président : M. GARÇON

Suffragants : { MM. LÉVEILLÉ
ESTOUBLON

PARIS

LIBRAIRIE DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL GÉNÉRAL DES LOIS ET DES ARRÊTS
ET DU JOURNAL DU PALAIS

Ancienne Maison **L. LAROSE ET FORCEL**

22, rue Soufflot, 22

L. LAROSE, DIRECTEUR DE LA LIBRAIRIE

1900

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

DE L'ALCOOLISME

DANS SES RAPPORTS

AVEC

LA CRIMINALITÉ

PAR

Roger GRÉBAUT

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 8 Novembre 1900.

Président : M. GARÇON

Suffragants : { MM. LÉVEILLE
ESTOUBLON



PARIS

LIBRAIRIE DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL GÉNÉRAL DES LOIS ET DES ARRÊTS
ET DU JOURNAL DU PALAIS

Ancienne Maison **L. LAROSE ET FORCEL**

22, rue Soufflot, 22

L. LAROSE, DIRECTEUR DE LA LIBRAIRIE

1900



Digitized by the Internet Archive
in 2026

DE L'ALCOOLISME

DANS

SES RAPPORTS AVEC LA CRIMINALITÉ

INTRODUCTION

Le 31 juillet 1871, l'assemblée nationale prenait en considération un projet de loi « tendant à réprimer l'ivresse publique », présenté par MM. Vilfeu et Desjardins. C'est ce projet de loi qui, légèrement remanié à la discussion des articles, devint la loi du 23 janvier 1873. Quelques jours plus tard, M. Théophile Roussel présentait à son tour un projet de loi « tendant à réprimer l'ivresse publique, et à combattre les progrès de l'alcoolisme.

« Cette proposition », disait M. Roussel en parlant du projet Vilfeu et Desjardins, « est incontestablement utile; mais est-elle en proportion avec l'étendue et la gravité de la question de l'ivrognerie en France?

Et l'assemblée, si elle veut chercher sérieusement à diminuer les maux causés par l'abus toujours croissant des liqueurs alcooliques, n'est-elle pas forcée de recourir à d'autres mesures préventives et répressives » ?

« Ce n'est pas l'ivresse titubante des rues, qui augmente notablement aujourd'hui. Ce n'est pas à cause de ce fait repoussant que l'Amérique, après avoir créé des sociétés de tempérance, crée depuis quelques années des hôpitaux d'ivrognes et qu'elle fait des lois pour protéger les intérêts de la société, des familles, et des ivrognes eux-mêmes, contre les suites de l'ivrognerie... ce n'est pas contre l'ivresse des rues que la médecine française et tous les organes sérieux de l'opinion publique s'élèvent depuis vingt ans avec une insistance chaque jour plus vive ».

« Le mal social qui provoque à l'étranger un concert d'efforts et qui cause parmi nous de justes alarmes, est un fait d'origine récente et qui se manifeste moins par la progression du scandale de la rue que par celle de l'immoralité sous toutes ses formes, des instincts pervers, du suicide, des crimes, des maladies nouvelles qui aboutissent à la folie et pour lesquelles la médecine a dû créer, depuis 1813, une nomenclature particulière ».

Les événements qui ont eu lieu depuis vingt-cinq ans ont prouvé que les vues de M. Roussel n'étaient pas trop pessimistes, et que le tableau fait par lui des ravages de l'alcoolisme n'était malheureusement que trop vrai. Aussi est-il permis de regretter que, devant la préférence marquée des membres de la Commission pour le projet Desjardins, et le peu d'empressement de la Chambre à accueillir le sien, M. Roussel ait cru devoir le retirer. Le temps lui a en effet donné raison; depuis 1870, l'alcoolisme a suivi une marche régulièrement ascendante, et l'on constate son influence pernicieuse dans la plupart des faits de la vie sociale. Magistrats, médecins, officiers, économistes, pédagogues, tous sont aujourd'hui d'accord pour tenter en commun l'organisation de la lutte contre le mal. Il est reconnu que celui-ci est une des causes principales de la mortalité de plus en plus grande, de la misère, du suicide; qu'il est un des facteurs les plus puissants de la dégénérescence physique et morale de l'individu, auquel la tare qu'il imprime a un redoutable caractère d'hérédité. Dans la criminalité, enfin, l'alcoolisme, l'ivresse qui en est la manifestation extérieure et brutale, et la folie qui en est la conséquence fatale, jouent un grand rôle. Pour le démontrer, les statistiques établies en France

et à l'étranger nous fourniront des documents péremptoires, et l'on se rendra compte facilement que plus, dans une nation, la consommation d'alcool est élevée, plus les crimes et délits sont fréquents.

Nous chercherons ensuite à établir que la loi contre l'ivresse, actuellement en vigueur, n'a, suivant les prévisions de M. Roussel, rien changé à l'état de choses de 1871, puisqu'au contraire la situation a empiré; que, bien souvent, cette loi est restée lettre morte, qu'elle était impuissante contre l'alcoolisme et que, même pour la répression de l'ivresse publique, ce qui était son but spécial, elle a été loin de donner les résultats que le législateur attendait d'elle.

On aurait pu, et l'on pourrait encore, certes, mieux faire en ce qui touche l'ivresse publique. Le pourrait-on en ce qui concerne l'alcoolisme? nous ne le pensons pas. On peut punir l'ivrogne, qui est dans la rue un objet de scandale : on ne peut atteindre l'alcoolique, dont l'extérieur ne révèle souvent en rien la funeste passion; une loi permettant de punir l'homme qui s'alcoolise donnerait immédiatement naissance à des abus et porterait une grave atteinte au principe de la liberté individuelle. Et nous sommes d'avis que le projet de M. Roussel, même voté comme il était

présenté, n'aurait pas donné d'autres résultats que la loi de 1873.

Est-ce à dire cependant qu'il faudra supporter, sans rien faire pour la guérir, cette plaie qui ronge la France, et conduit, par une pente insensible, la race à la dégénérescence ? non, certes. Et nous consacrerons une partie de ce travail à l'étude critique des principaux moyens législatifs préconisés dans la lutte contre l'alcoolisme, bien qu'il nous semble que les esprits ne soient pas suffisamment préparés, ni l'opinion publique assez travaillée pour que l'action du législateur puisse s'exercer avec une réelle efficacité. Des lois n'ont de chance de vivre, en effet, que si elles sont en quelque sorte demandées par l'opinion publique, et si tout le monde comprend leur nécessité. Aussi terminerons-nous en étudiant par quels moyens, autres que les moyens législatifs, on peut remédier au mal ; comment, dès l'école, on inculquera à l'enfant, car c'est par là qu'il faut commencer, les principes qui devront être ensuite la règle de toute sa vie ; comment cette première éducation sera reprise et complétée pendant le passage du jeune homme sous les drapeaux ; comment enfin la société elle-même, grâce au zèle de quelques hommes dévoués, sera là pour fortifier et encourager les hésitations.

tants, et relever dans la mesure du possible les réfractaires. Il est bien entendu que des lois sages et soigneusement étudiées ne pourront que venir en aide à cette œuvre d'initiative privée, que dans bien des cas, même, elles seront indispensables.

Nous n'hésiterons pas, chaque fois que nous en trouverons l'occasion, à mettre en lumière tout ce qui a été fait à l'étranger; bien des nations, en effet, qui ont eu plus tôt conscience du péril, ont précédé la France dans la lutte contre l'alcoolisme. Chez quelques-unes, les efforts tentés et poursuivis avec ténacité et persévérance ont été couronnés de succès : Pourquoi, dans notre pays où toutes les idées généreuses et humanitaires trouvent toujours des adeptes fervents et zélés, n'en serait-il pas de même ?

CHAPITRE PREMIER

CONSÉQUENCES DE L'ALCOOLISME

L'usage des boissons fermentées, dont le vin est le type par excellence, a paru de tout temps répondre à un besoin naturel de l'homme. Et ce besoin a toujours présenté un tel caractère de nécessité, que, dès l'origine pour ainsi dire des sociétés, il a été l'objet de l'attention des législateurs. Il est permis pourtant de se demander pourquoi, dans l'antiquité, il ne nous est pas présenté avec les couleurs tristes et sombres sous lesquelles on le dépeint de nos jours, pourquoi la littérature ancienne ne nous le montre pas avec cet aspect dégradant et abject qu'il a aujourd'hui. Nulle part il n'est question de ce cortège de maux physiques et de plaies sociales qui accompagne l'alcoolisme tel que le comprennent le médecin et le législateur de notre époque et que tout homme intelligent doit s'efforcer de combattre par tous les moyens possibles.

Est-ce à dire que l'alcoolisme n'existait pas ? On a prétendu que l'usage des boissons fermentées ne pouvait l'engendrer : or, comme nos ancêtres n'en connurent point d'autres, cette maladie n'existait pas pour eux. Certes, il y

a là une erreur ; si l'abus du vin n'entraînait pas déjà pour la société de sérieux désordres, comment expliquer la préoccupation des pouvoirs publics au sujet de l'ivrognerie, préoccupation qui se traduisait par des lois de répression d'une dureté souvent excessive ? Il est préférable d'admettre que la maladie moderne que nous appelons alcoolisme existait déjà chez nos ancêtres, excusables jusqu'à un certain point, si l'on songe à leurs connaissances médicales, trop rudimentaires pour leur permettre de se rendre compte de la gravité du mal. Il est juste également d'ajouter que celui-ci, par suite des exigences de la vie, ne pouvait frapper qu'une certaine classe d'individus, et que, de plus, il ne présentait pas tous « les caractères redoutables que lui a donnés la propagation parmi les masses ouvrières agglomérées et salariées par l'industrie moderne, d'un agent nouveau, produit artificiel d'une autre industrie inconnue aux anciens, l'alcool » (1).

A l'époque, en effet, où l'on n'usait que de boissons fermentées, l'abus n'en est encore qu'une exception. En un mot, l'alcoolisme est individuel. Comme le dit fort judicieusement le Dr Legrain (2), les accidents d'alcoolisme chronique, quand ils existent, éclatent tardivement, à une époque où l'homme ne procrée plus ; quand l'homme a constitué une famille, il était indemne de toute tare, ses enfants par conséquent sont exempts du vice héréditaire.

(1) M. Théophile Roussel, proposition de loi présentée le 16 août 1871.

(2) L'alcoolisme en France, conférence faite le 6 décembre 1896.

Seule, l'ivrognerie, manifestation brutale et saisissable pour tous de l'alcoolisme pouvait frapper les esprits.

De nos jours, il n'en est plus de même. — Est survenue la découverte des procédés de distillation, d'abord imparfaits, puis poussés progressivement à une complète perfection. Sous des influences diverses, l'usage de l'alcool s'est généralisé ; d'individuel, l'alcoolisme est devenu collectif ; il n'est plus seulement une maladie qui atteint l'homme dans ses organes physiques, il est un mal national. Ses conséquences funestes sont indéniables à la fois sur l'homme considéré en lui-même et sur l'homme envisagé comme membre de la société. Ce second point est extrêmement complexe ; Aussi passerons-nous un peu rapidement sur tout ce qui n'a que des rapports éloignés avec le cadre de cette étude, pour chercher à établir principalement que l'alcoolisme est une des causes les plus importantes de la criminalité, soit directement, en raison de tous les actes répréhensibles commis sous l'empire de l'ivresse ou de la fureur alcoolique, soit indirectement, en raison des crimes et délits commis sous l'influence de causes provenant elles-mêmes de l'alcoolisme, comme par exemple la misère et l'aliénation mentale. — Nous verrons également, à l'aide de statistiques et de comparaisons, que la criminalité augmente en raison directe de la consommation de l'alcool, et que, par contre, dans certains pays où l'on a lutté avec quelque succès contre le mal, elle a diminué dans de sérieuses proportions.

SECTION I

Effets généraux de l'alcoolisme

A. — *Effets de l'alcoolisme sur l'individu*

Nous n'insisterons pas sur l'action physiologique de l'alcool. C'est là une question sur laquelle les médecins sont seuls compétents. Rappelons seulement qu'à la longue il cause des lésions à tous les organes, et qu'il engendre parfois des maladies graves. On peut dire que l'alcool est un véritable poison qui, en cette qualité, devrait être relégué, comme l'éther et la morphine, au fond du laboratoire des pharmaciens.

Mais il n'est pas seulement un poison du corps, il est aussi un poison pour toutes les facultés mentales : intelligence, volonté, mémoire, tout s'atténue chez l'alcoolique, tout tend à disparaître. Une observation suivie ferait reconnaître l'exactitude de cette définition du Dr Lancereaux, même en laissant de côté les désordres graves qui surviennent parfois : « L'alcoolisme est une vieillesse anticipée ».

Et, à ce point de vue, le mal est d'autant plus grave, que ceux qui en sont atteints n'en ont presque jamais conscience, car ils agissent sous l'influence de différents préjugés profondément ancrés dans les esprits. Par exemple, pour les individus, dit-on, qui font de longues marches, ou

se livrent à des travaux physiques fatigants, l'alcool a des avantages qui compensent, et au-delà, ses inconvénients : il réchauffe, il donne des forces. Quelle erreur grossière ! Toutes les théories scientifiques, les nombreuses expériences tentées à ce sujet, démontrent surabondamment le contraire. Oui, l'alcool surexcite, il donne des forces, mais pour un instant ; l'excitation qu'il procure est passagère ; on l'a fort justement comparée à celle qu'éprouve un cheval fatigué, qui reçoit un coup de fouet sous lequel il se redresse pendant quelques instants, mais qui peut-être, par suite de cet effort, ne s'en abattra que plus tôt. — L'alcool galvanise un instant les organes, mais il les use en même temps plus vite et rend impossible tout travail soutenu. Quant à réchauffer, c'est également inexact ; son contact donne bien quelques sensations locales de chaleur, de brûlure même, mais il abaisse la température générale du corps. — Et c'est si vrai que les explorateurs qui s'aventurent dans les régions polaires s'abstiennent avec soin d'emporter des boissons alcooliques : l'exemple de Nansen et de son compagnon Johansen en fait foi.

La plupart du temps, les gens qui expliquent par ces mauvaises raisons l'usage qu'ils font de l'alcool, ne cherchent qu'à se donner à eux-mêmes une excuse. D'autres, plus blâmables encore, parce qu'ils connaissent mieux le danger, se croient des sages en ne faisant de l'alcool qu'un usage modéré, sans réfléchir que l'usage dégénère bien vite en habitude, et qu'une fois l'habitude prise, il est bien difficile de la perdre.

B. — *Effets de l'alcoolisme sur l'individu envisagé comme membre de la société*

Les désordres physiques et intellectuels entraînés par l'alcool sont graves ; mais il ne faut pas oublier que ce n'est pas à lui seulement que l'alcoolique cause un préjudice : c'est à la société tout entière. — Et, à ce point de vue, l'alcoolisme a des effets funestes sur l'existence même et la santé des populations, sur leur moralité, leur bien-être et leur sécurité. — Nous passerons successivement en revue tous les faits sociaux dans lesquels l'alcool joue un rôle, en insistant plus particulièrement sur la criminalité.

A. — MORTALITÉ ET MORBIDITÉ. — Toute vie humaine, a-t-on dit, est un capital social. Or, de l'avis de tous les médecins, l'alcool abrège considérablement l'existence. En 1865, le docteur Lancereaux déclarait que 1/20 des décès survenus dans les hôpitaux de Paris provenait de l'empoisonnement alcoolique ; le chiffre doit être évidemment plus fort à l'heure actuelle. Une statistique officielle démontre qu'en Suisse, la proportion est de 11 0/0 dans les quinze villes les plus peuplées, et encore, on ne tient compte que des cas où l'action de l'alcool est évidente ; mais comme l'alcool affaiblit considérablement l'organisme, le rend moins apte à résister aux différentes maladies qui trouvent en quelque sorte chez le buveur un terrain tout préparé pour s'implanter, il en résulte que la proportion

doit être plus forte, car dans bien des cas, là où le buveur trouve la mort, l'homme sain se fût guéri. On a constaté que sur dix alcooliques atteints du choléra, 9 sont morts, tandis que sur dix abstinents, 8 furent sauvés. Comparons, d'après une statistique anglaise, la mortalité chez les individus qui, de par leur profession même, sont le plus exposés aux excès de boisson, et chez ceux au contraire qui exercent des professions où l'on regarde la sobriété comme plus grande généralement que dans les autres; voici les chiffres de la mortalité sur mille (1) :

Membres du clergé	8,05
Agriculteurs	9,78
Brasseurs	21,09
Cabaretiers	23,57
Domestiques de cafés et d'hôtels	34,15

Ces chiffres se passent de commentaires. Nous objectera-t-on, ce que l'on dit quelquefois, que les statistiques ne sont pas exactes, et visent seulement parfois les besoins de la cause ? Nous répondrons que certaines compagnies anglaises et américaines d'assurances sur la vie les prennent comme bases de leurs tarifs, et font aux abstinents des réductions qui atteignent parfois 25 0/0 ; et il est à remarquer que les résultats ne trompent point leur attente, ainsi que le prouvent les chiffres suivants :

Compagnie « le Sceptre », de 1884 à 1889.

	Morts calculées	Morts effectives	Pourcentage
Section des abstinents.	249	143	57,42
Section générale. . .	569	434	76,27

(1) D'après Sérieux et Mathieu, *L'alcool*.

Compagnie « Temperance and General Provident Institution ».

	Morts calculées	Morts effectives	0/0
Section des abstinents. . .	2 418	1 704	70
Section générale.	4 080	4 014	99

Donc, 29 0/0 de cas de mort de moins chez les abstinents.

La comparaison entre les chiffres de deux sociétés anglaises de secours mutuels donnent les mêmes résultats dont l'éloquence n'a pas besoin d'être démontrée. Signalons encore ce fait : la ville de Kazan, en Russie, est composée de Tartares et de Russes. La mortalité chez les premiers est de 27 0/0, alors que chez les seconds, elle est de 40 0/0. L'enquête faite pour se rendre compte de cette différence ne laisse aucun doute à ce sujet : les conditions de vie, d'hygiène sont les mêmes chez les uns comme chez les autres, à l'exception d'un point : les Russes orthodoxes boivent de l'alcool, les Tartares mahométans observent fidèlement les préceptes du Koran et s'abstiennent de spiritueux (1).

B. RICHESSE PUBLIQUE. — Les diverses dépenses provoquées annuellement en France par l'alcoolisme, d'après une statistique des docteurs Rochard et Legrain, se totalisent par une somme de 1 milliard 1/2 environ. Cette somme se décompose ainsi :

	Francs.
Journées de travail perdues	1 340 147 000
Frais de traitement et de chômage . . .	701 42 000
Frais occasionnés par les aliénés	2 652 912
Suicides et morts accidentelles	1 922 000
Frais de répression pour les crimes . . .	8 894 500

(1) *Bulletin de la Société Française de Tempérance*, année 1898, n° 3.

Avec une pareille somme si follement gaspillée, combien de misères pourraient être soulagées, combien d'institutions utiles pourraient être créées et entretenues. La France n'est d'ailleurs pas le seul pays où l'on relève des dépenses inutiles pour une si forte somme : la Belgique, qui dépense chaque année près de 450 millions en boissons fortes, ne dépense que 23 millions pour son instruction publique et 48 millions pour son armée. « De 1860 à 1870 disait un ministre des Etats-Unis (1), l'alcool a coûté à l'Amérique une dépense directe de 15 milliards et une dépense indirecte de 3 milliards. Il a envoyé 100 000 enfants dans les établissements de charité, 10 000 aliénés dans les asiles ; il a causé 1 500 assassinats, 2 000 suicides, fait 200 000 veuves et 1 million d'orphelins ». A cette objection que toute dépense, toute circulation de richesse est une source de profits pour la communauté, M. Cauderlier répond en prenant pour exemple la bière, qu'il y a duperie entre l'échange qui se fait entre le public, qui, par une erreur séculaire, croit aux principes nutritifs de la bière, et le débitant ; l'hectolitre de bière, qui revient en effet à 30 francs au consommateur, équivaut, comme pouvoir nutritif, à 1 fr. 50 de pain ou de viande (2).

L'exemple de ce qui se passe en Norvège est là, d'ailleurs, pour prouver l'influence heureuse de l'abstinence sur la richesse publique. En 50 ans, dans ce pays, la consomma-

(1) M. EVERETT.

(2) CAUDERLIER. — *Les boissons alcooliques en Belgique et leur action sur l'appauvrissement du pays.*

tion d'alcool est tombée de 8 litres par tête et par an à 1 litre 1/2. Aussi y compte-t-on maintenant 30 assistés sur 1 000 habitants, alors qu'en Belgique leur nombre est de 140.

C. MISÈRE. — Nous venons de voir que l'alcoolisme est une source de dépenses inutiles et diminue la richesse publique. Par suite, il augmente considérablement la misère individuelle. Il n'est pas besoin de démonstration pour prouver que l'ouvrier qui prend par jour plusieurs verres d'absinthe ou d'eau-de-vie et dissipe au cabaret une partie de sa paye, détourne en quelque sorte de sa vraie destination l'argent qu'il a gagné, et ce, au préjudice de son ménage et du bien-être des siens. Dans combien de ménages ne voit-on pas ce tableau navrant : l'homme, d'abord bon ouvrier, ne prenait de temps en temps qu'un petit verre, pour faire comme les camarades ; petit à petit, gagné par la force de l'habitude, il a fait au cabaret des visites de plus en plus fréquentes. Il rentre ivre, le soir à la maison, injurie sa femme et ses enfants, les bat parfois. Le bien-être diminue progressivement. Que sera-ce, si la femme, comme cela arrive malheureusement trop souvent, se laisse gagner par l'exemple : la maison de la famille n'est plus alors que le théâtre de scènes violentes et journalières ; les enfants en sont réduits à aller mendier le pain que leurs parents ne leur donnent plus ; ceux-ci, ne travaillant plus, ou tout au moins ne travaillant que peu et mal, sont congédiés par leurs patrons, et ce n'est plus pour eux que la misère noire. Or, il est un axiome : c'est que la misère est mauvaise

conseillère. Le pain que l'alcoolique ne gagne plus, il le mendie ; souvent il le vole ou le reçoit comme salaire de besognes inavouables. Quelquefois, c'est plus grave encore : Et lorsque, dans les cours d'assises, d'éloquents défenseurs réclament l'indulgence du jury pour les malheureux que la misère a poussés au crime, il y a lieu parfois de se demander si cette misère n'a pas été provoquée par ceux-là même en faveur desquels on l'invoque comme circonstance atténuante. Ajoutons que l'alcoolisme est la ruine de tout esprit de famille, de tout sentiment de respect des enfants envers les parents qui ne se présentent à eux que sous un jour dégradant, de tout sentiment d'affection des parents qui ne voient plus dans leurs enfants que des êtres dont l'existence leur est à charge, ou, ce qui est pis encore, des auxiliaires utiles qui les aident à satisfaire leurs penchants ; combien en effet d'enfants que leurs parents envoient mendier, pour s'enivrer ensuite avec l'argent donné dans un tout autre but !

Mentionnons aussi qu'une grande partie de la totalité des divorces a pour cause l'ivrognerie habituelle du mari ou de la femme. N'oublions pas enfin le rôle que l'alcool joue généralement dans les grèves ; sous son influence, les esprits s'échauffent, les prétentions augmentent, les résolutions les plus extrêmes sont adoptées. Et les grèves n'ont pas toujours une solution pacifique ; elles sont souvent la cause de scènes sanglantes et de crimes dont il serait facile de citer des exemples.

On a dit, il est vrai, que ce n'était pas l'alcoolisme qui

était cause de la misère, et que bien plutôt la misère engendrait l'alcoolisme. Que l'homme, la plupart du temps buvait, non pas par goût, mais par nécessité, pour chercher au fond de son verre l'oubli de ses déceptions et de ses chagrins ; et ce n'est pas sans stupéfaction que nous avons trouvé dans un journal cette phrase, destinée par conséquent à être lue par de nombreux individus : « L'ivrognerie est un mal nécessaire dans notre société. Elle seule ouvre une échappée dans la vie obscure des misérables. Le petit verre ou la verte, c'est un peu l'idéal, peut-être, pour l'ouvrier qui passe sa vie dans l'atelier, à faire le même travail monotone et prosaïque... » De telles lignes, certes, ne font pas honneur à celui qui les a écrites, et elles sont trop manifestement contraires au bon sens pour qu'il soit utile de les réfuter (1). Mais de tous les arguments qu'on a donnés pour justifier l'alcoolisme, celui qu'on tire de la misère est le plus pitoyable, « Puisqu'en combattant les effets, on fortifie la cause. Tu veux vaincre la pauvreté, et tu t'habitues à des dépenses qui diminuent ta capacité de travail. Tu veux combattre tes chagrins et tes soucis, et, au lieu d'aller trouver un ami véritable qui t'aiderait de ses conseils et de sa bourse, tu vas au cabaret trouver des faux frères qui te disent : Tu n'y peux rien, c'est la faute de l'organisation sociale (2)... »

(1) Il suffit de faire remarquer que l'alcoolisme, existant à tous les degrés de l'échelle sociale, chez les riches aussi bien que chez les pauvres, est, comme nous le disions plus haut, un vice individuel, absolument indépendant de toute condition sociale.

(2) M. BUNGE, Professeur à l'Université de Bâle : *Un mot aux ouvriers* (appendice d'une conférence sur l'alcoolisme).

De tout ce qui précède, nous concluerons ceci :

C'est que, la misère étant considérée comme une des causes de la criminalité et étant, nous venons de l'indiquer, souvent la conséquence de l'alcoolisme, c'est en réalité celui-ci qui, dans la plupart des cas, doit être rendu responsable.

D. SUICIDES, MORTS ACCIDENTELLES, ACCIDENTS. — Il arrive fréquemment qu'on lit dans les journaux, à la fin d'un fait divers relatant un suicide : « X... présentait depuis un certain temps des symptômes d'aliénation mentale ». Cette phrase, ce cliché plutôt, veut dire ordinairement, si on lit entre les lignes : X... était alcoolique au dernier degré ; il s'est suicidé dans un accès de delirium tremens. Il est reconnu, d'ailleurs, que l'alcoolisme a une très grande importance sur la fréquence des suicides. Si l'on consulte la statistique générale des aliénés entrés dans les asiles de la Seine, on verra, pour l'année 1870, que sur 1460 aliénés, 377 sont alcooliques et que 28 d'entre eux ont fait des tentatives de suicide. Sur 1059 femmes, 64 sont alcooliques et 9 ont fait des tentatives de suicide. En 1871, 1 128 aliénés, 291 alcooliques, 24 tentatives ; 1 070 femmes, 61 alcooliques, 10 tentatives.

Et cette action de l'ivrognerie paraîtrait plus forte encore, si l'on y comprenait les suicides que l'on met sur le compte de la folie et qui proviennent en réalité de l'abus de l'alcool.

La statistique fédérale Suisse démontre que le dimanche et le lundi, jours où la consommation de l'alcool est la plus grande, les suicides sont plus fréquents (16 et 17 % contre 13 %, moyenne des autres jours de la semaine).

Le tableau suivant démontre la relation qui existe entre la fréquence des suicides et la consommation d'alcool.

	Années	Litres d'alcool par an et par tête	Proportion de suicides par 100 000 h.	Proportion moyenne de suicides att. à l'alcoolisme
France	1830	2,24	8	5,3
—	1893	3	23,6	11,6
Belgique . . .	1840	7	6	4,8
—	1889	9	10	12
Angleterre. . .	1868	4,8	5,5	30 à 40
—	1882	5,46	6,3	40 à 50.

On voit que plus la consommation d'alcool augmente, plus le nombre des suicides s'accroît. Et inversement :

Suède	1821-1845	25	6,3	50 à 60
—	1878-1889	6	16	10
Norvège . . .	1851 à 1855	6,3	10,6	8
—	1881 à 1885	3,3	6,8	1 (1).

Il y a ceci de curieux à remarquer, en ce qui concerne la Suède : c'est que, dans ce pays, bien que le nombre des suicides, de 1821 à 1889, ait passé de 200 à 809, et par conséquent, ait plus que quadruplé, le nombre de ceux attribués à l'alcoolisme a continué à décroître en même temps que la consommation de l'alcool.

Passons maintenant aux accidents. En France, la proportion des morts accidentelles spécialement dues à l'alcoolisme, était de 226 en moyenne pendant la période 1836 à 1840. En 1890 elle était montée à 538.

(1) Extrait d'un tableau dressé par M. DENIS, instituteur. *Manuel de tempérance*, Genève, 1898.

La statistique publiée en 1894, en Suisse, par le bureau du département fédéral de l'intérieur, prouve que les accidents professionnels dus à l'alcool sont infiniment moins nombreux que les accidents non professionnels. En Belgique, il a été constaté que sur 800 accidents de travail arrivés sur les chemins de fer belges, la moitié étaient causés par la boisson. En Angleterre, nous avons déjà vu que les Compagnies d'assurances contre les accidents accordent de sérieuses réductions de prime aux membres des Sociétés de tempérance (1).

E. DÉGÉNÉRESCENCE ET HÉRÉDITÉ. — « La dégénérescence est l'ensemble des tares biologiques qui diminuent la vitalité des individus ainsi que leur adaptabilité au milieu, et tendent finalement à empêcher leur reproduction par des troubles apportés à l'hérédité normale (2) ». Il est établi aujourd'hui que l'alcoolisme est un des facteurs les plus puissants de la dégénérescence physique de l'espèce humaine, et nous touchons là à une de ses conséquences les plus graves. Le buveur, en effet, éprouve personnellement les effets et les accidents de l'alcool ; mais ceux-ci ne restent pas bornés à lui, il ne les garde pas pour lui seul, il les transmet par hérédité à ses enfants sans que ceux-ci même aient besoin, pour les éprouver, de s'alcooliser à leur tour. Le père et la mère qui engendrent des enfants leur trans-

(1) On conçoit d'ailleurs facilement que l'intempérant soit plus que l'abstinant exposé à des accidents, si l'on songe que les deux manifestations les plus fréquentes et les plus visibles de l'alcoolisme sont, en effet, le trouble de la vue et le tremblement des mains.

(2) TOULOUSE. — *Les causes de la folie*, Paris, 1897.

mettent non seulement les germes de leurs qualités, mais aussi ceux de leurs tares physiques et morales. Dans un grand nombre de cas les enfants des ivrognes sont chétifs, souffreteux ; aussi, moins aptes que les autres à résister aux maladies, la mortalité est-elle chez eux très considérable. Et ceux qui survivent ne sont pour la plupart que des non-valeurs, à charge à la société. Le professeur Demme (1), médecin en chef d'un asile d'enfants à Berne, a fait des observations suivies sur la descendance des alcooliques. Pendant 10 ans, il a observé d'une part un groupe de dix familles où les parents étaient considérés comme sobres, d'autre part un groupe de dix familles où les parents étaient notoirement des buveurs, les vingt familles appartenant d'ailleurs sensiblement à la même classe de la société ; les résultats de cette enquête de longue durée sont frappants. Dans le premier groupe, sur 61 enfants, 50 se sont développés normalement et présentent une constitution exempte de tares. Dans le second groupe, au contraire, sur 57 enfants, 25 sont morts de convulsions, 6 sont idiots, 10 sont nains ou contrefaits, 6 sont épileptiques, 10 seulement sont bien portants. Le Dr Legrain, qui a dressé la statistique de 215 familles d'alcooliques a trouvé sur 819 descendants de ces familles :

(1) Dr DEMME. — *Ueber den Einfluss des alkohols auf den organismus des Kindes*. Stuttgart, 1891.

37 naissances avant terme.	}	ensemble 6 0/0
46 morts-nés		
124 mortalités précoces, dont beaucoup		
résultant de convulsions.		45 0/0
38 cas de débilité physique.		
55 cas de tuberculose.		
145 cas d'aliénation mentale		48 0/0
<u>412</u>		<u>50 0/0 (1)</u>

Et l'autre moitié comprenait un grand nombre de déséquilibrés, d'hystériques et d'épileptiques. Darwin a constaté que les familles de buveurs s'éteignent à la quatrième génération. Voici, d'après un savant aliéniste, en quelque sorte la Genèse de cet anéantissement :

Première génération : Dépravation morale, excès alcooliques.

Deuxième génération : Ivrognerie habituelle, ramollissement cérébral.

Troisième génération : Hypochondrie, mélancolie, suicide, homicide.

Quatrième génération : Imbécilité, idiotisme, stérilité, extinction de la famille (2).

Ce n'est pas seulement de nos jours que l'on s'est rendu compte de cette dégénérescence physique. « L'ivrogne n'engendre rien qui vaille » disait déjà Plutarque. Aristote faisait également la même remarque. Et cette question avait déjà attiré l'attention des pouvoirs publics, puisqu'une loi en vigueur à Carthage défendait toute autre boisson que l'eau les jours de cohabitation maritale (3).

(1) D^r LEGRAIN. — *Dégénérescence sociale et alcoolisme*.

(2) Observations du D^r MOREL, de Rouen.

(3) Cité par SÉRIEUX et MATHIEU. *L'alcool*.

D'autre part, les explorateurs et les géographes ont pu se rendre compte que de nombreuses peuplades sauvages d'Afrique disparaissent peu à peu, véritablement empoisonnées par l'alcool que leur verse à flots la civilisation européenne.

L'alcoolisme n'exerce pas seulement son influence sur le physique, il agit énergiquement aussi sur le moral. « Beaucoup d'enfants d'alcoolisés manquent de caractère, de volonté et d'esprit de suite. Ils sont incapables d'un travail soutenu et persévérant... ils ont tôt maille à partir avec la justice, et fournissent un fort contingent à la criminalité. La culture intellectuelle la plus complète, ne parvient pas à modifier leurs instincts vicieux, et, selon la remarque de Bourdin, les dégénérés instruits et lettrés sont les plus redoutables de tous ; au point de vue social, ce sont parfois des malfaiteurs publics. Le criminel-né de Lombroso n'est qu'un fou moral, et ce fou moral lui-même provient souvent d'aliénés ou d'alcoolisés... Parmi ces héréditaires de l'alcoolisme, se recrutent les ratés, les incompris qui pullulent dans les bas-fonds de l'art, de la littérature, de la politique, ces réformateurs, ces tribuns, ces pontifes de clubs et de cabarets que les jobards prennent quelquefois au sérieux à cause de leur faconde, de leur jactance, d'une certaine facilité de la parole, de dehors brillants, mais très superficiels, qui masquent l'indigence du fond (1). »

(1) Dr HIPPOLYTE BARÈLLA, *de l'alcoolisme*, Bruxelles 1898.

Ces paroles, qui sont dures, ne sont que trop vraies, et font ressortir tout le danger qu'il y aurait à ne pas prendre au sérieux les ravages causés par l'alcoolisme.

Nous avons vu que le buveur transmet à ses descendants des tares, soit physiques, soit morales, contre lesquelles il leur est impossible de réagir ; ordinairement, il leur transmet son vice, le vice de l'ivrognerie, et « la moindre circonstance qui mettra l'héréditaire à même de contracter l'habitude de boire de l'alcool, va le mener presque sûrement à l'alcoolisme ». Mais il n'est pas nécessaire, même que l'héréditaire s'alcoolise pour obéir aux instincts coupables qu'a créés en lui l'intempérance de ses ascendants. Des exemples en donnent la preuve : le D^r Laborde donne celui-ci (1) : Un enfant de cinq ans est amené par ses parents au dépôt de la préfecture, parce qu'il ne cessait de répéter : je veux tuer mon frère. Voilà, certes, un enfant, auquel en raison de son âge, on ne pouvait reprocher des excès d'alcool. Interrogé, le père déclare qu'il ne s'enivre jamais, mais qu'étant donné sa profession de livreur, il a l'habitude de « boire un coup » avec les clients. Cet alcoolique inconscient a donc, sans aucun doute, déposé ce germe de monomanie homicide dans l'esprit de l'enfant auquel il a donné le jour. On pourrait rapprocher de ce cas celui de cet enfant de quinze ans, qui, il y a quelques mois à peine, sur une légère observation que lui faisait son père au cours d'un dîner, se leva de

(1) *La lutte contre l'alcoolisme*, 1896.

table, sortit, et revenant avec un fusil de chasse, le tua. Comment expliquer ce parricide, sinon par la loi de l'hérédité. Terminons en disant que lorsqu'un crime a été commis par un individu sous l'empire de l'ivresse, il se trouve presque toujours que le criminel a des alcooliques parmi ses ascendants ; aussi est-ce un point sur lequel les médecins légistes ne manquent jamais de porter leurs investigations.

F. FOLIE. — Il est depuis longtemps reconnu que l'usage habituel de l'alcool produit des troubles cérébraux qui, s'ils ne se manifestent pas chez tous les individus avec la même intensité, n'en sont pas moins redoutables. Si tous les ivrognes ne deviennent pas aliénés à proprement parler, au point que leur internement dans une maison de santé devienne nécessaire, il en est beaucoup chez lesquels l'intelligence s'atténue, s'amoindrit, et finit par disparaître presque complètement ; sans qu'ils soient dangereux, ils ne sont plus absolument bons à rien, et sont comme tombés en enfance. Il en est d'autres, au contraire, chez lesquels, au lieu de produire un état maladif général, l'alcool se manifeste par des accès de violence terribles ; et dans ce cas, la folie, au lieu d'être douce et inoffensive, devient une maladie aiguë, intermittente, à laquelle on a donné le nom de *delirium tremens*, en raison de ses deux caractères principaux, la fièvre délirante et le tremblement convulsif. Les malheureux qui en sont atteints deviennent la proie de visions pénibles, d'hallucinations qui les effrayent et auxquelles ils cherchent à échapper par les

moyens les plus violents ; ils croient que l'on veut attenter à leur existence ou leur causer des ennuis (délire de la persécution) : ceux-là sont un danger réel pour la société, et il n'y a plus qu'à les enfermer dans des asiles d'aliénés, d'une part pour les soigner et, si possible les ramener à la santé, et aussi, pour les mettre hors d'état de nuire.

Il est bien certain que l'alcool n'est pas seul responsable de tous les cas de folie ; mais il est possible d'établir, avec la brutale éloquence des chiffres, que son influence s'exerce au moins dans un tiers des cas. Actuellement, la proportion des aliénés par suite d'alcoolisme, dans le département de la Seine, est de 38 0/0 chez les hommes et de 12 0/0 environ chez les femmes. La meilleure preuve à donner, c'est de faire constater ce fait que la consommation d'alcool augmente en France, et que le nombre des aliénés augmente également, par une progression à peu près parallèle. Le chiffre des entrées à l'infirmerie du dépôt en 1872 était de 3 084. En 1888, il est monté à 4 449, c'est-à-dire qu'en 15 ans, il a augmenté d'un tiers. Examinons maintenant pour le même laps de temps les cas spéciaux de folie due à l'alcoolisme : En 1872, ils sont au nombre de 300 environ ; en 1888 il y en a près de 850. Et ce n'est pas à Paris seulement que l'on peut constater cet accroissement. Le département de la Seine-Inférieure, qui est un de ceux où l'on consomme le plus d'eau-de-vie, est également un de ceux où la proportion d'internés alcooliques est la plus forte. Le directeur de l'asile de Quatre-Mares a observé qu'elle était de près de 40 0/0 : en 1888 le nombre

des cas d'aliénation mentale était de 550 environ ; en 1895 il était de 804 ; la courbe des cas spécialement dus à l'alcoolisme pour cette même période est absolument parallèle. Les mêmes faits ont été constatés en Belgique et en Angleterre. En Norvège, au contraire, où la consommation d'alcool a diminué, la proportion de fous alcooliques qui était de 1855 à 1859 de 13, 7 0/0, est descendue, de 1885 à 1888 à 2, 4. L'alcoolisme est donc bien l'une des causes principales de la folie ; quelle preuve meilleure pourrait-on en donner ? Or, entre l'aliéné et le criminel, il y a bien des points de contact. Des liens étroits, nous venons de le voir, unissent l'alcoolisme à la folie ; d'autres unissent la folie au crime ; et combien de fois la question de responsabilité ne se pose-t-elle pas devant les tribunaux ! combien de fois le magistrat instructeur n'est-il pas obligé d'avoir recours aux lumières du médecin légiste avant d'envoyer un criminel devant le jury qui aura mission de se prononcer sur sa culpabilité !

SECTION II

L'alcoolisme considéré comme source directe de la criminalité.

§1. — *Influence directe de l'alcoolisme sur les différentes variétés de crimes et de délits.*

Nous avons constaté dans les pages précédentes, que l'alcoolisme étant souvent la source de phénomènes phy-

siques, intellectuels ou sociaux qui sont eux-mêmes la cause de crimes et de délits (hérédité, folie, misère, etc...) était par là même une des causes indirectes de la criminalité. Nous allons maintenant examiner son influence directe, qui est plus évidente encore.

Dans presque tous les états civilisés, les criminalistes, les statisticiens et en général tous ceux qui, de par la nature de leurs fonctions, ont à s'occuper de ces questions, sont d'accord pour constater presque à l'unanimité que 70 à 80 0/0 des crimes et délits sont causés par l'abus de l'alcool.

Et c'est assez facile à comprendre. De deux choses l'une, en effet : Ou bien l'alcool produit l'ivresse, au cours de laquelle l'ivrogne ne sait plus ce qu'il fait, n'a plus sa raison, est devenu en somme une brute irresponsable qui commet le crime sans en avoir conscience et ne s'en souvient parfois pas une fois revenu à la raison ; ou bien l'alcool pris à petites doses, mais habituellement, exerce son influence sur le cerveau et l'intelligence, les affaiblit, fait perdre au buveur toute notion du bien et du mal, et détruit chez lui toute idée de sens moral. Il est à remarquer, dans ce dernier cas, que la gravité des délits et crimes augmente progressivement, et que leur nature varie : Un médecin anglais, Miller (1), a analysé d'une façon remarquable l'action de l'alcool sur le moral, a fait en quelque sorte la genèse de l'alcoolique criminel : « Lorsque l'alcool est prit

(1) Cité par PEETERS, *l'alcool*, Bruxelles 1885.

à dose modérée, dit-il, l'imagination est excitée et prend librement son essor; les penchants animaux sont stimulés et le contrôle que l'homme exerce sur lui-même est moins actif. Cet état prédispose à la satisfaction des passions sensuelles, de la cupidité. A dose plus élevée, l'élément animal de l'être subit une excitation plus énergique; la raison est pervertie, sinon diminuée, la sensibilité morale et le pouvoir moral s'affaiblissent, l'homme est à la merci de ses plus viles passions. De là la colère et les disputes, les rébellions et les vengeances, les attaques et les effractions, toutes sortes d'actes blâmables; augmentez encore la dose, la dégradation est plus complète; l'homme, hors de lui-même, devient de plus en plus dangereux, aussi longtemps que le cerveau reste à un certain degré au service des sens corrompus et que les muscles obéissent à la volonté dépravée. Maintenant, le buveur est mûr pour l'effusion du sang, pour l'assassinat, pour le viol ».

Le criminel buveur d'habitude, franchirait donc trois étapes successives, et à chacune il monterait d'un degré dans l'échelle du crime. Peu dangereux encore dans la première période où il ne nuirait guère qu'à lui-même, il subirait dans la seconde cet affaiblissement de l'intelligence dont nous parlions plus haut, et qui le conduirait, suivant ses instincts et son milieu social, au vagabondage, aux violences, aux délits contre la propriété. De la seconde période à la troisième, la distance se franchit rapidement et le vagabond ou le voleur devient bien vite un assassin. Les casiers judiciaires des buveurs d'habitude condamnés pour

meurtre pourraient en donner la preuve ; on y verrait cette dernière condamnation précédée de beaucoup d'autres pour des crimes ou délits moins graves, et il en serait ainsi dans la plupart des cas ; au contraire, l'individu qui aura tué sous l'empire d'une ivresse passagère pourra n'avoir aucune condamnation antérieure. Nous citerons seulement l'exemple récent d'un crime commis en Allemagne : « B, âgé de 41 ans, a tué sa femme, sa belle-sœur et son fils. Depuis quelque temps, B, alcoolique invétéré, montrait une surexcitation violente contre les siens, à la suite de conflits relatifs à l'exploitation de sa culture dont il eût désiré avoir la direction exclusive..... Ce forcené avait incendié sa maison l'année dernière (1) ».

Il semble bien que ce fait-divers vient corroborer les observations du Dr Miller : D'abord nous voyons chez B la surexcitation, due à l'alcool, surexcitation qui empêche tout accord entre lui et sa famille, qui est cause évidemment de disputes et de violences ; puis un premier crime, l'incendie, puis enfin le crime plus grave encore, le triple assassinat.

Il est juste d'ailleurs de remarquer que parmi les crimes commis en état d'ivresse, il en est un grand nombre qui ont pour auteur des buveurs d'habitude, soit que l'ivresse ait été involontaire, soit qu'au contraire, ce qui se produit fréquemment, le criminel ait bu plus que de coutume pour se donner du courage. M. Thiry, professeur de droit

(1) Extrait du *Courrier de Metz* en date du 20 mai 1900.

criminel à la faculté de Liège, a observé en 1896, 168 détenus dans la prison de cette ville. Sur ce nombre, 76 étaient ivres au moment du délit, et 33 ivrognes habituels, donc 45 0/0 de la 1^{re} espèce, et 19 0/0 de la seconde. En les classant d'après la nature des faits répréhensibles, il a trouvé :

	Condamnés	En état d'ivresse lors du délit	Proportion 0/0
Meurtre, coups et blessures	39	26	66 0/0
Viols, attentats à la pudeur, outrages aux mœurs . .	21	13	61 0/0
Vols, escroqueries, abus de confiance	46	16	34 0/0
Rébellion.	14	6	42 0/0

« J'ajoute dit M. Thiry, que la moitié à peu près de tous ces individus, ivres lors de l'exécution de l'acte criminel, se composait d'ivrognes d'habitude ».

M. le professeur Masoin (1), de son côté, a fait la statistique de la criminalité par rapport à l'alcoolisme, en se basant sur les 2826 individus entrés à l'établissement pénitentiaire de Louvain, de 1874 à 1893, tous individus condamnés à cinq années d'emprisonnement au minimum. Pour 238 d'entre eux, il n'a pu obtenir de renseignements. Restent 2588, sur lesquels 1157 étaient des alcooliques.

Des condamnés aux travaux forcés à perpétuité, 40, 7 0/0 étaient ivres au moment du crime, 50, 6 0/0 étaient notés comme ivrognes.

(1) *Bulletin de l'Académie Royale de médecine de Belgique*, communication faite à la séance du 27 juin 1896.

Enfin, sur 248 condamnés à mort, la question d'ivresse demeure indécise pour 130. — Sur les 88 autres, 38 étaient ivres au moment du crime, soit 43,1 0/0. Pour la question de l'alcoolisme, on n'a pas de renseignements sur 16 d'entre eux — restent 202 sur lesquels 121 sont des buveurs d'habitude, soit 60 0/0.

M. le professeur Masoin conclut de ses observations, d'abord que l'alcool joue un grand rôle dans la perpétration des crimes, et que ce rôle augmente avec leur gravité ; de plus, que l'ivrognerie habituelle, l'alcoolisme, en un mot est beaucoup plus redoutable que l'ivresse passagère.

Des observations analogues ont été faites en Suisse et en Allemagne ; elles ont donné les mêmes résultats. — Examinons maintenant les différentes variétés de crimes et de délits ; nous allons voir que dans chacune d'elles, l'alcool a sa part d'influence.

A. — ASSASSINAT. — Cette influence peut être constatée dans une grande partie des assassinats. Elle peut d'ailleurs s'exercer de plusieurs manières. L'alcool, en effet, exaspère les instincts et les passions de l'individu. Et ceux qui sont de caractère naturellement violent et emporté seront d'autant plus poussés à commettre le meurtre ; sous l'influence de la boisson, la brute qui sommeille en eux se réveille, et une expression populaire rend fort justement leur état d'âme : on dit qu'ils « voient rouge ». Incapables à ce moment de se rendre compte de l'acte qu'ils vont commettre, la plus légère contradiction, une simple parole, quelquefois, dite dans l'intention de les calmer, suffit pour

qu'ils frappent. Ce cas est très fréquent, et se présente en général dans tous les meurtres commis au cabaret ou dans ses environs. M. Jacquet a constaté que près de la moitié des condamnations prononcées en 1877 par le tribunal correctionnel de Bâle pour meurtre, coups et blessures, s'appliquaient à des actes commis, soit au cabaret même, soit dans ses environs. Mais, comme nous l'avons vu, l'alcool ne produit pas toujours l'ivresse et le délire qui rendent l'homme irresponsable ; ses effets se traduisent souvent aussi chez l'alcoolisé par des impulsions au meurtre, des obsessions de commettre un crime, ou bien encore par le délire de la persécution, au cours duquel l'homme croyant agir pour sa défense tue des êtres innocents. — Nous en citerons quelques exemples :

« Au mois de décembre dernier, G..., rentre chez lui, monte au cinquième étage, au lieu de s'arrêter au quatrième, où était son logement, et là, se trouvant face à face avec un autre locataire, porte à celui-ci, sans aucune raison et sans provocation treize coups de couteau ». — G. a invoqué pour sa défense que, sous l'influence de l'absinthe, il ne savait plus ce qu'il faisait ; soumis à un examen mental, le docteur Dubuisson, de l'asile de Sainte-Anne, n'hésite pas à le déclarer responsable de ses actes ; nous extraierons de son rapport un passage intéressant :

« L'absinthe offre ceci de particulier qu'elle trouble parfois la sphère des sentiments et des actes autant que celle des idées, elle pousse à la violence plus encore qu'au délire ; beaucoup de buveurs d'absinthe ne déraisonnent pas sous

l'influence de la boisson ; mais qu'on leur fasse obstacle, qu'on les blesse dans leur vanité où leur intérêt, ils entrent en fureur et ne sont plus que des bêtes féroces déchaînées.....

Impulsion encore, le cas de Deblander qui essaye de tuer sa femme pendant le sommeil de celle-ci et n'y peut réussir parce qu'elle se réveille. Mais il a besoin de tuer : Il emmène alors ses petites filles comme pour les promener, et les précipite dans les fossés des fortifications. « Cherchez bien dans la vie de ce carrier de Montreuil-sous-Bois : il y a de l'alcool dans ses veines, comme il y en avait dans le cerveau de Pierre Yvon, le terrassier qui, tout-à-coup, sans raison, enfonça ses doigts rudes dans le cou d'un étudiant en médecine » (1).

Tel autre individu est victime d'obsessions et d'hallucinations, contre lesquelles il essaye d'abord de réagir, mais dont la fréquente répétition le pousse finalement au crime : « T..., qui s'est depuis 3 années livré à l'ivrognerie, joue avec son enfant, qu'il a pris sur ses genoux ; il entend des voix intérieures, qui lui commandent impérieusement : « Tue-le... — Il résiste, d'abord, s'occupe à différents travaux pour chasser cette pensée de son esprit ; mais à quelques jours de là, les voix lui commandant de nouveau de tuer son enfant, en quelque sorte malgré lui, il prend une hache, et accomplit le crime » (2).

On pourrait multiplier à l'infini les exemples de meur-

(1) Jules CLARETIE, article publié dans le « Journal ».

(2) Observation du D^r BARELLA, *op. cit.*

tres accomplis sous l'influence directe ou indirecte de l'alcool. Une récente statistique du service des prisons donne en France la proportion de 53 alcooliques pour cent détenus pour assassinat. D'après une statistique (1) qui a porté sur 32 837 prisonniers internés dans 120 établissements de toutes les parties de l'Empire allemand, 63 0/0 des assassinats sont commis par des individus notoirement alcooliques.

B. — COUPS ET BLESSURES, RÉBELLION, OUTRAGES. — L'alcool, quoique développant les instincts violents de l'individu, ne le conduit heureusement pas toujours au meurtre ; mais il est bien certain que son influence s'exerce dans la presque totalité des affaires de coups et blessures volontaires, de violence, de rébellion, d'insultes et d'outrages. — Combien de disputes, en effet, pourraient être évitées, si les parties étaient de sang froid. — Des disputes et des violences de langage, on en vient aux coups et aux violences physiques ; le résultat est pour tout le monde une citation devant les tribunaux correctionnels. — Les cabarets sont souvent le théâtre de rixes sanglantes, qui ne se produisent ordinairement pas dans d'autres lieux. Disons à ce propos qu'il existe dans les campagnes et bien souvent aussi dans les villes une fâcheuse habitude : c'est qu'aucune affaire ne pourra être traitée, aucun marché ne pourra être conclu que le verre en main ; et parfois l'accord qui dans d'autres conditions aurait été facile à réaliser deviendra impossible. Les parties de plaisir les plus gaies se termi-

(1) Du D^r BAER.

nent souvent par l'intervention des agents de l'autorité, et si cette intervention inspire la verve joyeuse des vaudevillistes, elle n'en laisse pas moins, sur les casiers judiciaires, des taches parfois longues à effacer.

En France, la statistique donne une proportion de 90 0/0 de cas où les coups et blessures ont été portés par des alcooliques. En Allemagne, elle est de 75 0/0 environ.

La proportion, dans les cas de rébellion, d'insultes et d'outrages aux agents, est plus forte encore (76 0/0 en France et en Allemagne), elle n'a rien qui puisse étonner, si l'on songe que les individus arrêtés pour un délit quelconque ou même une simple contravention, sont dans un état d'ivresse assez avancé pour ne pas se rendre compte qu'en refusant d'obéir ou en insultant les agents, ils aggravent singulièrement leur cas. Ce fait, qui se produit d'ordinaire dans les basses classes de la société se rencontre même parfois chez des gens d'un niveau intellectuel plus élevé, et n'en est que moins excusable; nous avons souvenir d'avoir vu un honorable commerçant auxquels des agents faisaient une observation d'ailleurs fort juste et en des termes fort polis, les invectiver sous l'influence de la boisson, et les insulter, au point que ceux-ci, quoique disposés à l'indulgence, furent obligés, pour sauvegarder leur dignité en même temps que pour obéir à la loi, de lui mettre la main au collet, et de le conduire au violon municipal. Cet homme, doué d'une certaine vigueur, se défendit à coups de pieds et à coups de poings, de telle sorte qu'il fallut

plusieurs personnes pour le maîtriser. Complètement dégrisé le lendemain, au moment où il comparut devant le Procureur de la République, son attitude était piteuse et la sévère admonestation qu'il reçut ne l'empêcha pas de comparaître plus tard devant les juges correctionnels.

Les outrages et la rébellion sont des délits graves dans la vie civile ! Mais si l'on ouvre le code militaire, à quelles peines effrayantes elles exposent ceux qui s'en rendent coupables. Le soldat qui, ivre, frappe un de ses supérieurs, fût-ce un caporal ou un sous-officier, est passible de la peine de mort. Et qu'il n'allègue pas pour sa défense qu'il était en état d'ivresse : l'ivresse est *toujours* regardée comme une circonstance aggravante, et les alcooliques, à moins qu'ils n'aient reçus par hérédité de leurs parents les germes de la terrible maladie, ne peuvent espérer des conseils de guerre aucune indulgence.

C. — ATTENTATS AUX MŒURS. — Chez les individus de caractère plus faible, de force musculaire moins considérable, l'alcool éveille souvent les instincts sensuels. Aussi la proportion des attentats aux mœurs et outrages publics à la pudeur commis avec ou sans violence par des alcooliques, est-elle de 57 0/0 en France et de 77 0/0 en Allemagne ; il faut remarquer d'ailleurs que la perversion des sens est complète chez les alcoolisés, et qu'ils obéissent la plupart du temps à une impulsion qui ne leur permet pas même de se rendre compte des conditions dans lesquelles leurs attentats sont accomplis : dans les campagnes, de toutes petites filles sont parfois l'objet de tentatives de viol ; par

contre, il nous a été donné d'observer un jeune homme de 16 à 18 ans qui, ayant vu une femme de 75 ans occupée à travailler dans les champs, s'était précipité sur elle, l'avait renversée, et se serait livré sur sa personne à des actes obscènes, si l'on n'était accouru aux cris de la victime. Cet individu, chétif et malingre, d'une intelligence bornée, avait l'habitude de fréquenter les cabarets ; mais surtout la tare que lui avait imprimée l'alcoolisme était héréditaire. Devant le tribunal, il ne paraissait pas se rendre compte de l'acte accompli, et déclarait ne pas savoir pourquoi il avait agi.

D. — VOLS, ESCROQUERIES, FAUX. — M. Marembat, greffier à la prison de Sainte-Pélagie, calculait en 1886 que sur 1898 condamnés pour vols, escroqueries, faux, 70, 9 0/0 étaient des intempérants. Il est certain que, parmi ces crimes et délits, un petit nombre seulement peut être commis par des individus en état d'ivresse. On ne se rend pas bien compte, en effet, de la manière dont un faussaire pris de boisson pourrait imiter une pièce de 20 fr. et surtout un billet de banque. De même l'escroquerie et la plupart des vols exigent une liberté d'esprit au moment de la conception de l'acte et une habileté au moment de son exécution, incompatibles avec l'état d'un ivrogne d'occasion. Le chiffre que nous venons de citer ne doit évidemment guère comprendre que des buveurs d'habitude, chez lesquels l'alcool a détruit toute notion de sens moral. Nous ferons cependant une exception pour le genre de vol auquel on a donné le nom de kleptomanie. Ce vol

a un caractère tout particulier : il se commet en plein jour, aux étalages ; sans aucune précaution pour se cacher, le malade (car l'expression de voleur, impliquant l'idée d'intention frauduleuse, ne serait pas exacte), le malade l'avoue tout naturellement ; il porte généralement sur des objets absolument inutiles pour celui qui les prend. L'influence de l'alcool, dans ce cas, est tout à fait indirecte, car la kleptomanie résulte plutôt d'un affaiblissement de l'intelligence, qu'il a pu produire, il est vrai, et auquel les médecins ont donné le nom de paralysie générale.

E. — INCENDIE. — Il existe une autre manière de porter atteinte à la propriété : c'est l'incendie, et c'est là, surtout que l'influence de l'alcool est considérable. Nous laisserons de côté bien entendu, les incendies qui ont pour cause l'imprudence de l'alcoolique, pour nous occuper seulement de l'incendie volontaire.

L'incendiaire alcoolique, à la différence du voleur atteint de la même maladie, n'agit pas, lui, parce que le sens moral et la distinction du bien et du mal sont atténués chez lui ou complètement disparus. Et cela se comprend : le voleur vole pour tirer profit de l'objet volé, il a un but pratique qui est son enrichissement. L'incendiaire, au contraire, détruit, il ne tire de son acte aucun profit (en principe ; nous excluons le cas où il espère obtenir d'une compagnie d'assurances une somme supérieure à la valeur de l'immeuble détruit), très souvent ; il n'est même pas guidé par la volonté de nuire à son prochain ; il agit, en un mot par impulsion ou par obsession. En voici un exemple :

Des meules ont été incendiées, à X... dans le département d'Eure-et-Loir ; les recherches faites pour retrouver le coupable sont demeurées infructueuses, lorsque P... vient se constituer prisonnier ; il déclare avoir mis lui-même le feu, et dit que, dans la crainte de continuer, il vient se faire enfermer — c'est le criminel qui demande lui-même à être mis hors d'état de nuire. Soumis à l'observation des médecins dans un asile spécial, il est reconnu alcoolique invétéré. Lui-même déclare qu'autrefois, engagé à la Légion Etrangère, il a pris l'habitude de boire de l'absinthe — qu'il en prend parfois dix verres dans une seule journée, et que quand il en a bu, il éprouve le besoin de mettre le feu — il n'en veut à personne et ne se connaît pas d'ennemis — C'est une nature faible, incapable de lutter contre ces impulsions malsaines. « C'est un débile, chez lequel, l'alcool, en dehors des phénomènes physiques et psychologiques coutumiers, a créé ou réveillé la tendance à l'obsession pathologique. »

Et il n'est pas possible de dire que dans ce cas l'alcoolisme se confond avec la folie, et que P est irresponsable de ses actes, car le docteur Bouchard (1) conclut nettement : » on est porté à regretter que dans notre pays, de pareils sujets ne puissent être internés dans des asiles spéciaux, un temps suffisant pour les mettre hors d'état de nuire ! Nos asiles ne peuvent recevoir que des aliénés, *et il ne l'est pas !* » P. a été néanmoins acquitté par la cour d'assises.

(1) Rapport sur l'état mental du nommé P., 1899.

Il peut se trouver quelquefois que l'alcoolique mette le feu sous l'influence d'une idée, sans qu'il y ait obsession, mais sans qu'il ait en même temps une perception très nette du résultat de l'acte qui sera commis, et sans qu'en tous cas il se rende compte que l'importance du but à atteindre n'est pas en rapport avec la gravité des moyens employés. Nous résumerons brièvement sur ce point une observation personnelle :

Dans un espace de 6 mois, G. a sept fois incendié des meules appartenant à différents propriétaires, contre lesquels il n'a aucun sujet de haine. A noter cette particularité curieuse qu'il est tambour des pompiers du village qu'il habite, et, qu'aussitôt après avoir mis le feu, il est le premier à donner l'alarme et à organiser les secours. C'est même ce qui le fit soupçonner ; interrogé, il fit des aveux complets, sans réticences, comme sans fanterie ; il mettait le feu, disait-il, tantôt parce qu'il y était poussé comme malgré lui, tantôt sous l'influence de cette idée que, le feu une fois éteint, on rouvrait les cabarets qui ferment ordinairement à dix heures, et que les victimes du sinistre offraient à boire aux pompiers. Il commettait donc le crime uniquement pour pouvoir satisfaire plus complètement son penchant. Ce fut l'opinion de tous les témoins entendus dans cette affaire, qui ne le considéraient pas comme un méchant homme, mais comme un alcoolique qui buvait depuis son enfance, suivant en cela l'exemple de ses parents.

Il présentait tous les symptômes physiques et moraux habituels de la dégénérescence alcoolique. Les médecins

commis à son examen conclurent à sa responsabilité atténuée, et G... fut condamné par la cour d'assises d'Eure-et-Loir à 2 ans d'emprisonnement.

F. — VAGABONDAGE ET MENDICITÉ. — La proportion des alcooliques condamnés pour vagabondage et mendicité (ces deux délits vont généralement de compagnie), est de près de 80 0/0 en France. « L'amour du vagabondage, dit Morel dans son traité des dégénérescences de l'espèce humaine, semble dominer les actes du plus grand nombre. Ils quittent le domicile paternel ou conjugal, sans s'inquiéter où porter leur pas. Ils ne peuvent expliquer le motif de leurs tendances désordonnées ; leur existence se passe dans l'apathie la plus grande, l'indifférence la plus absolue, et les actes volontaires sont remplacés chez eux par une sorte d'automatisme ».

Et, de fait, le vagabondage et la mendicité proviennent presque toujours de l'alcoolisme ; il est peu d'impressions aussi pénibles que celle que l'on éprouve en croisant sur les routes ces individus d'aspect sinistre, vêtus de haillons sordides, les cheveux et la barbe incultes, le visage ravagé moins peut-être par les privations que par les tares et les stigmates de toutes sortes que leurs vices y ont imprimés. On les redoute comme des malfaiteurs, et l'on a raison, car les neuf dixièmes d'entre eux n'hésitent pas, s'ils en trouvent l'occasion, à marauder de tous côtés et à prendre par la ruse et la force ce qu'ils ne peuvent obtenir de bonne grâce. L'alcool les a tellement déprimés au point de vue physique et moral que tout travail régulier leur est devenu à peu près

impossible et qu'ils ne sortent guère d'une prison que pour rentrer dans une autre. Quant à la mendicité, combien de gens ne s'y livrent que pour aller au cabaret s'enivrer davantage ; là, l'alcool n'est plus seulement la cause, il est aussi le but ; combien de fois, dans les grandes villes, sur le point de faire l'aumône au misérable qui nous tendait la main, ne nous sommes-nous pas détournés de lui avec dégoût, parce que son haleine empoisonnait l'absinthe ! De tels êtres, toujours prêts à commettre le crime ou le délit, au hasard de la rencontre, sont des êtres inutiles et dangereux pour la société, et c'est toujours l'alcool qui est cause du mal.

Nous ajouterons quelques mots sur la criminalité infantile. S'il est un enseignement que les parents doivent donner à leurs enfants, c'est surtout celui de l'exemple. Quelle autorité un père pourra-t-il avoir sur son fils en lui défendant de boire de l'alcool, si l'enfant lui en voit lui-même faire usage, à plus forte raison s'il le voit en abuser ; généralement les parents qui se livrent à la boisson n'ont pas même la prudence et la sagesse de faire cette défense ; et l'enfant imite tout naturellement ce qu'il voit faire autour de lui. En Normandie, par exemple, où l'eau-de-vie est parfois pendant les repas la boisson habituelle, comment pourrait-il faire pour échapper à la contagion ! Nous sommes loin du temps où Lycurgue montrait aux jeunes Spartiates des ilotes ivres, pour leur faire comprendre la honte de l'ivrognerie et leur en donner l'horreur.

Aussi a-t-on constaté au cours de ces dernières années une augmentation importante de la criminalité chez les

enfants. Ceux-ci, issus de parents alcooliques, ont en eux le germe de la maladie ; aussi les instincts mauvais qui n'ont pas encore eu le temps de se développer chez le père apparaissent-ils d'une manière précoce chez l'enfant. Généralement il a été remarqué que les assassins montraient d'autant plus de cynisme et avaient d'autant plus d'indifférence de la gravité de l'acte commis, qu'ils étaient plus jeunes. On trouve chez eux une forfanterie de vice qui ne se rencontre que rarement chez les hommes faits. De nombreux exemples pourraient en être donnés. En 1881, le nombre des enfants au-dessous de seize ans prévenus de délits de droit commun, était de 6.307, en 1894 il s'élevait à 8.286 (1). Une visite dans nos maisons de correction serait édifiante à cet égard. Et il est malheureusement bien rare que le régime auquel ils sont soumis pendant un certain nombre d'années ait pour effet de les ramener au bien. Nous n'avons point à discuter ici de l'utilité des maisons de correction, mais laissant cette question de côté, il est certain que ces individus, nés de parents alcooliques, ont dans le sang pour ainsi dire l'alcool et le crime qui en est la conséquence — les efforts tentés sur eux n'aboutissent que rarement, — la plupart d'entre eux sortent de ces maisons pour entrer au régiment, où la discipline sévère pourra contenir les uns pendant quelques années tandis qu'elle en enverra d'autres devant les conseils de guerre. Quant à ceux qui, au lieu d'être enfermés, sont rendus à leurs parents ou confiés à l'assistance publique, quels exemples trouveront-ils à suivre,

(1) D'après M. DENIS, *Manuel de tempérance*.

quelle aide pourra leur donner la société ? — Ils sont victimes, tous, non seulement de leurs vices propres, mais encore de ceux de leurs parents, que l'alcool a développés en eux.

Telle est donc l'influence énorme de l'alcoolisme sur l'individu considéré en tant que membre d'une société. Peut-être pourrait-on nous objecter que la corrélation établie par nous entre l'abus de l'alcool et le nombre des crimes est élastique, que les statistiques se trompent parfois, que l'on peut enfin confondre l'effet et la cause. A cela nous répondrons que les chiffres des statistiques que nous avons citées sont plutôt au-dessous de la vérité, loin d'être trop élevés ; car ils ne portent que sur les cas où l'alcoolisme est indéniable ; et pour un alcoolique reconnu et criminel, combien d'autres sont déjà sur la pente qui doit les conduire au crime, combien, sans s'en rendre compte, n'attendent en quelque sorte que l'occasion pour aller à leur tour peupler les prisons et les asiles.

« Puisque l'alcool, dont on abuse sans cesse, porte à l'oisiveté, qui est la mère de tous les vices, puisqu'il diminue les facultés de travail et de production tout en augmentant les besoins du buveur, puisqu'entraînant l'homme dans de mauvaises sociétés, il le replonge encore et toujours dans un état d'irresponsabilité, le laisse sans défense contre toutes les tentations et étouffe la voix de sa conscience, comment l'homme tombé de plus en plus bas n'aboutirait-il pas au crime ! (1) »

(1) BERGE. — *Op. cit.*

2. — *La criminalité augmente en raison directe de la consommation de l'alcool*

Nous allons voir, maintenant, que, si l'alcool joue un grand rôle dans la criminalité, celle-ci augmente dans un pays en raison directe de la quantité d'alcool que l'on y consomme. Et c'est encore par des chiffres que nous chercherons à justifier cet axiome.

Sans sortir de France, il suffit de mettre en regard la liste des départements rangés d'après le nombre des délits commis, avec celle où ils sont rangés d'après leur consommation d'alcool : La Seine-Inférieure, le Calvados et l'Eure tiennent les premiers rangs, respectivement avec 14 l. 75, 14 l. 01, et 11 l. 96 par tête. Or, tout récemment, le jury de la Seine-Inférieure ayant constaté que huit crimes sur dix étaient dus à l'alcool, signait à l'unanimité une adresse aux pouvoirs publics pour attirer leur attention sur « l'action désastreuse de l'alcool comme cause de la criminalité ». L'Eure, qui est un des départements les plus alcoolisés, est peut-être celui où la cour d'assises a le plus de meurtres à juger. La Haute-Savoie, au contraire, où la consommation d'alcool n'est que de 0 l. 60, est le département où les tribunaux sont le moins occupés. Prenons maintenant la France en général : Il est un fait malheureusement certain, c'est que, parmi les nations civilisées, nous tenons actuellement le premier rang pour la consommation

de l'alcool, et c'est un résultat dont il n'y a pas lieu de se montrer fier. En 1830, cette consommation est de 4 l. 1 par tête. En 1894 elle est de 4 l. 04 et en 1898 de 4 l. 54. La courbe a toujours suivi une marche régulièrement ascendante, et le nombre des cabarets, qui était environ de 280.000 en 1830 dépasse actuellement 500.000. Or, depuis 1830, le nombre des crimes et des délits a augmenté dans les mêmes proportions. Si l'on objecte que la courbe des crimes a baissé depuis 1855, nous répondrons avec M. Tarde (1) que cette baisse n'est qu'apparente, et qu'elle provient de l'habitude prise par les parquets de correctionnaliser bon nombre d'affaires dont le jury devrait régulièrement avoir à connaître. Aussi le nombre des délits augmente-t-il à mesure que diminue celui des crimes. Les attentats à la pudeur sur des adultes, par exemple, ont diminué de près de moitié à partir de 1855, après avoir augmenté jusqu'alors ; par contre, les outrages publics à la pudeur ont, dans l'espace d'un demi-siècle, passé de 302 à 2.572. Il en est de même pour les vols domestiques qui deviennent des vols simples. Mais les crimes qui sont de nature à ne pouvoir être correctionnalisés, ceux-là augmentent d'une manière continue : les viols et attentats à la pudeur sur les enfants sont passés de 136 à 809, les assassinats de 197 à 239, les incendies de 71 à 150, les infanticides de 102 à 219. Quant aux délits, leur progression n'est même pas discutable ; il y a notamment, dit M. Tarde,

(1) TARDE. — *La criminalité comparée.*

trois fois plus de rébellions contre l'autorité, cinq fois plus d'outrages aux fonctionnaires, huit fois plus de mendicité, deux fois plus de coups et blessures, sept fois plus de délits contre les mœurs (y compris le proxénétisme, qui n'a que doublé à peine, et l'adultère, qui est neuf fois plus fort), deux fois et demie plus de vols simples, six fois plus de destructions de clôtures, près de quatre fois plus de destructions de plants et de récoltes, trois fois plus d'escroqueries au moins, et au moins six fois plus d'abus de confiance. La proportion des récidivistes sur cent accusés ou prévenus a doublé à peu près de 1826 à 1879, et de 1850 à 1879, elle a augmenté de plus du tiers, mais dans cette dernière période, chiffre moyen, elle a été de 32 0/0 pour toute la France. Or cette moyenne générale est loin d'être atteinte dans les pays montagneux ou sans grandes villes, par exemple, les Basses-Alpes, la Corse, l'Ardèche, la Haute-Loire et l'Ariège, qui donnent 20 0/0 ; et elle est grandement dépassée par les départements du Nord où la population est dense, par la Seine-Inférieure, Seine-et-Oise et la Marne, où elle atteint 40 0/0, et surtout par la Seine où elle est de 42 0/0. Dans les 40 villes qui ont plus de 30.000 habitants, on compte un récidiviste pour 307 habitants, tandis que dans les villes d'une population inférieure, on ne compte un récidiviste que pour 712 habitants.

M. Tarde (1) donne à l'accroissement qu'il constate de la criminalité, différentes causes : « cette progression, se de-

(1) *Op. cit.*

mande-t-il, ne serait-elle pas due à une cause générale agissant sur l'ensemble des citoyens, et ne se compliquant d'aucune cause spéciale propre aux malfaiteurs de profession ? Cette cause générale, ne serait-ce point, par hasard, le travail sourd de transformation sociale, de fermentation révolutionnaire qui, après 1830, n'a cessé de nous remuer ? » Et, plus loin : « concluons encore une fois que le mal croissant n'est imputable ni à la police, ni à la justice, ni à la civilisation, ni même à la loi pénale, mais peut-être bien au refoulement des instincts charitables et au soulèvement des passions révolutionnaires ». Il reconnaît d'ailleurs également que d'autres causes, par exemple, l'instruction, le travail, la richesse et le déclin des croyances religieuses peuvent exercer une influence favorable ou non sur le développement de la criminalité. Quant aux chiffres progressifs de la statistique de la récidive, il les explique par le penchant que chacun éprouve à copier son semblable, sous l'influence de diverses considérations sociales.

Pas un instant nous ne songerons à nous élever contre la théorie de M. Tarde ; nous n'examinerons même pas s'il y aurait lieu de contester certaines de ses affirmations ; cela d'ailleurs n'aurait pas de rapport avec la question que nous traitons ; mais il est bizarre qu'il ait passé sous silence un des faits sociaux que nous considérons, nous, comme une des causes principales de la criminalité ; et des chiffres mêmes et des exemples qu'il donne, nous nous servirons à l'appui de notre thèse.

La criminalité, disons-nous, augmente en même temps que la consommation d'alcool. Or nous avons constaté que, depuis 1830, cette dernière avait plus que quadruplé; parallèlement, les grands crimes sont devenus plus nombreux; de même pour les délits; et là où cette corrélation se fera le mieux sentir, ce sera pour le vagabondage et la mendicité; nous avons vu plus haut que de tous les délits commis par des alcooliques c'est celui où le pourcentage est le plus élevé (80 0/0). Or c'est également de tous les délits examinés par M. Tarde, celui qu'il reconnaît avoir le plus augmenté (huit fois le nombre des cas qui était de 2500 en 1826 est monté à 17000). Mais où le fait sera plus saillant encore, c'est sur la question des récidivistes. M. Marambat a trouvé parmi eux 78 5 0/0 d'alcooliques : La moyenne générale des récidivistes, alcooliques ou non, est de 32 0/0, dit M. Tarde. Dans certains départements, Basses-Alpes, Ardèche, etc..... elle n'est que de 20 9/0; or, ces départements figurent au nombre de ceux où la consommation d'alcool est la plus faible. Elle atteint 40 0/0 dans les départements de Seine-Inférieure, Seine-et-Oise où la consommation est la plus forte. Du département de la Seine, il est inutile de parler, il y a, à Paris seulement, 3 3000 cabarets, c'est-à-dire un par 3 maisons environ; aussi la proportion générale de récidivistes est-elle de 42 0/0. Continuons la comparaison : Le nombre de cabarets dans les villes est plus considérable proportionnellement que dans les campagnes, et, plus la ville est importante, plus cette proportion s'accroît : Répétons maintenant la phrase

que nous citions plus haut : « Dans les 40 villes qui ont plus de 30 000 âmes, on compte 1 récidiviste pour 307 habitants, tandis que dans les villes de population inférieure, on ne compte un récidiviste que pour 712 habitants ». Il est donc évident que l'alcoolisme a joué un rôle, et non des moindres dans la progression constante de la criminalité en drame.

Examinons également un pays voisin du nôtre, la Belgique : Les statistiques nous permettent de dresser le tableau suivant pour la ville de Bruxelles, qui compte près de 200 000 habitants.

Années	Nombre des cabarets	Cas de prostitution clandestine poursuivie	Cas de vagabondage et de mendicité	Crimes et autres délits
1868	2 458	731	1 535	4 100
1880	»	»	3 400	9 804
1889	4 356	4 563	4 356	21 630 (1)

En l'espace de 21 ans, le nombre des cabarets a doublé, les crimes et délits ont augmenté dans une proportion effrayante.

Il est également intéressant de constater que, dans une même semaine, il est des jours où les délits sont plus fréquents ; et ce sont les jours où l'ouvrier ne travaille pas, le dimanche, par exemple, et le lundi. M. Otto Lang (2) a observé ce fait à Zurich : Voici le résultat qu'il a obtenu :

(1) Ce tableau est dressé d'après un graphique de M. le Dr Legrain (*l'alcoolisme en France.*)

(2) OTTO LANG, *l'alcool et la criminalité.*

	Dimanche	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi
141 cas de coups et blessures .	60	22	11	10	10	10	18

On voit que pour deux jours, le nombre des cas est plus que double que pour les cinq autres jours de la semaine, et cela se comprend ; tant que l'ouvrier travaille, il n'a pas l'occasion de s'enivrer ; il se couche de bonne heure, le soir, en sortant de son travail, pour pouvoir se lever plus tôt le lendemain ; il sait que s'il se présentait chez son patron en état d'ivresse, il serait congédié ; mais le samedi soir, il a touché sa paye, il n'a pas la préoccupation d'être le lendemain de bonne heure à l'ouvrage ; le dimanche, il passe sa journée au cabaret avec des amis ; on joue, on boit, on s'excite, on se dispute, et finalement on se frappe quelquefois grièvement.

Faisons maintenant l'expérience inverse : Tournons nos regards vers des nations qui, ayant eu plus tôt que nous conscience du péril, ont su plutôt organiser la défense ; nous verrons que chez elles la lutte entreprise avec courage et soutenue avec persévérance a déjà donné des résultats appréciables. Avant de parler de la Norvège, qui en est un des exemples les plus frappants et les plus dignes d'être cités, reportons-nous à un bon nombre d'années en arrière.

Aux Etats-Unis, avant 1828, l'ivrognerie et l'ivresse causaient par an la mort de 40 000 personnes. C'est alors que pour obvier au mal, se fondèrent une quantité de sociétés de tempérance. Il y en eut un millier en 1830, en

1835, on en comptait 8000 qui comprenaient environ 1500000 adhérents ; la mortalité se réduisit, et l'on obtint une certaine diminution dans le nombre des distilleries. Mais cet accès d'enthousiasme dura peu ; seul, l'usage des boissons distillées et des spiritueux était interdit ; les sociétés tombèrent peu à peu en décadence.

En 1838, le P. Mathewss, de l'ordre des capucins, à la suite de ses prédications, reçut le serment d'abstinence de plus de 5 millions d'individus : il se produisit à ce moment en Irlande une véritable croisade contre l'alcoolisme ; le résultat fut que 237 débits de boissons durent fermer leurs portes, qu'une des prisons de Dublin resta vide de détenus et que dans une autre, le nombre des prisonniers diminua juste de moitié ; malgré ces résultats encourageants il advint que, de même qu'aux Etats-Unis, l'alcool reprit bientôt ses droits et sa pernicieuse influence.

En Ecosse, une loi proscrivant la fermeture des débits de boissons le dimanche, à fait diminuer de près de moitié le nombre des détenus de la prison d'Edimbourg, à Glasgow, les crimes et délits commis sous l'influence de l'ivresse ont diminué de 80 0/0.

En Suède, de 1830 à 1834, la consommation était annuellement de 23 litres par habitant : on compte 59 assassinats. De 1875 à 1878, elle est tombée, sous l'influence des lois restrictives, à 5 litres et il n'y a plus que 8 assassinats. « Et, dit le Dr Lucien Jacquet, on a oublié de faire valoir que, de 1834 à 1875, l'effet personnel ou héréditaire de

l'alcoolisation antérieure est loin d'avoir pu totalement s'éteindre (1) ».

Mais l'exemple à la fois le plus parfait et le plus encourageant nous est donné par la Norvège ; et il faut mettre en parallèle le tableau suivant avec celui que nous offrait tout à l'heure la ville de Bruxelles :

En 1843, la population est de 1 305 000 habitants			
— 1879,	—	1 903 000	—
En 1843, la consommation d'alcool par tête est de 10 l.			
— 1865	—	—	4 l., 2
— 1879	—	—	3 l., 9
En 1851, le nombre des condamnés par 100 000 habitants			
est de			249
— 1871			207
— 1879			180 (2)

Pendant que la consommation d'alcool est descendue en Norvège de 10 litres à 3^l9, par tête, la population s'est accrue de 600 000 habitants, le nombre des crimes et délits

(1) Depuis quelques années la consommation de la bière en Suède a augmenté dans de fortes proportions — de 18 litres par tête en 1870, elle est montée à 48 litres en 1896 — aussi le nombre des condamnations pour ivresse, qui était en 1885 de 4680 est-il remonté à 10 669 en 1896, pour la ville de Stockholm, à Gothenbourg, on relève 5 234 condamnations en 1897, au lieu de 2 096 en 1882. (Emprunté au travail de M. Louis Rivière : la lutte contre l'alcoolisme en Suède et le système de Gothenbourg, publié par le *bulletin de la société française de tempérance*, année 99, nos 3 et 4). L'augmentation de la population de ces deux villes n'est pas assez importante pour avoir amené une pareille recrudescence dans le nombre des condamnations pour ivresse, et nous voyons là une nouvelle justification de notre théorie.

(2) Tableau dressé d'après un graphique du Dr Legrain.

a diminué de plus d'un tiers. Actuellement, la consommation d'alcool est encore moins élevée.

Nous croyons avoir suffisamment démontré, à l'aide de tous les exemples cités, l'énorme influence de l'alcool sur la criminalité. Il nous reste, maintenant, à examiner par quelles mesures on s'est jusqu'à présent, en France, inquiété d'obvier au fléau, quel est actuellement l'état de la législation sur cette matière. Nous verrons ensuite si la loi est en rapport avec la gravité des faits qu'elle doit réprimer, et par quels moyens on pourrait efficacement lutter contre cet alcool, qui, suivant la parole de Gladstone, « fait de nos jours plus de ravages que n'en font la peste, la famine et la guerre ».

CHAPITRE II

DE LA RÉPRESSION DE L'IVROGNERIE

1. — *La loi de 1873. Son insuffisance.*

Nous avons présenté un tableau assez sombre des ravages causés par l'alcool, ravages qui, depuis des années, n'ont cessé de s'accroître et augmentent toujours à l'heure actuelle. On pourrait croire que la gravité de la situation a attiré l'attention des pouvoirs publics, que le danger social dont nous avons parlé a ému les législateurs, et qu'une loi nécessaire, indispensable, est à l'étude : il n'en est rien, malheureusement. En 1873, sous l'influence des études très sérieuses de MM. Roussel, Vilfeu et Desjardins, députés, sous l'influence, même, d'une certaine poussée de l'opinion publique qui se souvenait peut-être des malheurs de 1871 et se rendait jusqu'à un certain point compte du rôle néfaste que l'alcoolisme y avait joué, le Parlement vota une loi dont il attendait les meilleurs résultats et qui

lui paraissait suffisante pour répondre aux exigences de la situation. Depuis, bien que cette dernière ait empiré, aucun effort n'a été tenté et la loi du 23 janvier 1873 est la seule qui régit la question.

Nous la reproduisons ci-dessous :

Loi du 23 janvier 1873, tendant à réprimer l'ivresse publique, et à combattre le progrès de l'alcoolisme :

Art. 1. — Seront punis d'une amende de 1 à 5 francs inclusivement, ceux qui seront trouvés en état d'ivresse manifeste dans les rues, chemins, places, cafés, cabarets ou autres lieux publics.

Les articles 474 et 483 (1) du Code pénal seront applicables à la contravention indiquée au paragraphe précédent.

Art. 2. — En cas de nouvelle récidive, conformément à l'article 483, dans les douze mois qui auront suivi la deuxième condamnation, l'inculpé sera traduit devant le tribunal de police correctionnelle, et puni d'un emprisonnement de six jours à un mois et d'une amende de 16 à 300 francs.

Quiconque ayant été condamné en police correctionnelle pour ivresse, depuis moins d'un an, se sera de nouveau rendu coupable du même délit, sera condamné au maxi-

(1) Art. 474. — La peine de l'emprisonnement aura toujours lieu, en cas de récidive, pendant 3 jours au plus.

Art. 483. — Il y a récidive, lorsqu'il a été rendu contre le contrevenant, dans les douze mois précédents, un premier jugement pour contravention de police commise dans le ressort du même tribunal.

mum des peines indiquées au paragraphe précédent, lesquelles pourront être portées jusqu'au double.

Art. 3. — Toute personne qui aura été condamnée deux fois en police correctionnelle pour délit d'ivresse manifeste, conformément à l'article précédent, sera, par le second jugement, déclarée incapable d'exercer les droits suivants : 1° de vote et d'élection ; 2° d'éligibilité ; 3° d'être appelée ou nommée aux fonctions de juré ou autres fonctions publiques, ou aux emplois de l'administration ou d'exercer ces fonctions ou emplois ; 4° de port d'armes, pendant deux ans à partir du jour où la condamnation sera devenu irrévocable.

Art. 4. — Seront punis d'une amende de 1 à 5 francs inclusivement, les cafetiers, cabaretiers et autres débitants, qui auront donné à boire à des gens manifestement ivres, ou qui les auront reçus dans leurs établissements, ou auront servi des liqueurs alcooliques à des mineurs âgés de moins de seize ans accomplis.

Toutefois, dans le cas où le débitant sera prévenu d'avoir servi des liqueurs alcooliques à un mineur âgé de moins de seize ans accomplis, il pourra prouver qu'il a été induit en erreur sur l'âge du mineur ; s'il fait cette preuve, aucune peine ne lui sera applicable de ce chef.

Les articles 474 et 483 du Code pénal seront applicables aux contraventions indiquées aux paragraphes précédents.

Art. 5. — Seront punis d'un emprisonnement de six jours à un mois et d'une amende de 16 à 300 francs, les

cafetiers, cabaretiers et autres débitants, qui, dans les douze mois qui auront suivi la deuxième condamnation prononcée en vertu de l'article précédent, auront commis un des faits prévus au dit article.

Quiconque, ayant été condamné en police correctionnelle, pour l'un ou l'autre des mêmes faits, depuis moins d'un an, se rendra de nouveau coupable de l'un ou l'autre de ces faits, sera condamné au maximum des peines indiquées au paragraphe précédent, lesquelles pourront être portées jusqu'au double.

Art. 6. — Toute personne qui aura subi deux condamnations en police correctionnelle pour l'un ou l'autre des délits prévus en l'article précédent, pourra être, par le second jugement, déclarée incapable d'exercer tout ou partie des droits mentionnés en l'article 3. Dans le même cas, le tribunal pourra ordonner la fermeture de l'établissement pour un temps qui ne saurait excéder un mois, sous les peines portées par l'article 3 du décret du 29 décembre 1851. Il pourra aussi, sous les même peines, interdire seulement au débitant la faculté de livrer des boissons à consommer sur place.

Art. 7. — Sera puni d'un emprisonnement de six jours à un mois et d'une amende de 16 à 300 fr. quiconque aura fait boire jusqu'à l'ivresse un mineur âgé de moins de seize ans accomplis. Sera puni des peines portées aux articles 5 et 6, tout cafetier, cabaretier ou autre débitant de boissons, qui, ayant subi une condamnation en vertu du paragraphe précédent, se sera de nouveau rendu coupable, soit du

même fait, soit de l'un ou l'autre des faits prévus en l'article 4, § 1, dans le délai indiqué en l'article 5, § 2.

Art. 8. — Le tribunal correctionnel, dans les cas prévus par la présente loi, pourra ordonner que son jugement soit affiché à un tel nombre d'exemplaires et en tels lieux qu'il indiquera.

Art. 9. — L'article 463 (1) du code pénal sera applicable aux peines d'emprisonnement et d'amende portées par la présente loi. L'article 59 (2) du même code ne sera pas applicable aux délits prévus par la présente loi.

Art. 10. — Les procès-verbaux constatant les infractions prévues dans les articles précédents, seront transmis au Procureur de la République dans les trois jours au plus tard, y compris celui où aura été reconnu le fait sur lequel ils sont dressés.

Art. 11. — Toute personne trouvée en état d'ivresse dans les rues, chemins, places, cafés, cabarets ou autres lieux publics, pourra être, par mesure de police, conduite à ses frais au poste le plus voisin, pour y être retenue jusqu'à ce qu'elle ait recouvré sa raison.

(2) Art. 463 (Extrait). Dans tous les cas où la peine de l'emprisonnement et celle de l'amende sont prononcées par le Code pénal, si les circonstances paraissent atténuantes, les tribunaux correctionnels sont autorisés, même en cas de récidive, à réduire l'emprisonnement même au-dessous de six jours et l'amende au-dessous de seize francs ; ils pourront aussi prononcer séparément l'une ou l'autre de ces peines, et même substituer l'amende à l'emprisonnement, sans qu'en aucun cas elle puisse être au-dessous des peines de simple police.

(2^e Art. 59. — Les complices d'un délit seront punis de la même peine que les auteurs mêmes de ce délit.

Art. 12. — Le texte de la présente loi sera affiché à la porte de toutes les mairies et dans la salle principale de tous cabarets, cafés et autres débits de boissons. Un exemplaire en sera adressé à cet effet à tous les maires et à tous les cabaretiers, cafetiers et autres débitants de boissons. Toute personne qui aura détruit ou lacéré le texte affiché sera condamnée à une amende de 1 à 5 fr. et aux frais du rétablissement de l'affiche. Sera puni de même tout cabaretier, cafetier ou débitant chez lequel ledit texte ne sera pas trouvé affiché.

Art. 13. — Les gardes-champêtres sont chargés de rechercher, concurremment avec les autres officiers de police judiciaire, chacun sur le territoire sur lequel il est assermenté, les infractions à la présente loi. Ils dressent des procès-verbaux pour constater ces infractions ».

La loi du 23 janvier 1873 vise deux catégories d'individus : D'une part les ivrognes, d'autre part les débitants. Elle cherche à atteindre à la fois le buveur et celui qui lui facilite les moyens de boire. Mais il est une chose qui, à sa lecture, frappe immédiatement l'esprit : c'est que le texte de la loi n'est pas en rapport avec son titre : Loi tendant à réprimer l'ivresse publique : oui ; à combattre les progrès de l'alcoolisme : non. Il n'y est question, en effet, que de l'homme ivre, qui cause du scandale, étale sa honte aux yeux de tous et devient ainsi pour tous un mauvais exemple. De l'alcoolisme, maladie beaucoup plus grave et qui l'est d'autant plus qu'elle ne se manifeste pas toujours par des signes extérieurs, la loi ne s'occupe pas. Nous avons fait, tout en commençant la distinction entre l'ivresse, ivrognerie

d'occasion et l'alcoolisme, ivrognerie habituelle. Combien la loi de 1873 nous laisse loin du but poursuivi dans sa proposition de loi par M. Roussel, qui faisait de cette distinction le fondement de sa théorie et disait que si, évidemment, l'ivresse doit être réprimée, l'alcoolisme doit être combattu plus vigoureusement encore : « J'aurais atteint mon but, disait-il, si j'étais parvenu à démontrer qu'une proposition de loi contre l'ivrognerie, consistant uniquement à assimiler l'ivresse scandaleuse des rues aux contraventions qui relèvent de la simple police, ne saurait, à aucun titre, répondre aux indications de la science, ni aux exigences actuelles de l'intérêt social ».

Il semblerait, à la lecture de ces lignes, que M. Roussel ait eu, au moment où il les écrivait, une perception très nette de la difficulté du but à atteindre et de l'insuffisance, de la nullité, pourrait-on dire presque, des résultats que l'avenir réservait à la loi de 1873.

Cette loi est insuffisante, disons-nous ; mais ce n'est pas seulement parce qu'elle laisse de côté la question de l'alcoolisme : certes, le législateur de 1873 a reculé devant l'audace d'une telle innovation et devant les conséquences qu'elle entraînait ; nous sommes également d'avis que l'on ne peut atteindre l'alcoolique directement dans sa personne, par des lois répressives, et que seule, l'ivresse publique et manifeste peut être le motif d'une peine. Mais, même à ce dernier point de vue, envisagée à l'égard des faits qu'elle doit réprimer, la loi n'a pas donné les effets salutaires que l'on attendait d'elle.

D'autre part, nous n'avons qu'à jeter les yeux sur ce qui se passe autour de nous : Chaque année, la statistique accuse un nombre plus grand de crimes et de délits commis par des individus en état d'ivresse ; chaque jour voit s'ouvrir de nouveaux débits de boissons dans les villes et dans les campagnes ; nous voyons toujours autant d'ivrognes tituber dans les rues.

A quoi tient cet état de choses : A deux raisons selon nous. D'abord la loi du 23 janvier 1873 est trop faiblement appliquée ; dans la plupart des cas, même elle ne l'est pas du tout ; ensuite, le serait-elle, qu'elle ne contient pas en elle-même les éléments de répression suffisants pour assurer sa force et son influence. Nous examinerons séparément ces deux points.

Il est triste de constater que, dans notre pays, la vue d'un homme ivre n'éveille pas, dans la masse de la population, une idée de dégradation et d'avilissement pour celui qui est en cet état. On voit un ivrogne dans la rue, qui vacille et manque de tomber à chaque pas, on rit, les enfants le suivent en se moquant de lui ; peu de personnes songeront à le blâmer, beaucoup imiteront son exemple. On n'a jamais pu, dans le peuple, s'habituer à considérer l'ivresse comme une contravention ou un délit ; et l'on fait ce raisonnement : J'ai bien le droit, je pense, de faire ce que je veux : si je m'enivre, cela ne fait de tort qu'à moi et à ma bourse, je ne cause de préjudice à personne. Aussi, en vertu de ce raisonnement dont la fausseté n'a pas besoin d'être démontrée, plaint-on plus qu'on ne les blâme les

délinquants. Lorsque par hasard un tribunal correctionnel punit d'un mois d'emprisonnement un récidiviste d'ivresse, il n'est pas rare de voir à l'audience les spectateurs traduire leurs sentiments par un murmure d'étonnement où se mêle certainement un peu d'indignation contre les magistrats barbares qui ne comprennent pas le plaisir qu'il y a à s'enivrer et à se montrer en cet état à ses concitoyens.

A cette cause, toute morale, et dont l'influence a certainement empêché la loi de 1873 d'obtenir du public le respect que mérite toute loi en général et à plus forte raison toute loi d'intérêt social, s'en ajoutent d'autres. Les officiers de police judiciaire, chargés de dresser les procès-verbaux, ferment le plus souvent les yeux, sous l'influence de diverses raisons. Par exemple, il n'est pas de réjouissances publiques sans libations excessives, qui sont pour ainsi dire officiellement autorisées. De même dans certaines circonstances, telles que les opérations du conseil de revision ou du tirage au sort : Il semble qu'elles soient intimement liées avec l'intempérance la plus complète. « La cérémonie du tirage au sort a un résultat immédiat, c'est de servir de prétexte à des beuveries interminables et à des déambulations à travers les rues, à la suite desquelles la majorité des conscrits est dans un état d'équilibre plus qu'instable. En bon français, cela s'appelle de l'ivresse manifeste. Les règlements de police l'interdisent et cependant, en la circonstance, les agents chargés de faire appliquer ces règlements, font preuve d'une indulgence qui frise la cécité. Les promenades en question ayant lieu généralement derrière un drapeau

tricolore, et se terminant non moins généralement dans de mauvais lieux, il semble au moins étrange de constater que le premier acte de la vie militaire de nos futurs soldats aboutit à une véritable prostitution de notre emblème national (1). » Nous avons tenu à faire cette citation, parce qu'elle est la reproduction fidèle de tableaux que tout le monde peut voir dans les premiers mois de chaque année. Nous ne croyons pas qu'il y ait d'exemple qu'un procès-verbal ait été dressé dans ces conditions ; et pourtant, l'ivresse de ces conscrits est bien manifeste, elle est bien publique, car ils font assez de tapage, et elle est ordinairement d'assez longue durée.

A Paris, l'ivresse n'est réprimée que d'une manière très insuffisante (2) ; les agents ayant des occupations multiples, les postes étant encombrés le plus souvent, les ivrognes n'y seront conduits que s'ils gênent la tranquillité publique ; et le procès-verbal ne sera dressé contre eux que s'ils sont conduits au poste.

Dans les campagnes, la répression est plus difficile à obtenir encore. « Qui allez-vous charger, s'écriait M. Testelin, lors de la discussion de la loi, de faire des procès-verbaux ? Les gardes champêtres ! Eh bien, je vous déclare que, chez moi, il y en a, sans exagération, huit sur

(1) Extrait de la *France militaire* du 7 février 1900.

(2) Le nombre des condamnations prononcées pour ivresse par les tribunaux de simple police du département de la Seine, y compris Paris, en 1897, n'est que de 3.396, alors qu'il est presque double dans certains départements moins peuplés. (Compte-rendu de la justice criminelle pour l'année 1897).

dix qui tomberont sous le coup de la loi. Ce n'est pas une accusation bien grave que je porte contre eux ; la plupart des gardes champêtres sont de très braves gens qui rendent beaucoup de services, qui vivent en plein air, qui ont besoin de consommer beaucoup, et qui, dans les villages, rendent service à l'un et à l'autre..... la première chose qu'on fait quand vous vous présentez dans une maison, c'est de vous offrir... ou un petit verre, ou un verre de bière, ou un canon de vin. Le garde champêtre accepte, et, au bout d'un certain temps, il se trouve atteint d'ivrognerie. Il tombera donc sous le coup de votre loi, et c'est lui qui sera chargé de sévir contre les ivrognes ! »

Nous nous garderons d'aller aussi loin que M. Testelin, et nous admettrons même au contraire que le garde champêtre intempérant ou alcoolique reste une exception et que la grande majorité sont les gens les plus sobres du monde : ils ne s'exposeront pas à s'entendre dire qu'ils donnent eux-mêmes le mauvais exemple, mais leur situation n'en restera pas moins bien difficile. Dans un village de peu d'importance, où tout le monde se connaît, où tous les habitants ont entre eux des liens de parenté plus ou moins étroits, où les haines entre familles durent parfois pendant plusieurs générations, le garde champêtre hésitera à faire un procès-verbal qui peut lui attirer de nombreuses inimitiés, lui faire perdre peut-être sa situation, si le délinquant est soutenu seulement par un électeur influent. Cette crainte sera chez lui plus forte encore, si le maire, ou l'adjoint, ou les personnes influentes du pays sont eux-mêmes cabaretiers ou

débitants de boissons, ainsi que cela arrive fréquemment, et lui feraient payer cher ce qu'ils considéreraient comme un excès de zèle. Ajoutons enfin que, neuf fois sur dix, les gardes champêtres sont d'anciens cultivateurs, trop âgés pour se livrer d'une façon régulière au travail des champs ; que leur force physique est peu à craindre pour un homme jeune, et leur influence morale à peu près nulle. Là où un agent de police ou un gendarme peuvent agir, l'un parce qu'il est dans une grande ville, l'autre parce que son uniforme est craint, tous deux parce qu'ils sont couverts par leurs chefs, le garde champêtre, placé entre son devoir et son intérêt immédiat, choisira plus souvent ce dernier parti ; et l'on peut jusqu'à un certain point l'en excuser, si l'on songe aux conditions dans lesquelles il doit nécessairement exercer ses fonctions. En fait, les gardes champêtres ne dressent pour ainsi dire jamais de procès-verbaux d'ivresse, préférant laisser ce soin aux gendarmes qui s'en acquittent le plus souvent possible, mais ne peuvent réprimer tous les cas, leur sphère de surveillance étant trop grande ; aussi, généralement, le juge de paix d'un chef-lieu d'arrondissement juge-t-il à lui seul autant d'ivrognes que ceux des autres cantons réunis du même arrondissement.

Si des procès-verbaux ne sont pas toujours, comme ils devraient l'être, dressés contre les individus en état d'ivresse, on en trouve moins encore et pour la même raison, contre les débitants, qui contreviennent aux articles qui les concernent dans la loi de 1873. Contre l'article 12, à la vérité, peu d'infractions, presque chez tous, l'affiche existe ;

« bien entendu, elle ne sert à rien ; ordinairement elle n'est pas lue ; elle est même un sujet de plaisanteries et de dérision pour de nombreux consommateurs ». Contre l'article 4, il n'en est pas de même. Bien souvent, attirés par l'appât du gain, les débitants permettent à des individus manifestement ivres de terminer chez eux leur complète intoxication. Quant à servir des liqueurs alcooliques à des mineurs de seize ans, tous à peu près le font impunément ; il n'y a, pour s'en rendre compte, qu'à voir ce qui se passe dans les cabarets de Normandie.

A notre avis enfin, il semble que l'on ne pourrait jamais donner aux condamnations pour ivresse une publicité trop grande. Aussi est-il très regrettable que les tribunaux correctionnels prononçant une condamnation pour récidive oublient presque tous l'article 8, qui leur permet d'ordonner l'affichage du jugement ; celui-ci, placardé bien en évidence dans la commune du délinquant, lui donnerait peut-être à réfléchir.

Nous allons voir maintenant que, même dans les cas où elle est appliquée, la loi de 1873 est insuffisante. Son grand défaut, à notre avis, c'est qu'elle se borne à la répression de cas isolés ; elle punit la contravention ou le délit, mais elle guérit rarement la maladie, soit parce que les peines qu'elle édicte ne sont pas assez sévères, soit parce que ces peines par elles-mêmes ne sont pas de nature à empêcher la récidive.

Contre l'article premier de la loi, nous n'avons rien à dire ; il est bien évident que, pour la première fois, il y a

lieu d'user d'indulgence envers le délinquant, pour qui son état d'ivresse pourra être en quelque sorte une surprise, un état anormal qu'il ne connaissait point, et contre lequel il lui était par conséquent plus difficile de se défendre. L'amende de 4 à 5 francs prononcée dans ce cas est plutôt un avertissement qu'une peine, avertissement qui, chez un homme intelligent, aura un effet salutaire. Le deuxième paragraphe, qui, en renvoyant aux articles 474 et 483 du code pénal, permet au magistrat de donner une peine de trois jours de prison en cas de récidive dans les douze mois de la première condamnation, mérite également d'être approuvé, au moins en principe ; la peine, déjà plus sévère, qui frappe le récidiviste, coupable, non seulement de s'être enivré, mais aussi de n'avoir pas tenu compte du premier avertissement, est juste. Pourtant, il y a lieu de se demander s'il n'aurait pas été préférable de décider que, même pour la première récidive, le délinquant serait traduit devant le tribunal correctionnel. Cette juridiction, en effet, d'un degré plus élevée que le tribunal de simple police, peut par le fait même inspirer plus de crainte, et tel que laissera indifférent une condamnation en simple police, y regardera à deux fois avant de risquer une condamnation qui serait mentionnée à son casier judiciaire. En même temps, la peine pourrait être plus forte et monter par exemple à une amende de 16 à 25 francs et un emprisonnement de 6 à 12 jours. M. Roussel, dans les articles 2 et 3 de son projet de loi, émettait cette idée, l'amende pour la première récidive, l'emprisonnement pour la seconde.

Nous allons plus loin que lui à cet égard, dans la répression.

L'article 2 permet aux juges correctionnels de donner à à l'ivrogne, en cas de deuxième récidive, 200 francs d'amende et un mois d'emprisonnement, et en cas de récidive correctionnelle, 400 francs d'amende et deux mois d'emprisonnement. Ici, nous ne dirons point que la peine est trop faible (bien qu'en certains pays, l'emprisonnement puisse être beaucoup plus long, par exemple, six mois en Autriche, deux ans en Allemagne, dans une maison de correction), nous dirons qu'elle est inefficace, et c'est un point que nous développerons plus loin.

Pour l'article 3, la pensée qui a inspiré le législateur est celle-ci : « Les peines privatives de droits, dit le rapport de la commission, sont les mieux faites pour ceux qui ont la triste habitude de sacrifier leur raison à l'intempérance. On ne les frappe pas seulement d'une indignité qu'ils méritent, on constate leur incapacité. » Cette idée, qui est juste, ne l'est pas d'une manière absolue ; certes, pour la plupart des individus, la perte des droits mentionnés en l'article 3 (vote, éligibilité, droit d'être juré ou fonctionnaire public, de port d'armes) sera sensible ; mais il y en a d'autres, chez lesquels le sens moral est plus profondément atteint, et sur qui cette déchéance ne fera que peu d'impression. En tous cas, l'article exige deux condamnations en police correctionnelle pour qu'elle soit prononcée : c'est, à notre avis une de trop. Il ne parle pas non plus de la déchéance de la puissance paternelle, qui, pratiquement,

serait indispensable. Il y a lieu, en effet, de sauvegarder les intérêts des enfants contre le préjudice que pourraient leur causer les abus d'un père ivrogne ; ajoutons que le père qui se dégrade de la sorte et donne à ses enfants de tels exemples ne mérite plus d'avoir autorité sur eux.

Passons à l'article 4. Rien à dire de la première partie, qui interdit au débitant de recevoir chez lui des individus manifestement ivres ou de leur donner à boire ; il est de toute évidence que la pénalité encourue par lui dans ce cas est parfaitement juste, encore que l'amende pourrait être plus forte. Mais, dans la seconde partie, nous trouvons que le législateur aurait pu se montrer plus difficile sur l'âge des individus auxquels il permet au débitant de servir des boissons alcooliques. Les lois et les règlements antérieurs à la loi de 1873 interdisaient l'accès des cabarets aux jeunes gens n'ayant pas 21 ans accomplis : et voilà que la loi, faite pour réprimer des abus, se montre moins sévère, et leur permet de s'alcooliser cinq ans plus tôt ! « Les adolescents peuvent bien savoir gré au législateur de les avoir émancipés à 16 ans ; c'est si crâne, de pouvoir faire l'homme avant de l'être. Mais que donnent-ils en retour à la patrie... ? Des forces paralysées par l'abus, aussi funeste que précoce, de l'alcool ; un moral déplorable, acquis au contact journalier des buveurs âgés et de profession, chez qui toute retenue, toute prudence n'existent plus (1) » C'est, en effet, de quinze à vingt ans que l'homme se transforme

(1) Extrait d'un article publié dans la *Dépêche républicaine de Besançon*, 10 mai 1900.

le plus, au physique comme au moral; et c'est à l'âge où cette transformation s'accomplit, au moment où l'enfant devient un homme, que la loi lui permet d'acquérir le germe de mauvaises habitudes qui deviendront peut-être la règle de toute sa vie.

Nous ne toucherons pas aux autres articles de la loi; faisons cependant une réserve en ce qui concerne l'article 8, qui laisse au tribunal correctionnel la faculté d'ordonner l'affichage de son jugement; nous pensons que, dans tous les cas, l'affichage devrait être obligatoire.

Quant à la constatation des infractions à la loi commise dans les campagnes, qui est mise par l'article 13 à la charge des gardes champêtres, concurremment avec les autres officiers de police judiciaire, nous en avons parlé plus haut, et nous avons dit combien les premiers rencontraient de difficultés dans l'exercice de leur mission. La seule chose à faire serait de leur rendre celle-ci plus facile; des lois qui rendraient les fonctions de maire, adjoint et conseiller municipal incompatibles avec la profession de débitant de boissons, ne pourraient être que les bienvenues, et donneraient aux gardes champêtres plus d'indépendance.

Nous avons dit que si la loi de 1873, dans certains de ses articles, n'était pas assez sévère, d'autre part les peines qu'elle édictait n'étaient pas de nature à réprimer l'ivresse: Expliquons notre pensée:

Nous admettons bien volontiers que, chez un individu, les cas d'ivresse, les premières fois qu'ils se présentent,

sont d'abord des contraventions, ensuite des délits ; mais si l'acte, c'est-à-dire le fait par l'individu de s'enivrer, se répète trop souvent, nous admettrons qu'il y a là une sorte d'état morbide, le caractère délictueux de l'acte diminue à chaque nouveau délit, pour devenir en quelque sorte un caractère maladif ; or, on ne punit pas un malade, on le soigne. Que le traitement soit forcé pour l'ivrogne au lieu d'être volontaire de sa part, rien de plus juste, puisqu'il sait que la loi lui interdit de s'enivrer ; le traitement doit donc être organisé de telle sorte qu'il soit en même temps une peine ou inversement ; ce qu'il faut, c'est que le récidiviste d'ivresse sorte du lieu où il a été interné (qu'on appelle comme on le voudra ce lieu, prison ou asile, peu importe), qu'il en sorte, disons-nous, à la fois puni et guéri autant que faire se peut.

Si l'on consulte attentivement les *casiers d'ivresse* tenus dans les parquets, on constatera ceci : d'abord qu'un grand nombre de condamnations contre des vagabonds ou gens sans aveu sont prononcées par défaut et n'ont pas été exécutées, car les vagabonds, une fois leur ivresse passée et les procès-verbaux dressés contre eux, ont continué leur chemin, et ne se sont pas inquiétés du reste ; ensuite, que chaque canton contient ses ivrognes attitrés, en quelque sorte clients fidèles de leur juge de paix et de la police correctionnelle, des incorrigibles auxquels le nombre des condamnations importe peu et que la prison ne guérit pas de leurs mauvaises habitudes.

Les peines prévues par la loi, en laissant de côté les dé-

chéances spéciales, sont de deux sortes : l'amende et l'emprisonnement. Que penser de l'amende ? elle n'est pas toujours payée, et l'est-elle, elle ne fait qu'augmenter la misère de la famille ; dans les familles dont le chef est un ivrogne, la femme et les enfants vivent le plus souvent de la charité publique ; l'homme lui-même, boit plus de vin et d'eau-de-vie qu'il ne mange de pain ; et il semble bien inutile et d'une ironie quelque peu amère de condamner à une amende justement quelqu'un qui n'a pas le sou. L'emprisonnement ? Quand il est de courte durée, il est inefficace, en cette matière, comme il l'est en toutes les autres ; le buveur sortira de l'établissement pénitentiaire avec les mêmes tendances à boire et, chose plus grave, perversi quelquefois par le contact des criminels ; assez souvent, on a appelé les prisons des écoles d'immoralité : c'est peut-être exagéré ; mais, d'un autre côté, il y a quelque chose de choquant à voir l'ivrogne, qui peut fort bien n'être pas un méchant homme, enfermé côte-à-côte avec un vagabond ou un voleur de profession. D'autre part, un emprisonnement de longue durée, avec le régime des maisons centrales, serait une peine trop grave et nullement en rapport avec le délit commis.

§ 2. — *Comment on pourrait modifier la loi de 1873*

Pour les incorrigibles de l'ivresse dont nous venons de parler, l'amende et l'emprisonnement, avons-nous dit, sont inefficaces ; mais alors, par quoi allons-nous remplacer ces

deux peines. Comment allons-nous modifier la loi, pour remédier à son insuffisance ? Nous ne pouvons admettre que l'ivrogne continue à faire impunément scandale ; comment pourrions-nous l'empêcher de donner à ses concitoyens le spectacle de sa dégradation ?

Nous serions d'avis d'employer un moyen qui a déjà donné de bons résultats dans plusieurs pays, en Suisse, notamment, l'internement dans un asile.

Nous avons déjà dit que cet internement devait revêtir le double caractère de la cure et de la pénalité. Ce dernier caractère seul suffit pour la justification de cette mesure : on ne peut dire que nous attentons par là à la liberté individuelle, puisque nous n'internons que le récidiviste d'ivresse qui, aux termes de la loi actuelle, est passible, dans certains cas, de deux mois de prison : il n'y a que le local qui diffère, et aussi la durée de l'internement qui sera forcément plus long, car ce serait une utopie que d'espérer la guérison d'un buveur à la suite d'un traitement de deux mois ; mais cette durée plus longue peut se justifier de plusieurs manières ; on peut d'abord, si l'on veut, considérer qu'elle est une aggravation de peine : au lieu de deux mois de prison, 10 mois ou un an d'internement. La loi est devenue plus sévère, voilà tout ; nous disions tout-à-l'heure qu'elle ne l'était pas assez. Mais si l'on réfléchit un peu et si l'on songe à l'intérêt du buveur lui-même, ne vaut-il pas mieux pour lui rester par exemple un an de suite dans un asile dont la règle ne sera pas d'une dureté excessive, où le régime ne sera pas trop pénible à suivre, et d'où il sor-

tira guéri de sa funeste passion, que de revenir périodiquement pendant plusieurs années dans une prison où la règle est sévère, où il se trouve avec des compagnons sinistres dont les instincts ne peuvent avoir sur lui qu'une mauvaise influence, et d'où il ne sort qu'avec l'envie de boire de nouveau. Au point de vue social, enfin, la loi ne doit-elle pas réprimer le désordre et le scandale que cause l'ivrogne chaque fois qu'il se met en état d'ivresse, et n'a-t-elle pas le devoir de faire tout son possible pour éviter que le vice se propage par l'exemple donné? Nous admettons donc comme légitime le remplacement de la prison par l'asile, et nous avons à voir d'après quelles règles l'internement des récidivistes d'ivresse sera ordonné, et comment s'exercera le traitement.

M. Thiry, dans son opuscule intitulé « Les asiles antialcooliques », ne fait aucune distinction entre les buveurs ; il les déclare tous dangereux pour la société ; peu lui importe que le buveur soit un ivrogne condamné pour faits d'ivresse ayant causé du scandale, ou qu'il soit un alcoolisé tranquille, qui suit son chemin sans provoquer l'attention et sans se trouver jamais en état d'ivresse manifeste. Partant de ce principe, qu'il soutient à l'aide de vigoureux arguments, il pense que les précautions nécessaires pour éviter toute détention arbitraire, sont au nombre de deux : 1^o une décision émanant d'une autorité présentant les garanties nécessaires, 2^o un certificat médical constatant l'alcoolisme chronique chez la personne dont l'internement est poursuivi.

Nous avons dit que, loin de suivre complètement la théorie de M. Thiry, nous restreignons l'internement au cas du récidiviste d'ivresse, déjà condamné et par le tribunal de simple police, et par le tribunal correctionnel. Dans ces conditions, les précautions à prendre se trouvent simplifiées : le certificat du médecin devient inutile, le fait même par le délinquant d'avoir été condamné plusieurs fois pour ivresse et d'être en état de récidive, impliquant à lui seul l'habitude de l'ivrognerie, ou tout au moins un commencement d'habitude. Quant à l'autorité qui, présentant toutes les garanties nécessaires, serait chargée de statuer, le tribunal correctionnel semble tout indiqué.

Un projet de loi a été déposé en Belgique par M. Le Jeune, relatif à l'organisation d'asiles spéciaux pour certains aliénés et pour alcoolisés. En vertu de l'article 41 de ce projet (1) « lorsqu'un individu aura, dans l'espace de quatre années, encouru cinq condamnations du chef de l'infraction prévue à l'article 1^{er} de la loi du 16 août 1887 concernant l'ivresse publique, le tribunal, en le condamnant pour la cinquième fois, pourra ordonner qu'il sera interné dans un asile spécial de l'Etat ». Le tribunal, après avoir statué sur la peine, statuerait donc sur l'internement. Est-il bien utile de faire faire quelques semaines de prison à l'ivrogne avant de l'envoyer à l'asile spécial ? cela ne nous semble pas bien nécessaire puisque l'internement a le caractère pénal et que le récidiviste n'a pas le pouvoir de s'y

(1) Cité par M. THIRY, dans son opuscule *Les asiles anti-alcooliques*.

soustraire. Cette réserve faite, nous approuvons entièrement le principe posé dans l'article 11 du projet présenté par le ministre belge. Mais nous ne le suivrons pas dans une autre hypothèse qu'il émet : « Si la répétition fréquente du délit d'ivresse dans un bref délai fournit la preuve directe de l'ivrognerie habituelle, il peut arriver d'autre part que l'instruction judiciaire d'un autre délit quelconque aboutisse à la constatation de cette même ivrognerie comme facteur de cette infraction (1). « Art. 10 ». Les tribunaux, lorsqu'ils condamneront à un emprisonnement de plus de quinze jours et de moins de deux ans, du chef d'homicide, de lésions corporelles, de viol, d'attentat à la pudeur, d'outrage public aux mœurs ou d'incendie, un prévenu qui aura commis le délit en état d'ivresse volontaire ou sous l'influence de l'alcoolisme chronique, pourront ordonner qu'il sera interné dans un asile spécial de l'Etat... le transfèrement dans l'asile spécial aura lieu à l'expiration de la peine ».

Nous ferons à ce texte les objections suivantes : Il est bien évident que l'on peut presque toujours savoir si l'auteur du crime était en état d'ivresse au moment où il l'a commis ; mais sera-t-il aussi commode d'établir que cette ivresse était volontaire ? Quel sera, ensuite, le critérium employé par le juge pour se rendre compte du degré d'alcoolisme chronique de l'individu ? On ne devient pas alcoolique du jour au lendemain : à quel moment de l'in-

(1) M. THIRY, *op. cit.*

toxication, celle-ci sera-t-elle suffisante pour justifier l'internement ? Pour le savoir, il faudra évidemment s'en rapporter au certificat du médecin ; or, ce certificat, dans quelles conditions sera-t-il obtenu ? s'il constate l'alcoolisme, il sera de toute justice qu'on permette à l'inculpé de chercher à faire la preuve contraire en se laissant examiner par un médecin choisi par lui. Il y aura là matière à de nombreuses complications. Et même si l'alcoolisme chronique est constaté, comment prouver que c'est sous son influence que le crime a été commis ?

Allons plus loin encore : supposons que cette preuve est faite : nous toucherons alors à la grave question de la responsabilité ; si le criminel a agi sous l'influence d'un état morbide dû à l'alcoolisme et contre lequel il ne pouvait réagir, il sera irresponsable, et comme tel serait frappé injustement par une peine. Autant de problèmes dont la solution serait bien difficile à débrouiller.

Comment, maintenant, s'exercerait cet internement, (c'est-à-dire, quel traitement serait suivi dans l'asile), et quelle serait sa durée ?

« Le traitement, dit M. Thiry, doit être à la fois physique et moral. » Il est évident que la première condition doit être l'abstinence absolue de toute boisson alcoolique, abstinence qui ne peut-être rigoureusement obtenue que dans un établissement spécial. Le travail doit être obligatoire, la nourriture substantielle, sans être recherchée, car nous ne devons pas oublier que l'interné, tout en étant soigné, subit une peine. Il est important qu'à sa sortie de l'asile, le

buveur guéri soit affilié à une société de tempérance dont le patronage l'aidera à persévérer dans la voie où on l'a introduit. Ajoutons encore que « le traitement, pour être efficace, doit être individuel, c'est-à-dire que chaque malade doit être examiné, étudié, soigné, d'une manière spéciale ; cette règle est imposée par les différences de nature considérables existant entre les diverses personnes ! (1) ».

Quant à la durée du traitement, trois systèmes se trouvent en présence. D'après le premier, l'internement ne cesserait que le jour où un certificat de guérison complète serait délivré au buveur par le médecin directeur de l'asile. Ce système, qui est évidemment le plus conforme à la logique a le défaut de faire craindre des abus possibles. D'après le second, l'internement serait prononcé pour un temps déterminé, un an par exemple : Il pourrait alors arriver à l'expiration du délai que le détenu serait loin d'être guéri, ou qu'au contraire il le serait depuis six mois, ce qui lui ferait six autres mois de détention injuste et inutile. Nous donnerons la préférence à la théorie de la loi du canton de Saint-Gall : il y aura un minimum et un maximum : le tribunal, par exemple, prononcera l'internement pour un laps de temps qui ne pourra être moindre de 9 mois ni supérieur à 18 (loi de Saint-Gall). Entre le 9^e mois et le 18^e, le buveur, s'il donne des signes manifestes de guérison pourra être remis en liberté. « Remarquons, dit M. Thiry, qu'il serait utile d'introduire en cette matière la

(1) M. THIRY, *op. cit.*

libération conditionnelle..... ce serait un moyen facile de savoir si, après un certain temps, et avant que le terme maximum ne soit expiré, l'espoir que l'on a dans la guérison est suffisamment sérieux pour ne point prolonger davantage le traitement ; en cas de rechute dans un certain délai après la libération conditionnelle, il y aurait lieu à réinternement pour terminer le temps normal ».

Y aura-t-il lieu d'ajouter à la peine de l'internement que nous demandons pour le récidiviste d'ivresse, la peine accessoire de l'interdiction ? Nous ne le pensons pas. Le code civil, en effet, mentionne expressément les cas dans lesquels elle doit être prononcée : imbécillité, démence, fureur, faiblesse d'esprit et prodigalité ; or, l'alcoolique peut n'être ni imbécile, ni dément, ni fou furieux, ni faible d'esprit, ni prodigue. S'il présente au contraire un de ces caractères, qu'on lui applique la législation civile, c'est là une question qui nous paraît devoir rester en dehors de la loi pénale.

Les bons résultats obtenus par les asiles existant à l'heure actuel ne sont pas à démontrer ; on ne peut dire, il est vrai, que tous les buveurs qui y ont été soignés en soient sortis guéris ; la proportion n'en est pas moins fort belle. A l'asile d'Ellikon (Suisse), par exemple, de 1889 à 1896, 343 malades ont été traités, voici la proportion obtenue :

Sujets guéris et restés abstinents . . .	47,2 0/0
» améliorés.	48,4 0/0
Rechutes	34,4 0/0

En résumé, la substitution du tribunal correctionnel au tribunal de simple police pour le jugement de la seconde infraction à la loi, et par suite une peine plus forte contre le buveur, l'interdiction aux débitants de vendre des boissons alcooliques aux mineurs, non plus de seize ans, mais de vingt-et-un, l'affichage obligatoire de tout jugement portant condamnation, et enfin, l'internement du récidiviste dans un asile spécial, telles sont les mesures qui nous paraîtraient remédier dans les limites du possible à l'insuffisance de la loi du 23 janvier 1873, que nous proposerions de modifier de la manière suivante :

Art. 1. — Seront punis d'une amende de 1 à 5 francs inclusivement ceux qui seront trouvés en état d'ivresse manifeste dans les rues, chemins, places, cafés, cabarets, ou autres lieux publics.

Art. 2. — En cas de récidive dans les douze mois qui auront suivi la *première* condamnation, l'inculpé sera traduit devant le tribunal de police correctionnelle, et puni d'un emprisonnement de trois à quinze jours et d'une amende de 16 à 25 francs.

Quiconque, ayant été condamné en police correctionnelle pour ivresse depuis moins d'un an, se sera de nouveau rendu coupable du même délit, sera condamné au maximum des peines portées au paragraphe précédent, lesquelles pourront être portées jusqu'au double.

Art. 3. — En cas de nouvelle récidive dans les douze mois qui auront suivi la *deuxième* condamnation correctionnelle, l'inculpé sera condamné à l'internement dans un

asile spécial, pour une durée qui ne pourra être moindre de 9 mois ni excéder dix-huit mois.

Art. 4. — Toute personne qui aura été condamnée deux fois en police correctionnelle, pour délit d'ivresse manifeste conformément aux articles 2 et 3, etc..... (la suite comme l'art. 3 de la loi de 1873). — (Ajouter à la fin) : Les parents condamnés en vertu des art. 2 et 3 seront de plus déclarés déchus de la puissance paternelle.

Art. 5. — Seront punis d'une amende de 1 à 5 francs inclusivement, les cafetiers, cabaretiers et autres débitants qui auront donné à boire à des gens manifestement ivres, ou qui les auront reçus dans leurs établissements, ou auront servi des boissons alcooliques à des mineurs âgés de moins de *vingt-un* ans accomplis.

(La suite de cet article comme l'art. 4 de la loi de 1873 en remplaçant toutefois le mot *seize* par le mot *vingt-un*).

Art. 6. — Comme l'art. 5 de la loi de 1873.

Art. 7. — — 6 — —

Art. 8. — — 7 — —

Art. 9. — Le tribunal correctionnel qui prononcera une condamnation pour ivresse, dans les cas prévus par la présente loi, *devra* ordonner que son jugement soit affiché à un tel nombre d'exemplaires et en tels lieux qu'il indiquera.

(Les autres articles comme ceux de la loi en vigueur).

La loi, ainsi modifiée, donnerait-elle de bons résultats ? Il y a tout lieu de l'espérer. Mais il ne faut pas oublier qu'en réprimant l'ivresse publique et manifeste, on ne ré-

prime qu'une partie du mal, et qu'il est toute une catégorie d'individus qui ne tombent pas sous le coup de la loi pénale, et n'en sont pas moins profondément alcooliques ; nous avons vu, dans la première partie de cette étude, que l'alcoolisme était une des sources principales de la criminalité : aussi devons-nous porter notre attention sur cette question. Nous avons indiqué comment, à notre avis, l'on pourrait plus efficacement réprimer l'ivresse proprement dite, examinons maintenant par quels moyens l'on pourrait agir contre l'alcoolisme.

CHAPITRE III

LA LUTTE CONTRE L'ALCOOLISME. — ÉTUDE DES DIFFÉRENTS MOYENS LÉGISLATIFS PRÉCONISÉS

Peut-on atteindre l'alcoolique directement par des mesures répressives comme on frappe le buveur coupable d'avoir été trouvé en état d'ivresse publique et manifeste ? Non, évidemment, puisqu'il n'a commis aucun délit, ni même aucune contravention. Peut-on user à son égard de mesures préventives, c'est-à-dire, a-t-on le droit de l'interner pendant un laps de temps plus ou moins long dans un des asiles où nous sommes d'avis d'enfermer les récidivistes d'ivresse ? C'est là une question très discutée. Cette mesure serait-elle utile ? Sans aucun doute ; les asiles de buveurs ont fait leurs preuves, et assez de malades en sont sortis guéris pour que l'efficacité du traitement qu'on leur y fait suivre soit indéniable. Serait-elle légale et juste ? Nous ne le pensons pas.

Il est vrai que, si nous nous opposons à l'internement, en vertu du grand principe de la liberté individuelle, on nous fera cette objection que, dans deux cas, la société a le

droit de restreindre cette liberté : Les cas de protection des incapables, et de légitime défense.

Or, en admettant même que l'incapacité de l'alcoolique soit démontrée, (et, dans bien des cas la preuve sera difficile à faire) suffira-t-il qu'un individu soit incapable pour que la société ait le droit de limiter sa liberté ? Non, certes. On donne un conseil judiciaire à un faible d'esprit ou à un prodigue, mais on ne l'enferme pas. Dans un seul cas, nous admettrons qu'on puisse interner un alcoolique en invoquant son intérêt pour légitimer cette mesure : c'est quand il sera atteint d'aliénation mentale, et il n'y alors qu'à se reporter aux lois qui régissent la matière.

Pour soutenir l'idée de la légitime défense, on invoque que l'alcoolisme, agissant sur le cerveau de l'individu, diminue considérablement ses facultés intellectuelles et ses notions de sens moral et le pousse à la misère et au vagabondage ; qu'il l'empêche de donner « à la société la part d'activité dont chacun de ses membres lui est redevable »(1); qu'il le conduit au crime, et qu'enfin, ne se bornant pas à le corrompre physiquement et moralement, il corrompt aussi sa descendance.

Ces raisons, très justes, d'ailleurs, nous paraissent aptes à prouver beaucoup plus l'utilité, la nécessité même, si l'on veut, de l'internement, que sa légalité. Que l'alcoolique, au point de vue physique, ruine sa santé, nous devons faire tous nos efforts pour l'en empêcher, mais nous ne pouvons

(1) M. THIRY. — *Op. cit.*

cependant agir par la force : on ne punit pas le suicide, or, le buveur se suicide en quelque sorte moralement, suicide lent, il est vrai, mais progressif et inévitable ; que petit à petit, le sens moral diminue chez lui au point de disparaître et de le conduire au vagabondage ou au crime, c'est profondément regrettable ; mais on n'a le droit d'user contre lui de moyens coercitifs, que lorsqu'il tombera sous le coup de la loi ; quant à la tare héréditaire qu'avec raison on lui reproche d'imprimer à sa descendance, elle est très incertaine, d'abord, puisqu'il peut ne jamais avoir d'enfants, elle est très vague, ensuite, et d'un degré d'importance impossible à vérifier et qui variera avec chaque individu. Or la loi ne peut punir que des faits précis, spécialement prévus. Une personne, en état de légitime défense, ne se défend pas avant d'avoir été attaquée : Lorsque l'alcoolique aura attaqué la société, c'est-à-dire lorsqu'il aura commis un crime ou un délit, la loi le condamnera pour ce crime ou pour ce délit ; jusque-là, elle ne peut l'atteindre.

Mais, dira-t-on, l'internement est une mesure préventive, plutôt que répressive. Préventive, soit : mais cette mesure est en même temps une peine, puisqu'il n'est pas possible au buveur de s'y soustraire et qu'on lui retire sa liberté. Or, pour qu'une peine soit juste, il faut qu'elle soit motivée, et celle-ci, à notre sens, ne l'est pas assez.

Nous conclurons donc de ce qui précède, que, si une répression est légitime pour l'homme qui s'enivre, et que l'on peut considérer, en dehors des moments où il est en état complet d'ivresse, comme un homme intelligent qui

fait abus de sa liberté, et enfreint volontairement les lois de la morale publique, il n'en sera pas de même à l'égard du buveur d'habitude, qui ne s'enivre pas, ne cause pas de scandale, et que par suite, il y a lieu moins de punir que de soigner.

Si l'on ne peut réprimer directement l'alcoolisme dans l'individu atteint de cette maladie, comment fera-t-on pour le combattre? Nous allons nous livrer à une courte étude des principaux moyens indirects proposés pour arriver à ce but.

Les mesures adoptées par les différents Etats peuvent se classer en trois catégories : D'abord, celles qui s'appliquent aux débits de boissons, soit pour réduire leur nombre, soit pour réglementer leurs heures d'ouverture et de fermeture, soit pour les surveiller. Ensuite, celles qui ont pour but d'élever le prix des boissons alcooliques ou d'améliorer la qualité de ces boissons (augmentation de l'impôt, monopoles). Celles enfin, dont le résultat est d'empêcher la fabrication, la vente et la consommation desdites boissons (Prohibition générale ou locale, interdiction de vente dans certains cas et à l'égard de certains individus).

1. — *Réglementation et limitation des débits de boissons.*

Etant donné que c'est dans les débits de boissons que le buveur contracte et entretient généralement son habitude de l'alcool, il est tout naturel que l'on ait d'abord pensé à

un remède qui ne pourrait qu'être très efficace, la limitation du nombre de ces débits. « Si les bouilleurs de cru, disait Claude (des Vosges), dans son rapport célèbre au Sénat, sont le fléau des campagnes, les débits de boissons sont, sans contredit, le fléau des villes ; actuellement, ils débordent jusque dans les moindres villages. Leur multiplication incessante devient un universel sujet d'inquiétude..... Les jours de paye, au retour du chantier et de l'atelier, de combien de « tournées » s'allège le salaire si laborieusement gagné. Les débits sont là, tout le long de la route ; et, comme les ronces d'un sentier sauvage, qui, en arrachant quelques lambeaux d'étoffe, font parfois couler un peu de sang, eux aussi font, chaque fois, au malheureux qu'ils dépouillent au détriment de lui-même et de sa famille, une blessure moins apparente sur le moment, mais cependant sûre, profonde, et dont les suites ne tardent pas à se manifester ». Il est bien facile, en effet, de remarquer que, nulle part, les cabarets ne sont aussi nombreux qu'autour des usines et dans leurs abords immédiats, de sorte qu'il est bien difficile à l'ouvrier de passer devant eux sans y faire au moins une station nuisible à la fois à sa santé et à sa bourse. Tel individu, qui au sortir de l'atelier rentrerait tranquillement chez lui sans penser à boire parce qu'aucune tentation ne s'offre à lui, s'arrêtera, au contraire si l'occasion se présente à lui sous la forme d'un cabaret, qu'il n'aurait pas cherché peut-être, mais où il entrera, parce qu'il se trouve tout naturellement devant lui.

En France, en 1830 le nombre des débits était de	281 847
— 1850, il était de	350 424
— 1855	291 244
— 1865	351 040
— 1869	364 875
— 1874	342 980
— 1875	342 622
— 1876	343 139
— 1878	350 697
— 1879	354 862
— 1880	356 863
— 1881	367 825
— 1882	372 587
— 1885	399 145
— 1890	413 141
— 1895	424 575
	(1)

Actuellement ce nombre dépasse 450 000, sans y comprendre les 40000 débits environ que renferme la seule ville de Paris.

Cette statistique démontre qu'il y a en France un débit pour 85 habitants, soit un pour trente adultes mâles. Mais c'est là une moyenne qui est de beaucoup dépassée par certains de nos départements : Dans celui du Nord, par exemple, on compte un cabaret pour 52 personnes, dans la Seine-Inférieure, 1 pour 66, dans l'Eure, 1 pour 11 habitants, c'est-à-dire que, dans ce pays privilégié, un « électeur sur quatre passe sa vie à verser, d'un beau geste, de l'al-

(1) Extrait de l'exposé des motifs de la proposition de loi de MM. SIEGFRIED et BÉRANGER, relative à la réglementation des débits de boissons.

cool aux trois autres » ; à Paris, en 1890, il existait enfin un débitant de boissons pour 82 habitants.

Il résulte du tableau ci-dessus reproduit, que le nombre des débits a, depuis 1830, subi une progression constante, nous allons voir sous quelle influence.

La loi du 29 décembre 1851 avait placé les débitants sous la dépendance absolue de l'administration ; nul ne pouvait ouvrir un débit sans une autorisation préalable du Préfet, qui pouvait également la révoquer à son gré. Aussi voyons-nous immédiatement le nombre des débits descendre, en l'espace de quatre années, de 350 000 environ à 291 244. Il est juste d'ailleurs de faire remarquer que cette loi n'avait pas été faite en vue d'un intérêt social, mais dans un but purement politique. Comme le font fort bien ressortir M.M. Siegfried et Bérenger, dans leur récente proposition de loi au Sénat, l'Empire, se rendant compte que l'on parle politique surtout au cabaret, espérait ainsi se rendre maître de l'opinion publique en ayant un moyen direct d'action sur les individus auxquels il octroyait la permission d'ouvrir des débits. Il faut croire que ces permissions furent données avec une certaine facilité, puisqu'en 1869, le nombre était remonté à 364 875. Le gouvernement de la République, sous l'influence d'une réaction toute naturelle contre les idées de l'Empire, pensa « qu'il suffisait, pour être dans la vérité, de prendre le contre-pied de la loi ; là, où celle-ci disait : il faut une autorisation, on répondait par le principe de la liberté de l'industrie. La politique avait inspiré la répression ; la politique octroya la liberté. » La

loi du 17 juillet 1880 a supprimé toute entrave à l'établissement des débits de boissons. « Nous avons, disait le rapporteur de cette loi, repoussé l'idée de fixer par des règlements administratifs le nombre des débits dans chaque commune. Nous nous fions à l'action des lois économiques, pour proportionner ce nombre aux moyens réels de la population. »

Or, dans les quinze ans qui précédèrent la promulgation de cette loi, le nombre des débits n'avait augmenté que de 5 815 ; dans les quinze années qui ont suivi, il s'est accru de 67 712. Devant un tel résultat il est vraiment permis, même sous un gouvernement républicain, de regretter la loi de l'Empire.

Actuellement, tout individu qui veut ouvrir ou exploiter un débit de boissons, n'a qu'à en faire la déclaration au maire de la commune, dans un certain délai, en indiquant son état civil exact. Plus besoin d'autorisation d'aucune sorte, quelle que puisse être, d'ailleurs l'importance du débit.

Telle est la raison évidente pour laquelle les débits sont actuellement chez nous en si grand nombre : C'est la loi de 1880 qui est cause de tout le mal. Partant, une solution radicale s'impose : il faut l'abroger, et la remplacer par une autre loi dont l'influence soit plus salubre.

En 1899, M.M. Siegfried et Béranger ont déposé au Sénat un projet de loi dans ce sens. Nous n'en donnerons pas ici le texte *in extenso*, et nous nous bornerons à le résumer avec quelques commentaires.

Le projet revient à la loi de 1851, en ce qui concerne

l'autorisation, qui sera toujours nécessaire, et sera accordée, s'il y a lieu, par le Préfet, sur avis de la commission départementale du conseil général et du Procureur de la République, ce qui est une sérieuse garantie d'impartialité (1) ! Où il en diffère c'est qu'il ne donne pas au Préfet le droit de révoquer l'autorisation une fois accordée ; le rôle du préfet sera donc purement un rôle d'administrateur, et non un rôle politique. Cette révocation ne pourra être prononcée que par l'autorité judiciaire dans les cas prévus par la loi de 1880.

Donc, le rétablissement de l'autorisation, voilà déjà un progrès ; mais la principale innovation du projet consiste dans la limitation du nombre des débits ; d'après l'article 2, il sera interdit au Préfet de délivrer une autorisation d'ouverture, tant que le nombre des débits sera supérieur à 1 pour 300 habitants ; lorsque ce chiffre sera atteint, il ne pourra être accordé d'autorisation qu'en remplacement d'un débit existant !

(1) On avait songé à prendre également l'avis du maire de la commune où le débit serait ouvert. Après réflexion, on y a renoncé pour laisser plus d'indépendance à ce magistrat municipal et éviter qu'il ne puisse être rendu par un postulant évincé par le préfet, responsable de cet échec.

(2) La mise en pratique d'une loi conçue dans ces termes amènerait pour Paris la disparition de 19 000 débits, tout naturellement, et sans mesure arbitraire ou vexatoire. Nous trouvons cependant que la proportion est trop élevée. Dans des villes de 300 000 habitants, par exemple, elle laisse subsister 1 000 débits, ce qui est encore trop. En Hollande par exemple, la proportion qui est de 1 débit pour 250 habitants dans les petites localités est de 1 pour 500 dans les grandes, et cette proportion nous paraît préférable.

Les mesures nécessaires pour atteindre ce résultat, ne seraient prises que peu à peu. Les débitants actuels conserveraient leurs situations, mais il faudrait, pour toute mutation, une autorisation nouvelle, et celle-ci ne serait accordée que si, dans la commune, il y avait moins d'un débit par trois cents habitants.

Le projet interdit encore la vente des boissons aux débitants qui ont un autre commerce. Chacun a pu remarquer qu'à Paris, il est peu de petits épiciers, fruitiers, marchands de charbons ou débitants de tabac, qui n'aient, dans l'espoir d'un gain plus considérable, divisé leur boutique en deux parties : dans l'une on exerce le commerce ; dans l'autre on a un comptoir où l'on verse aux clients des boissons spiritueuses. Ce genre de débit est un des plus dangereux qui existent, car, ainsi que le dit le Dr Brunon (1) « il a prise sur une clientèle que son voisin n'atteignait pas, sur la femme, qui ne va pas au cabaret. Or, quand c'est par la ménagère et pour la ménagère que l'alcool entre dans la maison, on peut dire que celle-ci est perdue, perdue sans ressources ; les enfants eux-mêmes n'échapperont pas ».

Tel est, dans ses grandes lignes, le projet de M.M. Bérenger et Siegfried, qui est d'une incontestable utilité ; sera-t-il favorablement accueilli par les Chambres, c'est ce qu'il est difficile de prévoir, c'est ce qu'il est peut-être téméraire d'espérer, nous dirons tout à l'heure pourquoi. Nous avons d'ailleurs été devancés dans cette voie par un bon nombre

(1) *L'alcoolisme en Normandie.*

de nations, chez lesquelles la réforme tentée a donné des résultats sinon complets, du moins encourageants.

Nous irons plus loin, et nous dirons que, loin de préjudicier aux intérêts des débiteurs, une telle loi ne peut qu'être favorable à leurs intérêts. Sous l'influence de la loi de 1880, le chiffre des débits est devenu si grand que la plupart de leurs titulaires ne peuvent plus en vivre. Il en est un grand nombre que la concurrence exagérée oblige à vendre à crédit pour attirer les clients ; et naturellement, ils ne sont pas toujours payés (1). Conclusion : le débiteur qui a écoulé sa marchandise sans rien toucher, finit à son tour par ne plus pouvoir payer le marchand en gros qui le fournit, et c'est la faillite.

Indépendamment de la limitation des cabarets, une surveillance active et une réglementation sévère de leurs heures d'ouverture et de fermeture pourrait donner de bons résultats. Chez nous, et principalement dans les campagnes, lorsque l'heure de la fermeture est arrivée, le débiteur ferme ses contrevents, ferme hermétiquement ses rideaux,

(1) Dans les provinces autrichiennes de Galicie et de Bukovine, les dettes de cabaret sont traitées comme chez nous les dettes de jeu, et ne sont pas reconnues ; cette mesure, toute logique qu'elle soit, n'a pas donné de brillants résultats, car il tombe sous le sens que cabaretier et débiteur s'entendent pour faire disparaître la trace de l'origine de la dette, et le moyen de déjouer les combinaisons qui interviennent entre eux n'est pas facile à trouver. De plus, comme le fait remarquer un éminent professeur de droit, M. Vidal, la non-reconnaissance des dettes de cabaret serait anti-juridique, puisque leur cause n'a rien d'illicite, tant que la vente de l'alcool est autorisée.

de façon que l'on ne puisse voir la lumière à l'intérieur, et ses bons clients habituels continuent à s'intoxiquer tout à leur aise en dépit des réglemens ; la surveillance est à peu près nulle ; la Norvège, l'Allemagne et l'Ecosse sont plus avancées que nous sous ce rapport. En Norvège, la loi interdit de vendre ou d'offrir de l'eau-de-vie, non seulement les dimanches et jours de fête, mais encore la veille à partir de cinq heures. En Ecosse, depuis 1854, les débits sont fermés le dimanche et ne sont ouverts les autres jours que de huit heures du matin à onze heures du soir. Il en est de même pour l'Irlande, depuis 1878, et pour le Pays de Galles, depuis 1881.

En Allemagne, la peine est de 75 francs d'amende et de quatorze jours d'emprisonnement pour le cabaretier qui tolère la présence de ses clients après l'heure réglementaire de la fermeture. Tout récemment, un arrêté du baron de Hammerstein, président d'Alsace-Lorraine, ayant interdit toute vente de boissons alcooliques avant huit heures du matin, les débitants ont adressé au ministre impérial une protestation à laquelle le ministre n'a répondu qu'en approuvant l'arrêté.

Tout en reconnaissant qu'une loi réglementant les débits de boisson serait utile, nous ne serons pas cependant aussi optimistes que certaines personnes qui croient qu'une telle loi une fois votée, l'alcoolisme disparaîtra radicalement. D'abord, il s'écoulera un temps très long avant que l'on soit arrivé en France à cette proportion de 1 débit pour 300 habitants. Or, comme on ne peut procéder que par

voie d'extinction ou de rachat, on voit quel laps de temps sera nécessaire pour amener la suppression de plus de 300.000 débits.

Ensuite, une fois ceux-ci réduits dans la proportion indiquée, est-il à espérer que la consommation de l'alcool diminuera proportionnellement ? ce n'est pas certain : On ne boit pas qu'au cabaret ; l'alcoolique invétéré qui veut satisfaire sa passion le plus souvent possible, et n'est pas fortuné, se rend bien compte qu'il a tout bénéfice à acheter un litre entier d'eau-de-vie, plutôt que de boire ce litre en détail chez le débitant qui vend proportionnellement plus cher, puisqu'il lui faut son bénéfice d'intermédiaire entre le producteur et le consommateur. Pour le même prix, le buveur aura donc une plus grande quantité d'alcool et pourra s'intoxiquer davantage. En Normandie et en Bretagne, ainsi que dans le nord de la France, on boit autant à domicile que dans les cabarets puisque souvent l'eau-de-vie remplace aux repas comme boisson le vin ou le cidre. Ce n'est pas seulement avec l'eau-de-vie, même, que l'on s'alcoolise, c'est aussi avec le vin, avec le cidre, avec la bière ; certes, il ne viendra à l'esprit de personne de nier que la consommation de ces trois liquides chez les particuliers est beaucoup plus forte que dans les lieux publics (1). Il est intéressant de citer ici un exemple rapporté par

(1) Les bouilleurs de cru, qui sont en France au nombre de 700 000 n'ont pas besoin, pour s'alcooliser, d'aller au cabaret boire de l'alcool ou l'acheter, ils le fabriquent, et peuvent facilement en donner ou en vendre en fraude à tous leurs amis.

M. Cauderlier, dans un article récent intitulé : « Lettre ouverte au *Journal des Débats* » :

« En Suisse, dit-il, mêmes résultats. Avant de procéder à l'octroi du monopole, le Conseil fédéral organisa une vaste enquête, portant sur tous les pays d'Europe. Cette enquête, confiée au bureau fédéral de statistique, aboutit à un très remarquable exposé des lois et des expériences de quelques états étrangers, où nous lisons aux conclusions : Souvent aussi on a fait valoir la réduction du nombre des cabarets comme un des moyens les plus efficaces pour restreindre la consommation de l'eau-de-vie. Mais, dans le cours de notre enquête, nous n'avons rencontré que peu de données confirmant l'exactitude de cette hypothèse que l'on a presque érigée en dogme... La consommation de l'alcool s'est rendue indépendante du cabaret, et s'est établie à domicile, d'une façon tout spécialement pernicieuse. C'est pourquoi la réduction du nombre des cabarets n'a qu'une valeur restreinte pour la répression de l'alcoolisme. »

Cette assertion est corroborée par l'exemple de la Hollande, où le nombre des débits a diminué de moitié, pendant que la consommation de l'alcool n'a diminué qu'à peine d'un quart. Dans d'autres pays, tels que la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, on a constaté des faits analogues.

Reste la Norvège, que l'on cite toujours ; mais, dit M. Cauderlier (1), la Norvège a toute une série de lois contre l'alcool, et une armée de plusieurs centaines de mille absti-

(1) *Op. cit.*

nents pour en prêcher et en surveiller la bonne exécution. Mais elle n'a pas seulement diminué le nombre de ses débits, elle les a extirpés ; elle n'a plus que 198 débits dans toutes ses villes réunies, et, pour toutes ses campagnes, dans un pays grand comme la moitié de la France, vingt-cinq.

En effet, l'exemple de la Norvège n'est pas à citer ; une tentative de réduction dans les mêmes proportions serait chez nous le signal d'une révolution.

Il faut donc, d'après nous, conclure que si, d'une part, une loi telle que celle qui est présentée par MM. Siegfried et Béranger était votée par les Chambres et appliquée d'une manière rigoureuse, elle serait utile ; mais que, d'autre part, elle ne pourrait à elle seule lutter contre l'influence de l'alcoolisme.

2. — *Augmentation de l'impôt. Monopoles*

Occupons-nous maintenant des mesures qui tendent à la combattre par l'élévation du prix des boissons alcooliques et l'amélioration de leur qualité.

On propose, en premier lieu, l'augmentation de l'impôt sur l'alcool. Dans la plupart des pays d'Europe, les droits sont beaucoup plus élevés qu'en France : Angleterre, 477 francs par hectolitre pur, Norvège, 316 francs, Suède, 232 francs, Russie, 215 francs. Aux Etats-Unis, les droits sont de 245 francs. Ils ne sont en France que de 156 fr. 25.

L'expérience a démontré que, réduite à elle-même, cette augmentation ne donne que des résultats médiocres. En 1871, M. Bocher, ministre des finances, disait à la Chambre : « Puisque vous parlez d'ivrognerie, avez-vous été de l'autre côté du détroit ? Avez-vous été à Londres ? Avez-vous vu ces tristes faubourgs, avez-vous vu ces palais richement illuminés, gin's palaces, ces palais du gin ? Ils sont très beaux à l'extérieur, mais pénétrez à l'intérieur, qu'est-ce que vous voyez ? L'ivresse, l'ivrognerie abrutie et hébétée : Eh bien ! c'est de l'ivresse à 500 francs l'hectolitre. »

D'ailleurs, si l'on songe au prix de revient de l'hectolitre d'alcool à 100 degrés (25 ou 30 francs en fabrique, si l'on songe que cet alcool, avant d'être livré à la consommation, est étendu de deux fois son volume d'eau et qu'il est ensuite débité à raison de 10 centimes le petit verre, on se rendra compte facilement qu'on peut le frapper de droits beaucoup plus élevés que ceux qui l'atteignent actuellement, sans que pour cela le consommateur le paie beaucoup plus cher.

L'augmentation du prix des patentes imposées aux débiteurs serait certainement plus efficace. Des essais tentés dans plusieurs villes des Etats-Unis, entre autres à Chicago et à Saint-Louis ont été concluants. L'établissement d'un débitant serait ainsi rendu plus difficile ; mais seuls, les petits débiteurs (il est vrai que ce sont les plus nombreux) seraient atteints d'une manière sensible par cette mesure ; les autres, ceux qui ont une clientèle plus riche, en profi-

teraient pour élever le prix de leurs consommations, et trouveraient encore moyen d'y gagner.

On a dit aussi, et cette opinion a rencontré un certain nombre de partisans, que l'alcoolisme provenait beaucoup plus de la qualité des alcools absorbés que de leur quantité ; partant de ce principe, on a proposé de ne livrer au commerce que des alcools soigneusement rectifiés. Il faut convenir qu'épurer l'alcool n'est pas en réduire la consommation. Nous n'entrerons pas dans les théories scientifiques qui prouvent surabondamment que l'alcool, même rectifié, reste un poison. Dans certains pays, comme la Suisse, l'état a pris le monopole de cette rectification ; nous reviendrons sur cette question en parlant des monopoles.

La question du monopole de l'alcool est actuellement à l'ordre du jour, et dans plusieurs pays d'Europe, différents projets sont à l'étude. Il existe deux sortes de monopoles : Celui que peut exercer l'Etat, celui qui est concédé à des sociétés (par exemple, ce que l'on a appelé le système de Gothenbourg). Nous nous occuperons d'abord du monopole de l'Etat, nous verrons de combien de manières il peut s'exercer, quelles raisons on donne pour le justifier, et quels résultats il a jusqu'ici produits dans les pays où il est en usage.

Il peut s'exercer de trois manières : monopole de fabrication, monopole de rectification, et monopole de vente.

« Ce dernier monopole a été proposé jadis par M. de Bismarck. Les agents de l'Etat, créés à cet effet, étaient seuls autorisés à débiter les alcools. Ce système, qui met-

taut aux mains du gouvernement une armée de 100 000 fonctionnaires, fut repoussé par le gouvernement (1). » Actuellement ce monopole n'existe qu'en Russie (nous verrons plus loin quels résultats il donne). Toute vente d'alcool est interdite dans des endroits autres que les magasins officiels. Il est défendu de boire dans ces magasins, d'y déboucher même la bouteille que l'on vient d'y acheter, et de causer plus de quelques minutes avec le fonctionnaire débitant. Cette innovation est due à l'empereur Alexandre III, qui avait ordonné d'appliquer le monopole d'abord aux provinces de Perm, d'Oufa, d'Orenbourg et de Samara ; depuis 1897, il est devenu la loi commune de l'Empire.

L'Etat russe ne s'est pas contenté du monopole de la vente, il a aussi celui de la rectification ; il s'est réservé le droit exclusif de servir d'intermédiaire entre le producteur et le consommateur ; il ne se borne plus à percevoir sur l'alcool un droit de 7 à 8 0/0, il acquiert toute la quantité destinée à la consommation, la fait rectifier dans des usines à lui ou sous sa surveillance, et ne laisse sortir de ses bureaux que des bouteilles cachetées, qui portent chacune une étiquette indiquant le prix, le degré et le volume du liquide (2).

Une votation populaire du 25 octobre 1885 a donné, en Suisse, le monopole de la fabrication et de la rectification à l'Etat, qui ne l'exploite pas lui-même, et le fait débiter

(1) SÉRIEUX et MATHIEU. — *L'alcool*.

(2) D'après un article du journal *l'Epoque*, en date du 4 juin 1900.

par de gros dépositaires. L'établissement de ce monopole a eu pour effet de supprimer beaucoup de petites distilleries, et de diminuer d'un bon tiers la consommation, en l'espace d'une dizaine d'années.

Actuellement, en France et en Belgique, il est fortement question de donner à l'Etat le monopole de la rectification.

Le projet le plus simple est celui-ci : La rectification s'opérerait dans des usines créées par l'Etat ; l'alcool une fois rectifié serait ensuite livré aux fabricants en gros pour leurs diverses combinaisons de liqueurs ; la différence entre le prix d'achat et le prix de vente mettrait un milliard dans les caisses de l'Etat.

Voici encore, dans ses grandes lignes, le projet présenté par M. Algalve : l'Etat achèterait les alcools aux producteurs, à un prix fixé par la loi, et supérieur au cours actuels. Il n'y aurait donc d'indemnité à payer à personne. Après rectification, l'Etat revendrait l'eau-de-vie aux cabaretiers qui la paieraient seulement après l'avoir vendue, de sorte qu'ils auraient le crédit gratuit complet. Les cabaretiers auraient une remise de 20 0/0, le petit verre se vendrait toujours 0 fr. 10, et le produit du monopole dépasserait onze cents millions de francs, c'est-à-dire qu'il y aurait plus de huit cent millions d'excédent sur le produit net actuel de l'impôt.

Nous n'entrerons pas dans la discussion de ces projets, ce qui nous entraînerait trop loin voyons seulement comment on justifie le monopole de l'Etat :

On fait généralement ressortir qu'il est établi pour soustraire les populations des campagnes et des villes à l'exploitation des débitants de boissons et pour combattre l'ivrognerie en ne laissant entrer dans la consommation que des alcools dûment rectifiés. On dit aussi que, pour être régularisé, le commerce des spiritueux doit dépendre uniquement du gouvernement, qui dirigera la fabrication, la rectification et la vente dans l'intérêt général et pour le bien de la société ; qu'à cet effet, « il importe de libérer d'abord les producteurs de la dépendance où ils sont vis-à-vis du haut commerce, puis de mettre la consommation en rapport avec les besoins réels de la population ; ce sont deux desiderata impossibles à concilier avec les préoccupations intéressées des particuliers, et qui exigent l'intervention de l'Etat, seul capable de donner au problème une solution inspirée exclusivement par le souci du public ».

Voilà, certes, une phrase bien belle et bien pompeuse ; l'intervention salutaire de l'Etat y est portée aux nues, et le monopole y est élevé au rôle d'un sauveur public : mais cette solution, que l'Etat est seule capable de donner au problème, sera-t-elle si exclusivement que cela inspirée par le souci du bien public ? Il nous semble, à nous, que l'état, qui monopolise la fabrication et la vente de l'alcool, agit beaucoup plus dans son intérêt que dans celui de la société ; le fisc n'y perd rien ; n'oublions pas que cette petite opération donne un bénéfice de plus d'un milliard, ce qui est plus du triple du bénéfice produit par l'impôt actuel ; et quand on vient nous dire, qu'à la vérité, l'établissement du

monopole a quelque chose de choquant dans un pays de régime et de mœurs démocratiques, mais qu'en présence d'un ennemi aussi terrible que l'alcool il y a lieu de « sacrifier les considérations de principe à l'adoption du *seul* moyen pratique de le repousser », lorsque l'on vient nous dire cela, nous sommes en droit de soupçonner un piège, d'abord à cause du bénéfice réalisé, ensuite parce que ce moyen n'est pas le seul, et qu'il est immoral et inefficace.

Il n'est pas le seul : nous avons parlé déjà d'une loi répressive de l'ivresse, de la réglementation des débits de boissons, de l'augmentation de l'impôt ; nous en citerons d'autres tout-à-l'heure.

Il est immoral, car la mesure va diamétralement à l'opposé du but poursuivi ; loin de diminuer la consommation, elle tend au contraire à l'augmenter en persuadant au buveur que l'alcool vendu est inoffensif et qu'il peut en boire impunément. L'état a pour mission et pour devoir de réprimer l'alcoolisme : il ne doit pas s'en faire le pourvoyeur légal. Bien étrange est la situation d'un Etat où le monopole est la règle : D'une part, au point de vue fiscal, il doit pousser à la consommation ; d'autre part, au point de vue social, il doit la restreindre. Mais, dira-t-on, si l'on affecte, comme le fait la loi suisse, une partie des bénéfices produits par le monopole à des œuvres tendant à réprimer l'alcoolisme : nous répondrons ceci, c'est qu'il y a une sorte d'absurdité à prétendre vouloir diminuer la consommation des spiritueux alors qu'on cherche à en tirer le plus de gain possible, à reprendre en quelque sorte d'une main ce que

l'on donne de l'autre. Le principe en lui-même sera toujours mauvais, et les 10 0/0 des bénéfices donnés aux sociétés de tempérance suisses seront toujours aussi immoraux qu'est immoral en France le pourcentage prélevé par l'assistance publique sur les gains du pari mutuel.

Il est inefficace, enfin, avons-nous dit. Et pour le démontrer, nous donnerons comme exemple les deux pays où il est appliqué, la Suisse et la Russie.

En Suisse la consommation d'alcool a diminué d'un tiers ; mais en même temps, la consommation des boissons fermentées qui était de 38 litres par habitant avant l'adoption du système, est montée à 65 litres. Un professeur de Zurich, M. Forel l'a ainsi constaté : « Les cas de *delirium tremens* se présentent plus nombreux que jamais dans les asiles, la statistique des cas de mort n'offre aucune diminution, il y a autant et plus d'alcoolisés et de familles victimes de l'alcoolisme qu'il n'y en a jamais eu.... Heureux sont les Etats qui n'ont encore fait cette expérience dangereuse, car il n'est pas facile de sortir de ce traquenard fiscal, une fois que l'on y a été pris. »

En Russie, le fisc encaisse par suite du monopole de beaux revenus, et 130 000 débitants ont été supprimés, ce qui n'empêche pas le niveau de l'ivresse publique de monter d'une façon inquiétante. Le tableau suivant est assez suggestif à cet égard : « Dans la rue où se trouve le bureau de l'Etat, une foule de buveurs et de longues files de chariots empêchent toute circulation. On y transporte les bouteilles par centaines, et l'eau-de-vie est ingur-

gitée sans l'aide de verres... Le père, la mère, les enfants, tout le monde boit, la bouteille collée aux lèvres, et l'on boit bien plus qu'avant l'introduction du monopole, car l'eau-de-vie de l'État est bon marché, d'un goût agréable, et non mélangée d'eau dont les cabaretiers d'autrefois n'étaient point avares. L'ivresse arrive bien plus vite... En un mot, le spectacle qu'offrent les abords du bureau, car, à l'intérieur il est défendu de boire, est une véritable orgie, et tout sentiment de gêne et de retenue, toute honte de se montrer ivre en public tend à disparaître... » Ceci se passe à Horodko, ville du gouvernement de Vitepsk ; à Kiew, qui est une très grande ville, il en est de même : « lorsqu'une escouade d'agents parvient à disperser les buveurs, on les voit se réunir un peu plus loin, sur les portes des maisons, sur les bancs des rues, ou ils s'installent simplement au bord des ruisseaux et vident leurs bouteilles (1). »

L'état russe, en se réservant la vente de l'alcool, n'a donc pas remédié au mal, il n'a fait que le déplacer, et la moralité publique n'a pas gagné au change ; des cabarets où il se tenait soigneusement enfermé, il l'a transporté dans la rue où il s'étale en plein jour sans la moindre retenue.

De tous les moyens préconisés dans la lutte contre l'alcoolisme, le monopole de l'Etat nous paraît être le moins efficace. En est-il de même de ce que l'on a appelé le sys-

(1) Les premiers résultats du monopole en Russie, *Bulletin de la Société française de Tempérance*, n° 3, année 1898.

tème de Gothenbourg, sorte de monopole qui tire son nom de la ville de Suède où il a été appliqué? Voici comment d'abord fonctionne ce système (1).

Jusqu'en 1863, d'après une loi du 18 janvier 1833, la vente au détail et le débit étaient réservés aux titulaires de patentes spéciales; chaque commune avait le droit d'interdire la vente sur son territoire, ou de fixer le nombre des patentes qui devaient être adjudgées aux enchères. Le conseil communal pouvait aussi traiter avec une compagnie spéciale en lui concédant la totalité des licences.

Cette loi eut pour effet de supprimer les petites distilleries domestiques qui se trouvaient dans les campagnes, en les remplaçant par un nombre limité d'établissements, plus faciles par là même à surveiller. Beaucoup de communes usèrent de leur droit d'interdiction, de sorte que bientôt, seules, les villes renfermèrent des débits en quantité appréciable.

En 1863, sur les conclusions d'un rapport qui lui fut fait par une commission spéciale chargée de rechercher les causes du paupérisme dans la ville, le conseil municipal de Gothenbourg vota la suppression de la vente aux enchères des licences, et leur concession en bloc à une compagnie d'octroi, ou bolag, qui s'engagerait à les exploiter dans l'intérêt de la classe ouvrière, c'est-à-dire dans des conditions complètes de moralité et d'hygiène, tous les bénéfices

(1) D'après une communication faite par M. Louis RIVIÈRE à la *Société Française de Tempérance*, dans la séance du 11 avril 1899. (*Bulletin de la Société*, n^{os} 3 et 4, année 1899).

dépassant l'intérêt légal, devant être employés en œuvres d'intérêt public.

Tel est le système de Gothenbourg. Il réalise, sur le monopole de l'Etat, l'avantage de ne pas poursuivre un gain ; il tend de plus à faire diminuer la consommation de l'alcool, d'abord parce que les bolags n'exploitent pas toutes les licences dont ils ont la possession (ainsi à Stockholm, le bolag, qui a 230 licences, n'exploite que 217 débits ; à Gothenbourg, on ne compte que 72 débits pour 91 licences) ; ensuite parce qu'ils ont abaissé à 40 degrés tous les alcools qu'ils mettent en vente, ce que leur permet une loi de 1885.

Bien que le monopole établi par le système de Gothenbourg nous paraisse de beaucoup préférable au monopole de l'Etat, nous lui adresserons cependant plusieurs objections : Il est inapplicable dans un pays comme la France, où le nombre des débits est illimité. Puis il s'est, depuis 1865, passé en Suède ce qui s'est passé en Suisse après l'établissement du monopole : à mesure que la consommation de l'alcool a diminué, la consommation de la bière, ainsi que nous l'avons déjà dit dans une autre partie de cette étude, a considérablement augmenté. Enfin, il faut bien constater que, de même que les sociétés d'abstinence norvégiennes, qui ont puissamment contribué à la limitation des débits dans leur pays, les sociétés d'abstinence suédoises ont préparé le terrain aux bolags et les ont vigoureusement soutenus, et que les gouvernements de ces deux pays, loin de réagir contre le sentiment public, ont eux-mêmes donné à la répression de l'alcoolisme une énergique impulsion.

Quoi qu'il en soit, on doit enregistrer les résultats favorables de ce système, au moins en ce qui concerne l'eau-de-vie, tout en reconnaissant avec regret qu'il lui serait impossible de s'acclimater chez nous.

3. Prohibition de la fabrication ou de la vente.

Nous arrivons enfin aux mesures prohibitives de la fabrication ou de la vente des boissons alcooliques ; elles sont inscrites, malheureusement, dans les lois de trop peu de nations. Elles sont employées surtout aux États-Unis, où elles se présentent sous deux formes, la prohibition nationale, et la prohibition locale.

Dans certains états d'Amérique, le gouvernement a défendu la fabrication et la vente de l'alcool : Le Maine, le New-Hampshire, le Vermont, l'Iowa, le Kansas, le Dakota nord et le Dakota sud nous offrent cet exemple : L'alcool n'y est plus vendu que pour les besoins de la médecine ou de l'industrie ; on peut constater que, dans ces états, la dette publique est presque nulle, et que les délits et crimes y sont plus rares que dans les autres.

Au Canada, la lutte est très vive entre prohibitionnistes et antiprohibitionnistes ; la question est devenue un terrain électoral. Aussi les premiers, sentant toute la nécessité

d'une union étroite entre les anti-alcoolistes font signer par tous leurs amis l'engagement suivant :

« Nous, soussignés, promettons, aux prochaines élections générales, de voter seulement pour les candidats qui feront, s'ils sont élus, tous leurs efforts pour assurer la prohibition totale, par voie législative, des boissons alcooliques, cela dans les provinces, au moins qui, lors du plébiscite, ont voté pour la prohibition (1).

Le gouvernement de la République de l'Equateur s'oppose énergiquement à l'entrée dans la République, de l'absinthe et des boissons similaires. Enfin, l'empereur d'Ethiopie, Ménélik, qui est un souverain assez éclairé pour emprunter à la civilisation Européenne ce qu'elle a de bon, mais pour lui laisser en même temps ce qu'elle a de mauvais, a interdit l'importation de l'absinthe dans ses Etats.

N'est-il pas un peu honteux, pour les grandes nations du monde civilisé, de constater que le bon exemple vient d'un tout petit pays, ou d'un pays où la civilisation n'était, il y a peu de temps encore, qu'à l'état rudimentaire ? Tous les gouvernements devraient inscrire la prohibition de l'absinthe dans leur programme, et le nôtre en particulier car c'est en France que l'on détient le record de sa consommation, ce qui n'est pas un titre de gloire.

(1) Extrait du journal *L'alcool*, de juin 1900.

En 1881, il a été employé, pour faire de		
l'absinthe	25 000 hectolitres d'alcool	
— 1885	57 773	—
— 1890	105 250	—
— 1892	129 670	—

Et dire que pour remédier à cet état de choses, il suffirait d'un article de loi, article très simple et conçu dans ces termes :

« La fabrication et la vente de l'absinthe sont interdites sur tout le territoire français ».

Mais qui prendra jamais, dans l'état actuel des choses, l'initiative d'une proposition aussi hardie !

Dans seize Etats de l'Union américaine, le système en vigueur est celui de la prohibition locale, que l'on appelle aussi Option locale. Voici en quoi il consiste : La loi accorde aux électeurs le droit de limiter par leur vote la vente de l'alcool sur le territoire de leur district, ou même de la supprimer complètement, si la majorité est de cet avis. C'est ainsi que, dans l'Etat de Géorgie, 106 comtés sur 136 ont interdit la vente de l'alcool. Dans la colonie anglaise de la Nouvelle Galles du Sud (Australie), la vente au détail des spiritueux peut être interdite dans chaque district par le vote des 2/3 de la population. Nous serions tenté de préférer la prohibition nationale à la prohibition locale ; elle a le mérite, en effet, de supprimer le mal radicalement en l'atteignant dans sa cause ; nous ne tiendrons pas compte de l'objection qu'on lui fait de ne pas respecter les droits des minorités. Selon nous, l'Etat a le droit de

défendre la vente de l'alcool, comme il a le droit de défendre la vente d'un poison. Cette mesure donnera de bons résultats ; mais il est nécessaire, qu'avant tout, elle soit préparée par une vigoureuse propagande anti-alcoolique. Ce n'est pas d'hier, d'ailleurs, que date le système de la prohibition : En 1582 et en 1606, la magistrature de Francfort l'avait édictée. En 1652, tout débit d'eau-de-vie était défendu en Souabe.

Nous venons d'examiner la plupart des moyens préconisés dans la guerre contre l'alcoolisme, moyens que pour plus de clarté nous avons groupés en trois catégories ; nous avons vu quelles étaient leurs conditions d'existence, de quelle manière on pouvait les exercer, quels résultats pratiques on obtenait par leur emploi. En laissant de côté le Monopole de l'Etat, que nous regardons, nous l'avons dit, comme immoral, et auquel, en raison de son caractère fiscal, nous ne reconnaissons aucune efficacité, auquel de ces moyens donnerons-nous la préférence ?

Il est bien difficile d'affirmer que tel ou tel vaut mieux que l'autre ; chacun, s'il est bon en soi, vaut surtout comme partie intégrante d'un tout ; ce n'est pas une loi spéciale, qui vaincra l'alcoolisme, c'est un ensemble de lois tendant toutes à arriver au même but par des voies différentes. Ce n'est pas de sitôt, malheureusement, nous le croyons, que l'on pourra arriver en France à ce résultat : car les lois ne valent rien quand elles ne sont pas appuyées par les mœurs et par l'opinion publique : or, les mœurs, à ce point de vue, ont besoin d'un changement radical, et l'opinion pu-

blique n'est pas prête. Si en Suède et en Norvège, la législation est parvenue à diminuer dans de larges proportions la consommation de l'alcool, c'est parce qu'elle a été puissamment soutenue dans sa tâche par les société d'abstinence.

Il est bien évident qu'il faut, en France, limiter le nombre des cabarets, réglementer leurs heures d'ouverture et de fermeture, augmenter l'impôt et la licence des débitants, supprimer au besoin le privilège des bouilleurs de cru, interdire complètement la vente de l'absinthe, tout au moins, car il est impossible de songer en ce moment à l'interdiction complète de l'alcool ; mais, dans les conditions actuelles, il est difficile d'arriver à ce résultat. Certes, nous ne ferons pas à nos députés l'injure de croire que le souci de leur réélection parle plus haut chez eux que leur patriotisme ; mais comme, en France, « sous notre démocratie, les pouvoirs publics ne sont qu'une résultante », à l'initiative de l'Etat, nous joindrons l'initiative privée : à lui seul, l'Etat ne peut rien ; à elle seule, la Société ne peut pas grand'chose ; réunis, l'Etat et la Société peuvent vaincre le mal. Le rôle de la société est de préparer le terrain à la législation, en travaillant l'opinion publique ; les lois nécessaires pour combattre l'alcoolisme ne pourront être votées que lorsque les députés les proposeront en quelque sorte sous la pression de leurs électeurs.

En résumé, contre l'ivresse publique et manifeste des rues, une loi à la fois répressive et curative, plus efficace que la loi en vigueur ; contre l'alcoolisme chronique, un ensemble de mesures législatives, voilà ce que nous de-

mandons. Mais avant que ces mesures soient prises, il faut s'adresser au buveur lui-même, il faut l'amener à modifier ses mœurs et ses habitudes, pour que plus tard il se soumette sans murmure à la loi. Et l'Etat pourra être d'un grand secours à l'initiative privée, en prescrivant dès à présent certaines mesures, telles que l'enseignement anti-alcoolique dans les écoles. Nous pensons, en effet, que c'est par là qu'il faut commencer, pour donner à l'enfant, pour ainsi dire dès le berceau, des principes sages d'abstinence ; les choses que l'on apprend jeune sont celles qui restent le plus longtemps gravées dans la mémoire. Lorsqu'ensuite, l'enfant parvenu à l'âge d'homme ira faire un court séjour sous les drapeaux, ces principes le suivront et recevront une force nouvelle. Plus tard, la société sera là pour empêcher les rechutes.

Le rôle de l'école, celui de l'armée, et celui de la Société, dans la lutte contre l'alcoolisme, telles sont les considérations par lesquelles nous terminerons cette étude.

CHAPITRE IV

LES MESURES A PRENDRE EN DEHORS DE LA LÉGISLATION ET LE ROLE DE L'INITIATIVE PRIVÉE

1. — La lutte contre l'alcoolisme à l'école.

Certes, il ne faut, dans la lutte contre l'alcoolisme, négliger aucun des moyens d'action qui peuvent exercer une influence sur les adultes, si faible qu'elle soit ; mais ce n'est pas à eux, surtout, qu'il faut s'adresser ; il est bien difficile à ceux qui, depuis de longues années, cultivent avec soin de mauvaises habitudes, d'en changer du jour au lendemain ; de funestes préjugés leur ont été inculqués dès leur enfance, se sont profondément enracinés chez eux, et trop souvent leur influence est plus que suffisamment forte pour contrebalancer les conseils et les exhortations des hommes plus éclairés qui se sont rendu compte du danger. Il ne faut donc pas se dissimuler que le plus grand effort de la défense contre l'alcool doit viser surtout les générations nouvelles, et, qu'avant tout, c'est à l'enfant qu'il faut s'adresser.

Il est une chose certaine, en effet, c'est que l'influence de l'éducation première se fait sentir chez l'homme pendant toute son existence, que les préceptes reçus par lui dans son jeune âge, sont ceux dont il garde le plus longtemps le souvenir ; c'est quand l'homme n'est encore qu'un enfant que l'on doit s'efforcer de faire pénétrer dans son cœur et dans son cerveau les notions de devoir, d'honnêteté, de courage et de patriotisme. C'est à ce moment, quand son esprit, plus docile et plus irréfléchi, accepte toutes les leçons, et ne discute pas encore l'enseignement qu'il reçoit, c'est à ce moment qu'avec les autres principes de l'hygiène on doit lui enseigner, avec une insistance qui ne sera jamais trop grande, que l'alcool est un poison et que, comme tel, il doit s'en abstenir ; c'est alors qu'on cherchera à frapper son imagination par des exemples, en attendant qu'il soit en âge de comprendre les raisons scientifiques et morales qui font qu'on lui prêche cette abstention.

A qui incombera le devoir de cet enseignement ? la réponse est facile ; le professeur et l'instituteur n'ont pas seulement pour mission de donner une instruction plus ou moins étendue aux enfants qui leur sont confiés, ils doivent aussi les initier au beau, au vrai, au bien, et leur inculquer les sentiments intimes et durables dont nous parlions plus haut ; au nombre des défauts et des vices dont ils cherchent à leur inspirer l'horreur, ils placeront l'alcoolisme comme un des plus honteux.

Mais il ne faut pas que cet enseignement soit laissé à la

seule initiative des maîtres ; il serait à craindre ceci : les uns pourraient le faire trop incomplet, par négligence ou faute d'être eux-mêmes suffisamment renseignés sur la question ; d'autres, au contraire, ayant fait à ce point de vue des études approfondies, ne se placeraient peut-être pas à la portée de leurs jeunes auditeurs, ne seraient pas compris, et, par suite, leur leçon resterait lettre morte. D'autres, enfin, laisseraient cet enseignement complètement de côté. C'est ici que l'intervention de l'Etat devient indispensable : « Seul, en effet, l'Etat dispose de moyens d'action assez étendus pour assurer la diffusion rapide d'idées exactes sur les dangers présentés par l'usage habituel des boissons spiritueuses ; seul aussi, il a l'autorité et le prestige suffisants pour faire accepter de la grande masse du peuple des conceptions qui sont en opposition directe avec ses préjugés et ses habitudes, et c'est seulement abrités sous son haut patronage, que les maîtres de la jeunesse pourront, dans les écoles de tous les degrés, faire la lumière sur l'universelle maladie dont sont atteintes toutes les nations. »

La plus grande cause de l'alcoolisme étant, à notre avis, l'ignorance des véritables effets de l'alcool, il semble assez naturel que l'Etat, qui dirige l'instruction publique, soit le premier à faire tous ses efforts pour combattre cette ignorance. Nous verrons plus loin que plusieurs nations nous ont précédé dans cette voie ; mais pour le moment, nous ne nous occuperons que de ce qui a été jusqu'à présent tenté en France.

Depuis plusieurs années, le ministère de l'instruction publique a pris nettement parti dans la lutte contre l'alcoolisme, et a compris le rôle important qui lui incombait de préparer le terrain pour une action future des pouvoirs législatifs. En 1896, sur la proposition de M. Buisson, directeur de l'enseignement primaire, M. Poincaré, alors ministre, avait constitué une Commission chargée d'élaborer un plan d'enseignement anti-alcoolique.

A la suite des travaux de cette commission, parut, le 9 mars 1897, une circulaire de M. Rambaud, qui avait succédé à M. Poincaré, et continuait l'énergique impulsion donnée par celui-ci. Après avoir constaté les progrès du mal et le danger toujours croissant que l'alcool faisait courir à la société, le ministre disait textuellement :

« J'ai pensé qu'il appartenait à l'Université de donner l'exemple ; elle y est d'autant plus intéressée, que son œuvre serait stérile, si, après tant de généreux efforts pour former les intelligences et les âmes des enfants, l'alcoolisme pouvait compromettre chez eux, avec la vie physique, la vie intellectuelle et morale. Il importe de leur signaler de bonne heure ce danger, de leur inspirer la crainte et le dégoût de l'alcoolisme, de leur en faire comprendre toutes les conséquences. Les professeurs et les instituteurs s'acquitteront de ce rôle avec la conscience de faire œuvre de bien public. Je leur recommande de donner ces notions sous la forme la plus simple, la plus familière, et par suite, la plus pénétrante ; de faire un appel à la réflexion des enfants, en un mot, de convaincre encore plus que d'enseigner. En

dehors du programme, en dehors des heures de classe, je leur serai reconnaissant de tout ce qu'ils pourront faire pour que leurs leçons et leurs conseils soient suivis de résultats : conférences aux adultes, sociétés de tempérance, etc..... »

Il convient ici de remarquer que cette circulaire et les programmes qui y étaient annexés, trouvaient un terrain déjà bien préparé. Dans de nombreuses communes, en effet, des instituteurs dévoués, suivant en cela l'instruction qui leur était donnée par une précédente circulaire du 20 août 1895, avaient organisé des sections de tempérance dans leurs écoles. Dans les écoles normales, des conférences avaient été faites par des hommes compétents ; la circulaire de 1897 venait donc à point pour encourager tous les efforts. Actuellement on peut dire que l'enseignement anti-alcoolique existe en fait dans toutes les écoles primaires de France ; il faut espérer qu'il sera bientôt compris dans tous les programmes. Comment devra s'exercer cet enseignement ? D'après nous, suivant les programmes, et aussi en dehors des programmes. Mais il est indispensable que les maîtres soient d'abord éclairés eux-mêmes sur la voie qu'ils doivent suivre, qu'ils soient bien convaincus de la vérité des préceptes qu'ils enseignent, qu'ils prêchent en un mot, par l'exemple autant que par la parole, il faut qu'ils soient en état de répondre victorieusement et en citant des faits aux nombreuses objections qui ne peuvent manquer de leur être faites ; il faut qu'ils puissent dire : L'usage de l'alcool est pernicieux pour telle et telle raison ;

il cause à l'organisme telle perturbation. Et ils doivent apporter à l'appui de leurs affirmations des arguments précis et irréfutables, de façon que toute contradiction devienne impossible. Seulement alors, leur parole aura de l'autorité et pourra porter des fruits. Il est donc de toute nécessité que, dans les écoles normales, on insiste sur cette question, et qu'on fasse sentir aux futurs éducateurs de l'enfant toute l'importance de la mission qui leur sera confiée.

Les instituteurs devront enseigner suivant les programmes, avons-nous dit. Actuellement, dans les écoles primaires, au chapitre de l'hygiène, on lit ces mots : abus de l'alcool, du tabac, etc..... Il faudra donc appeler l'attention du maître sur la nécessité qu'il y a à donner sur cette question des développements très étendus, de façon que l'élève regarde cette partie de son programme comme la plus essentielle. C'est à l'école primaire, évidemment, que la lutte doit être la plus vive, et qu'elle doit être la plus utile, puisque cette école est fréquentée par ceux qui seront plus tard les ouvriers agricoles ou industriels, par ceux qui sont appelés à vivre, par conséquent, dans les milieux où le préjugé de l'utilité de l'alcool est le plus vivace ; mais il n'est pas moins nécessaire que le même enseignement soit donné aux jeunes gens qui fréquentent les lycées et les collèges de l'enseignement secondaire. Ceux-là, en effet, seront un jour, commerçants, industriels, avocats, officiers, médecins, magistrats ; et il sera utile de les prémunir contre les dangers de l'alcoolisme, non seulement dans leur propre

intérêt, mais aussi, à cause de l'influence qu'en raison de leurs professions, ils sont appelés à exercer sur les masses. Dans tous les établissements d'éducation, quels qu'ils soient, il faudrait un programme uniforme d'enseignement anti-alcoolique, tel que celui que proposait dans son rapport « la commission chargée d'étudier les moyens de combattre l'alcoolisme » (1) :

« La commission souhaiterait surtout qu'à la lecture seule de ces programmes remaniés, les maîtres et les élèves, leurs parents, tous ceux qui s'occupent, à des titres divers, de l'éducation de la jeunesse, pussent comprendre toute la gravité que possède, aux yeux des plus hautes autorités pédagogiques et du gouvernement même du pays, la question de l'alcoolisme..... elle a pensé que ce programme de l'enseignement anti-alcoolique devrait être aussi court et aussi frappant pour l'esprit qu'il serait possible ; elle a cru utile également qu'il fût, à quelques légères différences de rédaction près, uniforme pour tous les ordres et tous les degrés d'enseignement. Voici le texte auquel elle s'est arrêtée pour l'enseignement secondaire :

PARTIE HYGIÉNIQUE. — Boissons alcooliques. — Boissons fermentées : cidre, bière, vin. — Action physiologique des boissons fermentées. — Effets pathologiques de leurs abus. — Boissons distillées : eaux-de-vie. — Effets pathologiques de leur usage habituel. — Boissons distillées additionnées d'essence : absinthe. — Graves effets pathologiques de leur usage.

(1) « Bulletin de la Société Française de Tempérance », n^{os} 4 et 5, année 1898.

L'ivresse et l'alcoolisme. Influence de l'alcoolisme sur la race.

PARTIE ÉCONOMIQUE. — Influence de l'alcoolisme sur l'appauvrissement et parfois la misère de l'individu et de la famille.

Effet sur la richesse publique. Ce que l'alcoolisme coûte à la France. Action sur la criminalité, le suicide, les accidents du travail.

PARTIE PSYCHOLOGIQUE ET MORALE. — Influence de l'alcoolisme sur la genèse de la folie, affaiblissement de l'intelligence et de la volonté par l'usage des boissons alcooliques. Torts causés par l'alcoolisme à la race, à la famille, à la société.

Ce programme appliqué à la lettre, avec les développements suffisants et appropriés à l'âge et à la condition sociale des enfants auxquels il serait enseigné, ne pourrait que donner d'excellents résultats ; comme le dit fort bien le rapport de la Commission, il aurait tout d'abord ce mérite de faire comprendre à tous que le gouvernement attache une grande importance à la question de l'alcoolisme, et qu'il est tout disposé à seconder les efforts de l'initiative privée. N'oublions pas, de plus, qu'une circulaire produit son effet au moment où elle est lancée, et pendant un certain temps, ensuite, les prescriptions qu'elle contient sont observées ; puis, petit à petit, cette observation se relâche, et elle tombe peu à peu en désuétude ; tandis qu'au contraire, un programme est chose durable, qui reste continuellement sous les yeux des maîtres et est la règle de leur enseignement.

Nous avons dit que l'enseignement anti-alcoolique pouvait également s'exercer en dehors des programmes, et voici comment nous l'entendons. L'instituteur ne devra pas se borner à faire apprendre à ses élèves la lettre stricte du programme ; il ne devra perdre aucune occasion de tenir leur esprit en éveil sur les dangers de l'alcool ; chaque fait dont il pourra les rendre témoins devra être de sa part l'objet de commentaires destinés à faire impression sur ses jeunes auditeurs et à leur faire conserver le souvenir de ce qu'ils ont vu. Un simple article de journal, par exemple, relatant un crime commis par un alcoolique, devra leur être lu, de façon à bien leur faire comprendre l'utilité des choses qu'on leur enseigne. En mettant constamment sous leurs yeux, d'un côté, le bon exemple, et ses heureux résultats, d'un autre côté, le mauvais exemple et ses funestes conséquences, on leur inspirera l'horreur de ce dernier. De toutes les leçons, celle de l'actualité est encore la meilleure. Il sera bon également toutes les fois qu'on le pourra, de faire devant les élèves des expériences physiologiques concluantes sur des animaux : L'enfant qui aura vu un cobaye asphyxié en une heure par les émanations de l'essence d'absinthe, aura l'imagination vivement frappée par ce résultat, et il y a bien des chances pour que, de sa vie, il ne goûte à la liqueur verte. Dans les écoles primaires, enfin, de grandes affiches murales seront constamment sous ses yeux, les unes pour lui montrer la différence existant entre les organes physiques d'un homme tempérant et ceux d'un alcoolique, les autres portant en gros caractères des

maximes telles que celles-ci : « L'alcool ne donne pas des forces, il les paralyse. » « Ce que l'alcoolique boit dans son verre, ce n'est pas du vin, c'est le sang et la vie de sa femme et de ses enfants », etc...

Ne négligeons pas, dans la lutte contre l'alcoolisme à l'école, une innovation importante, qui, si elle ne s'exerce pas dans les écoles primaires, a donné d'heureux résultats en ce qui concerne les élèves d'établissements supérieurs ; depuis une dizaine d'années, sous l'influence des idées anglaises et américaines, s'est produit chez nous un grand mouvement en faveur de l'éducation physique, mouvement qui a été favorisé avec juste raison par toutes les autorités de l'enseignement. On a compris qu'il ne fallait pas développer uniquement pendant de longues années les connaissances intellectuelles de l'enfant, au détriment de son développement physique. Les sports sont actuellement très en honneur auprès de la jeunesse française ; grâce à leur pratique assidue, nombre de lycéens et d'étudiants se sont arrachés à l'oisiveté et à la fréquentation dangereuse des cafés ; de plus la préparation spéciale, qu'on nomme entraînement, à laquelle ils se soumettent pour avoir chance de triompher dans une épreuve sportive, leur interdit rigoureusement toute espèce d'alcool et de boisson spiritueuse. Ceux-là ont pu se rendre compte que, loin de leur donner des forces, l'alcool leur en retirait, et, voulant, sans avoir la prétention de devenir des athlètes, être plus tard des hommes solides et vigoureux, ils ont la sagesse de s'en abstenir. Nous nous plaisons, d'ailleurs à reconnaître que les

membres du corps enseignant sont les premiers à encourager les jeunes gens dans cette voie.

Nous ne passerons pas non plus sous silence une partie du rapport dont nous citons plus haut des extraits :

« L'instituteur, y est-il dit, devra se souvenir que les volontés isolées, de quelque lumière qu'elles soient éclairées, demeurent chancelantes et faibles devant les tentations multiples du dehors. C'est en se groupant pour la lutte, que l'on a chance de triompher de l'ennemi. »

Nous avons déjà dit qu'une circulaire, s'inspirant de cette idée, avait invité les maîtres à organiser dans leurs classes des sociétés de tempérance. C'est ce qui existe en Amérique et en Angleterre. Dans ce dernier pays, on compte 18 400 de ces sociétés, qui comprennent à elles toutes 2 617 000 membres.

On nous fera peut-être cette objection que l'enfant qui suit l'enseignement secondaire peut plus facilement lutter contre l'alcoolisme, parce que les leçons qu'il reçoit durent plus longtemps et sont pour lui plus efficaces puisqu'il ne sort du lycée qu'à dix-huit ans environ, généralement pour entrer dans une école supérieure où les leçons anti-alcooliques lui sont continuées ; qu'il n'est livré à lui-même complètement, et exposé aux tentations, qu'une fois presque arrivé à l'âge d'homme, et que, par conséquent, il aura plus de force morale pour y résister : qu'au contraire, l'enfant qui a été seulement à l'école communale, pendant un nombre d'années restreint et juste suffisant pour acquérir les notions indispensables, quitte généralement cette

école à dix ou douze ans, pour venir par son travail en aide à sa famille, et se livrer aux travaux des champs ou de l'usine ; alors, il sera fatalement attiré par l'exemple de ses camarades et des gens plus âgés que lui, et les saines notions à lui inculquées par l'instituteur disparaîtront peu à peu. Nous répondrons à cela d'abord que rien ne prouve que lesdites notions ne seront pas assez fortes et assez enracinées pour demeurer malgré tout ; ensuite que, si le mal existait, il y aurait moyen, il nous semble, d'y remédier. En dehors de l'école, l'instituteur a un rôle à jouer ; il ne doit pas perdre de vue, autant que possible, les élèves qu'il a formés ; les œuvres post-scolaires, ainsi qu'on les appelle, associations d'anciens élèves, cours d'adultes, lectures, conférences, etc., peuvent faire beaucoup ; l'enfant, après avoir été membre d'une ligue d'abstinence composée d'enfants, sera, une fois adulte, membre d'une ligue composée d'adultes : les enfants grandiront et deviendront des hommes, les liens qui les unissaient à sept ans les uniront encore à vingt, et seront alors d'autant plus solides qu'ils en comprendront mieux l'importance.

Les nations étrangères, qui ont depuis longtemps compris qu'il fallait, avant tout, agir sur l'esprit de l'enfant, nous ont précédé dans l'enseignement anti-alcoolique à l'école.

ETATS-UNIS

Avant 1876, la ville de Hyde-Park (Massachussetts), l'avait introduit dans le programme de ses écoles. En 1882, l'état de Vermont le rend obligatoire par une loi. Actuellement, 41 Etats de l'Union ont inscrit dans leur législation l'enseignement de la tempérance. Dans 35 d'entre eux, aucun maître ne peut obtenir de diplôme ni enseigner, s'il n'a passé un examen satisfaisant sur la question de l'alcoolisme.

SUÈDE ET NORVÈGE

L'enseignement anti-alcoolique est obligatoire dans toutes les écoles.

ILES-BRITANNIQUES

Il n'y a pas encore, à proprement parler, d'enseignement officiel ; nous avons dit qu'il y avait un grand nombre de ligues d'enfants abstinents, qui comprenaient près de trois millions d'adhérents.

HOLLANDE

Pas de loi non plus ; mais les professeurs et instituteurs font, depuis 1893, date à laquelle beaucoup d'entre eux se

sont constitués en une société d'abstinence, une très active propagande dans les écoles.

BELGIQUE

Grâce aux efforts de M. l'Inspecteur principal Robyns, de nombreuses sociétés scolaires de tempérance se sont créées. Un cours est fait dans les écoles normales, pour mettre les instituteurs à même de pouvoir, à leur tour, combattre l'alcoolisme. Le gouvernement soutient vigoureusement tous les efforts.

SUISSE

L'article 32 *bis* de la Constitution fédérale impose aux cantons l'obligation de lutter contre l'alcoolisme dans ses causes et dans ses effets.

En résumé, donner aux enfants, dans toutes les écoles, de quelque nature et de quelque degré qu'elles soient, un enseignement alcoolique, après en avoir fait comprendre aux maîtres toute l'importance; laisser aux maîtres le champ libre à leur initiative pour organiser des sociétés de tempérance dans leurs écoles, des conférences aux enfants et aux adultes, leur faciliter les moyens de mettre sous les yeux de tous des expériences concluantes, voilà, pensons-nous, une des meilleures manières, à l'heure actuelle, tout au moins, de combattre l'alcoolisme. C'est une éducation de la société qui est à refaire à ce point de vue; il ne faut pas

se dissimuler qu'elle sera longue : aussi ne faut-il pas que l'éloignement du résultat fasse reculer les courages et les bonnes volontés ; il faut se rendre compte que, si l'on travaille un peu pour le présent, on travaille beaucoup plus pour l'avenir ; la génération prochaine sera en progrès sur la nôtre, la suivante le sera sur la prochaine, et ainsi de suite, jusqu'à ce que, l'opinion publique étant suffisamment préparée, l'Etat puisse mettre en vigueur toute une série de réformes législatives qui seraient actuellement inapplicables. Le rôle de l'instituteur, rôle d'une importance indiscutable, est de préparer lentement, sans à-coups, cette évolution nécessaire.

2. — *La lutte contre l'alcoolisme à l'armée*

Après qu'à l'école l'instituteur aura fait apprendre à l'enfant un programme complet d'enseignement anti-alcoolique, qu'il l'aura fait assister à des démonstrations et à des expériences ; après que l'adolescent, en suivant les cours d'adultes, et en fréquentant les diverses œuvres post-scolaires où il retrouve ses anciens camarades, aura persévéré dans ses idées de tempérance, il ne faudra pas s'en tenir là. Pour un petit nombre, en effet, chez lesquels l'empreinte reçue sera ineffaçable, il en est beaucoup qui faibliront. Les meilleures bonnes volontés, abandonnées à elles-mêmes, peuvent avoir des défaillances. Il est donc essentiel que les premières démonstrations soient reprises.

Or, il est une grande école où le passage est pour tous les Français obligatoire, à un âge qui est pour eux la transition de l'adolescence à l'âge d'homme, à un âge par conséquent où l'esprit, plus mûr, est plus apte à comprendre l'utilité de l'enseignement qu'il reçoit, c'est l'armée : Le jeune soldat doit y apprendre la tempérance, en même temps que la discipline et le métier militaire. Nous estimons que, dans la lutte contre l'alcoolisme, l'armée a un rôle à jouer, rôle important et facile pour elle, car elle dispose de moyens d'action énergiques, dont le principal est le principe de la hiérarchie.

« Quand on veut étudier l'alcoolisme dans l'armée et que l'on veut lutter contre lui par l'armée elle-même, dit M. Guieysse dans un remarquable discours (1) prononcé en 1899 au VII^e congrès international, il est essentiel d'envisager la psychologie de la troupe... J'entends, par troupe, un groupement d'individus de conditions variées, réunis indépendamment de leur volonté, vivant pour un but commun, sous des lois extrêmement précises ; si la hiérarchie est la caractéristique d'une troupe, nous entrevoyons immédiatement un moyen d'action sur elle, pour la guérir ou la préserver de l'alcoolisme, comme pour tout autre but à atteindre, militaire ou non, c'est de demander aux chefs d'agir sur leurs subordonnés. »

De quelle manière doit s'exercer cette action ? Sous la forme, d'abord, de règlements prohibitifs, dont la stricte

(1) *L'alcoolisme dans l'armée et par l'armée.*

observation est assurée, en vertu de la discipline militaire. Mais c'est surtout sur l'autorité morale des chefs qu'il faut s'appuyer. Ceux-ci, qui vivent en quelque sorte continuellement avec leurs soldats, qui partagent les mêmes travaux, peuvent exercer sur eux une action continue, par la parole, et surtout par l'exemple ; à cause de la hiérarchie et de la discipline, l'officier est plus écouté de ses hommes que l'instituteur ne l'est de ses élèves et à plus forte raison des adultes auxquels il fait des conférences.

Pour étudier la manière de combattre l'alcoolisme dans l'armée, il faut d'abord se rendre compte de ses causes. Et avant tout, il y a une grande distinction à faire : Certains écrivains, ont formulé souvent cette assertion, vraie, peut-être il y a cinquante ans, mais de nos jours absolument inexacte, que la caserne était une école d'ivrognerie et que l'alcoolisme, encouragé parfois par les chefs, y était de tradition. Or, au régiment, on peut classer les soldats qui boivent en deux catégories bien distinctes : Ceux qui buvaient et se grisaient avant leur incorporation. Ceux qui n'ont pris l'habitude de boire qu'après leur arrivée au corps. Les premiers sont de beaucoup les plus nombreux ; ils ne font que continuer leurs habitudes et se comportent à la caserne comme ils se comportaient dans la vie civile. On en verra la preuve dans ce fait que les statisticiens attribuent à l'alcool le nombre toujours croissant des cas de réforme dans certains départements. Il a été reconnu que certains contingents contenaient une grande proportion

d'alcooliques, à ce point que l'autorité militaire s'en est préoccupée, et que le général Langlois, commandant le 3^e corps d'armée, appelait l'attention du ministre de la guerre sur l'intérêt qu'il y aurait à soustraire les contingents normands à l'influence de leur milieu, en les incorporant dans une région relativement sobre, telle que le midi de la France.

Les autres sont des individus de caractère plus faible, plus aptes à se laisser gagner par la contagion du mauvais exemple : à leur arrivée au régiment, trois influences contribueront simultanément à leur faire prendre, selon nous, l'habitude de l'alcool : le mauvais exemple, le préjugé de l'utilité de l'alcool, le désœuvrement.

Le mauvais exemple, d'abord, et par-dessus tout ; la première chose qu'un jeune soldat est obligé de faire à son arrivée au régiment, c'est d'offrir à boire aux anciens ; avant même qu'il n'ait passé une nuit dans sa chambrée, il doit avoir conduit à la cantine l'escouade dont il fait partie. Dans la suite, tout sera prétexte à réitération. Un service quelconque ne lui sera rendu que s'il consent à le payer de cette manière ; « à la caserne, les secrets n'existent guère, et quand un soldat reçoit de l'argent, ses camarades le savent immédiatement ; les buveurs d'habitude ont vite fait de dénombrer leurs victimes possibles, ceux qui les aideront à boire quand leurs propres ressources seront épuisées » (1). Quant à l'exemple donné par les gradés, il

(1) M. GUIEYSSE. — *Op. cit.*

n'est pas toujours ce qu'il devrait être ; ils ne se rendent d'ailleurs pas compte du mal qu'ils peuvent faire, ignorant pour la plupart ce qu'est l'alcoolisme et quels sont ses effets.

Le préjugé, profondément enraciné encore, que l'alcool est utile, exerce aussi une grande influence. Le soldat qui rentre fatigué de la manœuvre en boit un verre, croyant se redonner des forces ; l'hiver, il en boit dans l'intention de se réchauffer, sans se rendre compte qu'après une surexcitation passagère il retombera dans un état de fatigue ou d'engourdissement plus grand encore.

A première vue, il peut sembler bizarre de parler de désœuvrement dans l'armée : Chacun sait, en effet, que le soldat doit, en un temps relativement assez court, recevoir une instruction considérable, et qu'on ne lui fait pas perdre son temps : Il n'en est pas moins vrai qu'à la fin de la journée, vers cinq heures du soir, lorsque sont finis exercices et théories, que les officiers, après toute une journée de surveillance, sont rentrés chez eux, que les sous-officiers sont à leur cercle ou sortent en ville, le soldat reste livré à lui-même, n'a plus aucune occupation. Il n'a pas de livres à sa disposition, il n'a qu'un seul endroit où il puisse rester, son lit. Qu'arrive-t-il alors ? S'il n'a pas d'argent, il se couche et dort jusqu'au lendemain. S'il en a, ou bien s'il rencontre un camarade obligeant, il va s'enfermer pour une heure ou deux à la cantine où il absorbe des consommations plus nuisibles les unes que les autres.

Est-il facile de remédier à cet état de choses ? Oui certes,

et dans tous les régiments, les officiers commencent à comprendre que c'est à eux qu'incombe le devoir de la lutte, et prennent les mesures nécessaires. Contre l'entraînement et le mauvais exemple, il est bon d'agir par des mesures répressives. Actuellement, dans la plupart des régiments, tout sous-officier surpris à la cantine buvant avec un de ses subordonnés, est sévèrement puni ; il en est de même des anciens soldats qui abusent de l'inexpérience des jeunes pour satisfaire leur penchant à l'aide du porte-monnaie de ceux-ci ; il faut enfin réprimer avec la plus grande sévérité les fautes contre la tempérance ; le soldat, qui saura que le fait d'être trouvé en état d'ivresse entraîne pour lui une punition disciplinaire de quinze à trente jours de prison, autant de jours qu'il sera obligé de passer au corps après le départ de sa classe, y regardera à deux fois avant de s'enivrer.

Contre le préjugé de l'utilité de l'alcool, il faut remédier par des conférences fréquentes, faites par les officiers ou même par des sous-officiers, ou soldats bien documentés sur la question. (1) Les médecins-majors sont tout indiqués pour remplir ce rôle, et faire au besoin devant les soldats des expériences analogues à celles que nous préconisons dans les écoles. Tout récemment, le gouverneur militaire de Paris a autorisé les capitaines des compagnies à distri-

(1) Dans cet ordre d'idées, il faut citer comme un modèle la remarquable conférence faite à ses hommes par M. Driant, commandant du 1^{er} bataillon de chasseurs. On en trouvera un long extrait dans le n^o de mars 1900 du journal *L'alcool*.

buer aux soldats sous leurs ordres un fascicule, approuvé par l'Académie de médecine, et qui démontre les ravages causés par l'alcoolisme : ce fascicule devra porter le numéro matricule de son possesseur, et figurer dans les revues de détail (2).

Il faut enfin protéger le soldat contre son désœuvrement, en mettant à sa disposition des salles où il trouvera des livres, des distractions saines, où on ne lui servira que des boissons hygiéniques, il faut, en un mot, lui créer un cercle analogue à celui des sous-officiers, cercle dont l'organisation ne sera pas réglementée par l'autorité militaire, mais sur lequel l'officier exercera son influence morale. Ainsi, en même temps que diminueront pour le soldat les occasions de s'enivrer, augmenteront dans une large proportion les sentiments de confiance et de solidarité qui doivent l'unir à ceux qui le commandent.

Nous venons de voir par quels moyens on pouvait, dans l'armée, s'adresser au soldat lui-même pour lui donner le dégoût de l'alcool, l'empêcher d'en boire ; mais il existe un autre moyen plus radical, et certainement plus efficace : c'est d'empêcher qu'on lui en vende. Et, depuis deux ou trois ans, de nombreux officiers généraux avaient pris cette initiative. Le premier essai est dû à M. le général Brugère, alors commandant du 2^e corps d'armée, qui avait interdit la vente de l'alcool dans les cantines avant dix heures du

(2) L'alcool au régiment, par M. André Moreau, travail publié dans le *Bulletin de la Société Française de Tempérance*, nos 3 et 4, 1900.

matin ; le général Garnier des Garets, qui lui succéda, prescrivit les mesures suivantes, qui reproduisent celles du général Brugère :

« Les dangers de l'alcoolisme doivent être combattus, non seulement par des mesures prohibitives, mais aussi par de fréquents entretiens familiaux, par des conférences, et surtout par l'exemple.

« Autant que possible, et progressivement, les cantines seront améliorées, et transformées en salles de repos où l'homme viendra se distraire sans être obligé de boire...

« Les cantines ne seront autorisées à vendre des liqueurs alcooliques qu'après la soupe du matin, etc... »

Un ordre du jour du général de Cornulier-Lucinière, commandant la 11^e division d'infanterie, en date du 29 janvier 1899, proscrivit la vente de tout alcool dans les cantines de cette division. Cet ordre du jour fut généralisé peu de temps après par le commandant du 20^e corps. Les commandants des VI^e et X^e corps d'armée, enfin, n'ont pas hésité à prendre les mêmes mesures.

La circulaire désormais célèbre du général de Gallifet, alors ministre de la guerre, en date du 3 mai 1900, est venue coordonner toutes les décisions prises antérieurement et leur donner une consécration officielle ; nous la citerons *in extenso* comme un des documents les plus importants tendant à prouver le chemin que font petit à petit dans les esprits les idées anti-alcooliques :

« En vue de défendre les troupes placées sous leurs ordres contre les dangers de l'alcoolisme, des chefs mili-

taires ont pris, depuis quelque temps, l'initiative de mesures diverses concernant la consommation de l'alcool dans les casernes.

« Les unes, simplement restrictives, consistent dans l'interdiction aux cantiniers de vendre de l'eau-de-vie, et liqueurs similaires, à certaines heures de la journée, ou encore se rapportent à une sélection de boissons spiritueuses, dont la vente est tolérée ; les autres ont trait à l'interdiction absolue de débiter de l'alcool dans les cantines.

« Il importe, au point de vue de l'hygiène et de la discipline, de faire cesser ces divergences, d'uniformiser les prescriptions relatives à la prophylaxie de l'alcoolisme, et d'étendre à toute l'armée une action bienfaisante, qui ne saurait rester localisée à quelques corps de troupe.

« En conséquence, j'ai décidé l'interdiction absolue de vendre dans les cantines aucune eau-de-vie ou liqueur à base d'alcool, ni aucune des multiples préparations connues sous le nom d'apéritifs.

Cette interdiction s'étend à toutes les cantines des casernes, quartiers, camps et terrains de manœuvres.

Sont seules autorisées dans les cantines la vente des boissons fermentées (vin, bière, cidre, poiré), et celle de toutes les boissons usuelles (café, thé, lait, chocolat, etc...) ne renfermant pas d'alcool. « Je vous invite à prendre les mesures nécessaires pour que ces prescriptions, qui seront affichées dans toutes les cantines, soient immédiatement exécutées. »

Cette circulaire, qui a fait grand bruit parce qu'elle était,

de toutes les mesures à prendre contre l'alcoolisme, une des plus inattendues, a rencontré en France une approbation généralement unanime, au moins pour le principe, et son auteur a été l'objet d'une adresse de félicitations de la part de l'académie de médecine. On lui a fait cependant plusieurs objections que nous allons examiner.

Commençons par la plus sérieuse : C'est très bien, dit-on, d'interdire la vente de l'alcool à la cantine ; mais cette mesure sera-t-elle d'une réelle efficacité ? L'homme qui, avant son entrée au service, avait l'habitude de boire de l'alcool, ne renoncera pas à son penchant ; au lieu de s'enivrer à la cantine, il s'enivrera au dehors ; la question ne sera pas résolue, elle sera seulement déplacée. Tout le monde sait que les marchands de vin pullulent autour des casernes et sont pour les cantiniers une redoutable concurrence ; ils vont voir leur clientèle s'accroître d'autant plus ; l'alcool vendu dans les cantines était, dans certains régiments, soigneusement vérifié ; tandis que dans les cabarets, la plupart du temps, il échappe à tout contrôle ; il eût mieux valu, dit-on, prescrire aux chefs de corps une surveillance des plus rigoureuses sur les produits livrés aux hommes dans les cantines. On ajoute encore que le soldat apportera de l'eau-de-vie du dehors, ou bien qu'au lieu de s'enivrer avec des boissons spiritueuses, il s'enivrera avec les boissons fermentées, dont l'usage lui est permis.

Il n'est pas bien difficile de répondre à ces arguments. Evidemment, il serait contraire à la liberté du commerce d'interdire aux débitants de vendre de l'alcool aux soldats ;

le ministre de la guerre peut avoir une action sur le cantinier, il n'en a aucune sur le débitant. Mais rien n'est plus facile que d'interdire aux soldats eux-mêmes l'entrée dans certains de ces établissements, de ceux qui sont les plus proches des casernes, par exemple, et de ceux qui sont connus pour être les plus mal famés.

« La surveillance immédiate des chefs de corps s'arrête à l'enceinte du casernement », écrivait M. le général Kessler ; « mais leur vigilance doit s'exercer plus loin, et s'étendre jusque sur les cabarets borgnes qui, dans beaucoup de garnisons, sont installés en dehors, mais à proximité des casernements, et incitent à l'inconduite quantité d'hommes disposés à rentrer paisiblement chaque soir au quartier pour l'heure de l'appel.

Beaucoup de ces comptoirs ne sont que des maisons de prostitution déguisées, dans lesquelles sont débitées des marchandises frelatées de toute nature qui ruinent la santé des hommes.

Les commandants d'armes ne doivent pas hésiter à consigner à la troupe, sans limite de durée, soit spontanément, soit sur la demande des chefs de corps, les débits qui leur auront été signalés comme favorisant l'inconduite des hommes (1). »

Nous pourrions encore citer l'exemple donné par le général Gallieni, qui, à Madagascar, a interdit à tous les

(1) Le général de Haëseler, qui commande en Lorraine le 16^e corps d'armée allemand a, depuis deux ans, interdit la vente de l'alcool dans les cantines, et défendu à ses soldats d'entrer dans les cabarets de Metz, le matin.

marchands d'alcool et de boissons meurtrières de suivre ses colonnes.

Ajoutons qu'à la caserne, avec la cantine, qui est à quelques pas de la chambrée, la tentation est proche ; tandis que pour aller au cabaret en ville, il faut s'habiller des pieds à la tête, mettre une tenue de sortie dont la préparation nécessite un certain temps ; or, le soldat fatigué des exercices de la journée, placé entre le désir de boire un verre d'alcool, et la nécessité de faire un nouvel effort pour y parvenir, hésitera, et, ordinairement, reculera devant l'effort. Quant à apporter de l'alcool du dehors, les règlements le défendent sévèrement et les soldats savent qu'une bouteille d'eau-de-vie trouvée dans une chambrée vaut à son propriétaire un nombre respectable de jours de prison, aussi ne s'y exposent-ils pour ainsi dire jamais.

Quant à l'intoxication par le vin, la bière ou le cidre, nous répondrons que les boissons fermentées sont, en tous cas, moins dangereuses que les boissons distillées ; qu'il est facile aux chefs de corps de s'assurer de leur qualité avant qu'elles soient livrées à la consommation ; et qu'on peut aussi en réglementer la vente, qui serait permise à certaines heures de la journée seulement (aux heures des repas par exemple).

On reproche encore à M. de Gallifet de ne pas s'être suffisamment préoccupé du sort que son innovation fait aux cantiniers dont les bénéfices diminueront sensiblement : Il nous semble que cet inconvénient doit disparaître et ne pas entrer en ligne de compte devant l'importance du but

à atteindre, d'autant plus que la perte subie sera minime, et qu'il y a lieu de s'inquiéter avant tout de la santé nationale.

Enfin, a-t-on dit, le ministre, en décidant qu'il ne serait plus débité d'alcool dans les cantines, a laissé de côté la question de savoir si cette interdiction s'étendrait aux mess des sous-officiers ; la circulaire est donc incomplète à ce point de vue.

Nous croyons, nous, que cette interdiction est implicitement contenue dans la circulaire. En effet, il serait contraire au bon sens que des gradés pussent trouver à la caserne des facilités qu'on refuse à leurs subordonnés ; il n'est pas admissible qu'un sous-officier, chargé d'enseigner aux soldats que l'alcool est un poison, puisse en prendre sous leurs yeux. Il doit avant tout donner le bon exemple, et c'est à cette seule condition que son enseignement sera profitable.

On voit que la circulaire du 3 mai 1900 a une portée considérable ; est-ce à dire qu'elle donnera dès à présent des résultats appréciables ? Non, peut-être, car, ainsi que nous l'avons déjà dit, en matière d'alcoolisme, on travaille surtout pour l'avenir. De plus, ainsi que le dit M. Alphonse Humbert, « en dehors de son avantage principal, qui est de déshabituer les hommes de l'alcool, et de les ramener à la consommation normale du vin qui, même pris avec excès, est infiniment moins dangereux, elle a le mérite considérable qu'elle crie haut et fort, devant tout le pays, la nécessité de nous armer enfin contre un mal chaque jour

grandissant, et qu'elle est comme un coup de cloche rappelant les pouvoirs publics au devoir de défense sociale qu'ils ont trop longtemps déserté ».

A l'étranger, la lutte contre l'alcool dans l'armée existe depuis de longues années. En Belgique, depuis le 1^{er} janvier 1886, les cantines ne peuvent plus débiter de spiritueux ; il en est de même dans l'armée anglaise, depuis 1840. De même aux Etats-Unis, en Roumanie, en Russie.

En Allemagne, la répression de l'ivrognerie dans l'armée est très sévère ; une récente circulaire de l'Empereur Guillaume II rappelle les textes formels d'un décret ancien qui ordonnait le transfert, dans une maison pénitentiaire spéciale, des soldats, sous-officiers et officiers considérés comme incorrigibles (1).

Pour conclure ce chapitre, nous devons constater que, chez nous, c'est à l'armée que revient l'honneur d'avoir pris les mesures les plus sérieuses et les plus radicales contre l'alcoolisme ; elle a travaillé d'abord pour elle, c'est évident, mais aussi indirectement pour le bien général. La lutte dans l'armée est en même temps la lutte par l'armée, puisque tous les Français sont appelés à en faire partie, et qu'une fois rentrés dans la vie civile, ils rapporteront à leur foyer, il est du moins permis de l'espérer, les habitudes de tempérance reçues à l'école et fortifiées pendant leur passage sous les drapeaux.

(1) Extrait d'un article publié dans la *République Française* du 30 mai 1900, sous la signature de M. Maurice BABS.

3. *La lutte contre l'alcoolisme par la Société*

Il nous reste maintenant à examiner le rôle actif que doit jouer, selon nous, la Société, dans la lutte contre l'alcoolisme. Dans les pays, en effet, où la diminution progressive du mal est constatée, comme les pays scandinaves, par exemple, les lois qui ont permis d'obtenir ce résultat n'ont été obtenues qu'à la suite d'une longue et patiente croisade de l'initiative privée.

De quelle manière, pour être efficace, devra s'exercer cette initiative ? A notre avis, d'abord par l'étude et la mise en pratique des moyens propres à améliorer la condition de la classe ouvrière, par la création d'établissements de tempérance, restaurants et cafés, de cercles pour les ouvriers, d'asiles spéciaux pour la guérison des alcooliques ; puis, par les œuvres diverses connues sous le nom de patronages, dans lesquelles on se préoccupe de ne pas laisser l'ouvrier livré à lui-même, et où l'on exerce sur lui une surveillance morale délicate et discrète, de nature à le faire persévérer dans les idées reçues à l'école et à l'armée, ou à lui éviter les rechutes, si son éducation première n'a pas été dirigée dans le sens que nous indiquions précédemment. Mais l'alcoolisme n'est pas l'apanage exclusif de l'ouvrier ; il atteint toutes les classes de la société, même les classes que l'on nomme dirigeantes et qui devraient par là même donner le bon exemple. Aussi la propagande individuelle,

active, acharnée, doit-elle être recommandée, et les Sociétés de Tempérance doivent-elles être de plus en plus nombreuses et réunir de plus en plus d'adhérents. Nous allons donner quelques développements à notre théorie :

« Le buveur, écrit le Dr Legrain (1), être faible par essence, d'autant plus faible que l'alcool est venu détruire chez lui les derniers vestiges de la volonté, est-il vraiment armé pour résister aux tentations du cabaret, de l'atelier, de la rue, de la fausse camaraderie, le jour où il n'a, pour le retenir, que le spectacle de détresses, parfois repoussantes ? Le buveur a besoin d'être aidé autrement que par les conseils de la science ; son milieu a besoin d'autant de soins que lui ; il faut faire pénétrer au logis des notions saines d'hygiène, y installer la tempérance en maîtresse, en faire le milieu souriant et agréable où l'on se plaît..... »

Les premières fois, en effet, que l'ouvrier va au cabaret, il ne faut pas croire qu'il y soit conduit par un amour immodéré de l'alcool ; le cabaret est pour lui un lieu de réunion, où il se repose des fatigues de la journée, où il se retrouve avec ses amis et échange avec eux ses idées ; il y trouve une sensation de confort qu'il n'éprouve pas à son domicile ; s'il est célibataire, il y va pour échapper à l'isolement ; s'il est marié, il arrive bien souvent que son logis est petit, mal tenu, mal aéré, mal éclairé ; il n'a alors qu'un désir, c'est de le désertir le plus possible.

(1) *Le patronage des buveurs*, étude publiée dans la *Revue philanthropique* du 10 juin 1900.

Il est donc essentiel, et c'est là un des points sur lesquels doit se porter l'effort de la philanthropie, de rendre à l'ouvrier son logis agréable en lui indiquant la manière de l'améliorer, et en lui procurant, quand il éprouve le besoin d'en sortir, des lieux de réunion où il puisse demeurer sans être obligé de consommer des spiritueux nuisibles à sa santé.

Pour qu'il trouve plaisir à rester dans son logis, le soir, après la journée faite, il faut que celui-ci soit confortable, propre, qu'il y ait de l'air et de la lumière, et d'autres pièces que la pièce indispensable, la chambre à coucher ; mais, dira-t-on, de tels logements coûtent cher, leur prix dépasse de beaucoup celui que l'ouvrier peut mettre d'ordinaire à son loyer.

Il serait facile de répondre à cette objection : Si l'ouvrier raisonne et fait le calcul de tout l'argent qu'il dépense chez le marchand de vin, il verra que quelques sous par jour font au bout de l'année une assez grosse somme, et que, s'il renonce à fréquenter le cabaret, il réalisera une sérieuse économie. Or, cette économie, qui l'empêche de l'ajouter à la somme qu'il consacre à son loyer ? Le jour où il aura un appartement, plus grand et plus confortable, soigneusement tenu, et offrant assez d'attrait pour qu'il puisse y réunir ses amis, infiniment moins grande sera pour lui la tentation de le quitter. C'est par le raisonnement, qu'il faut agir, pour le convaincre du bonheur plus grand qui résulterait pour lui de cet état de choses.

La création d'établissements de tempérance, restaurants,

cafés, salles de lecture, cercles, n'est pas non plus à dédaigner. A l'étranger, existent déjà depuis longtemps de nombreux établissements de ce genre. En Angleterre, on en compte 7000 dont le budget total est d'environ 50 millions. En Suisse, les cafés où l'on ne débite que des boissons hygiéniques, sont au nombre de 200. Il en existe également beaucoup aux Etats-Unis. En France, au contraire, le café, ou restaurant de tempérance, est à peu près inconnu. Il y en a seulement trois ou quatre à Paris, dans une ville de deux millions d'habitants, alors qu'en Norvège on en trouve un dans chaque village (1). Chez nous, dans les grandes villes, ils n'ont guère de chances de réussir, l'opinion publique n'étant pas assez préparée. « C'est du côté des agglomérations ouvrières », écrit le Dr Philbert (2), le distingué secrétaire de la Ligue nationale contre l'alcoolisme, « que nous devons diriger nos efforts » ; parlant des ouvriers employés sur les chantiers de l'Exposition, « nous allons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour que les principes d'une tempérance sage et modérée soient appliqués dans toutes les cantines et restaurants coopératifs qui seront mis à la disposition de ces ouvriers Ces milliers d'ouvriers formeront en quelque sorte une pépinière de tempérants, qui, par expérience, seront à même de voir quels sont les excellents effets de l'abstention raisonnée des boissons alcooliques ; les travaux de l'Exposition ter-

(1) D'après SÉRIEUX et MATHIEU, *L'alcool*, *op. cit.*

(2) *Bulletin de la Société Française de Tempérance*, n° 1, année 1898.

minés, ils se répandront un peu partout, et ce seront les meilleurs propagandistes par le fait. »

La ligue a-t-elle pu mettre à exécution sa généreuse idée, c'est ce que nous ignorons ; peut-être, en la circonstance, pêche-t-elle un peu par excès d'optimisme. Mais il est bien certain que le principe posé par le Dr Philbert est juste ; un peu partout, d'ailleurs, des efforts ont été tentés dans ce sens et ont donné de bons résultats : Au Havre, il y a quelques mois, un comité de dames a cherché à faire concurrence aux cantines qui, sur les quais, débitent le matin de l'alcool aux ouvriers occupés au déchargement des bateaux, en faisant circuler des voitures où ne se trouvaient que des boissons hygiéniques, principalement du chocolat et du café ; les ouvriers s'habituerent si vite à ce nouveau régime que plusieurs des cantines durent fermer. Un grand industriel avait, à Rouen, pris la même initiative. En Alsace, un grand manufacturier a créé toute une installation pour préparer du café qu'il donne le matin à ses ouvriers. Cette tasse de café matinale, qui ne coûte rien à ceux-ci, « leur enlève tout prétexte pour s'arrêter au cabaret en allant à l'usine » (1).

Les cercles de tempérance tendent à devenir de plus en plus nombreux ; jusqu'à présent ils ont été en honneur surtout à l'étranger. A Liverpool, le club des abstinents, très confortablement aménagé, comprend un restaurant, un café, des salles de réunion, de jeux, de lecture, une biblio-

(1) *Bulletin de la Société Française de Tempérance*, n° 3, année 1898.

thèque, une caisse d'épargne. A Londres, le *People Palace*, palais du peuple, possède une salle de concert pour trois mille personnes, une bibliothèque, un jardin d'hiver, etc. (1). En France, nous sommes encore loin de la création de semblables maisons. Les premiers cercles, qui n'ont pas fait beaucoup de bruit autour de leur naissance, ont été fondés, sinon dans tous les cas par le clergé, au moins sous son influence directe ; par suite, ils ne sont fréquentés que par un nombre restreint de jeunes gens, et il est à craindre que, bien souvent, les organisateurs de ces cercles ne soient guidés par des préoccupations autres que la lutte contre l'alcool. Mais, depuis peu, de grandes administrations commencent à prendre l'initiative de mettre à la disposition de leurs employés des salles de lecture et de jeux où l'on ne consomme aucune boisson alcoolique. C'est ce qu'a fait, par exemple, la compagnie des chemins de fer du nord, depuis 1896. « On a cherché, en fondant ce lieu de réunion, à mettre à la disposition des ouvriers et employés, dans ces quartiers si populeux de La Chapelle et de Montmartre, un local aussi confortable que possible, où les adhérents pourraient, trois fois par semaine, passer leurs soirées en prenant, s'ils le désirent, des consommations d'où l'alcool, même sous ses formes les plus atténuées, est rigoureusement proscrit » (2).

(2) D'après SÉRIEUX et MATHIEU, *L'alcool*.

(1) *Bulletin de la Soc. fr. de Temp.*, n° 1, 1898. *Les cafés de tempérance*, par le Dr E. PHILBERT.

Il y a donc beaucoup à faire et beaucoup de succès à espérer dans les agglomérations ouvrières, en opposant au cabaret et à la cantine le restaurant et le café de tempérance, aux spiritueux les boissons hygiéniques, que l'on a eu le tort jusqu'ici de ne pas assez mettre à la disposition des ouvriers.

Nous citerons aussi des établissements qui n'existent pas encore en France, mais que l'on compte en assez grand nombre à l'étranger. Chez nous, les ivrognes devenus fous ou sujets aux crises de delirium tremens, sont traités dans les hôpitaux ou dans les maisons d'aliénés. En Amérique, en Allemagne, en Angleterre et en Suisse, on les soigne dans des hôpitaux spéciaux, dus pour la plupart à l'initiative privée, et que l'on nomme asiles de buveurs. En 1857, a été fondé à Boston le « Washingtonian-Home » ; depuis dix ans, d'après une enquête du médecin-directeur de cet établissement, 42 0/0 des malades sont sortis guéris et sont restés abstinents (1). L'Allemagne possède une vingtaine de ces maisons, au nombre desquelles se trouve l'asile de Lintorf, le plus ancien d'Europe (2). En Suisse, il y en a plusieurs (Nüchtern, Ellikon, Pontareuse, etc.), et certains d'entre eux reçoivent de l'Etat des subventions. Nous ne

(1) *Manuel de Tempérance*, par J. DENIS.

(2) La *Société berlinoise de Tempérance* a l'intention de fonder, dans les environs de Berlin, une maison de santé pour le traitement des alcooliques. La société est convaincue que cet hôpital diminuera de beaucoup la criminalité, et allègera considérablement les charges communales. Extrait de la *Revue philanthropique* du 10 juin 1897.

nous étendrons pas davantage sur cette question dont nous avons déjà parlé plus haut en examinant la théorie de l'internement d'office des buveurs, ainsi que cela se pratique dans le canton de Saint-Gall.

Mais la société qui crée des asiles et leur procure les subsides nécessaires à leur fonctionnement, a encore un autre devoir à remplir ; ce n'est pas tout qu'e guérir le buveur, il faut ensuite veiller sur lui à sa sortie de l'asile pour éviter les rechutes, et si celles-ci sont nombreuses, elles tiennent au milieu où l'alcoolique se trouve replacé. Il faut donc le plus possible lutter contre l'influence de ce milieu, et c'est ce qu'a bien compris le Dr Legrain qui, tout récemment, vient de créer une œuvre éminemment utile, le *Patronage des buveurs*. « Il fallait », dit-il (1), « assurer au buveur guéri le gagne-pain du lendemain, bannir de son esprit toute inquiétude débilite, vaincre les résistances intéressées ou les préjugés des patrons sans indulgence ; au buveur célibataire, isolé, il fallait constituer un foyer d'affection... Je crois que la cure des buveurs ne peut se passer de tels corollaires, et, envisagée de cette manière, il me semble qu'elle apparaît comme quelque chose de grandiose. Sauver une unité tombée, c'est bien, mais c'est insuffisant ; il faut la garantir contre de nouvelles chutes ». Et, plus loin : « Un patronage de buveurs (et, qui dit patronage dans ce sens, devrait presque dire œuvre nationale) suppose le développement d'une foule d'œuvres connexes, telles

(1) *Le patronage des buveurs*. Revue philanthropique du 10 juin 1900.

que : assistance par le travail, asiles privés pour les buveurs, ouvriers, offices du travail (pour gagner la coopération patronale, et lutter contre des résistances qui nuisent tant au relèvement définitif des alcoolisés). »

Parlons maintenant du rôle de la propagande individuelle qui est, en définitive, « l'élément essentiel de toute réforme morale ; elle est à l'origine de toute action collective. C'est l'outil invisible, tenace, doué d'ubiquité, indéfiniment multiplié, qui minera un préjugé, une habitude, en apparence indestructibles » (1). Mais il importe que toutes les personnes animées du désir de travailler à cette réforme morale aient entre elles une certaine cohésion, qu'elles soient groupées et suivent un plan uniforme ; plus elles seront nombreuses et disciplinées, plus elles auront de force, plus elles obtiendront de résultats. Un individu isolé n'obtient pas des pouvoirs publics, par exemple, une réforme qu'on s'empressera d'accorder au chef d'un groupe de plusieurs milliers d'hommes, qui se fait le porte-parole, par conséquent, de plusieurs milliers de volontés. C'est pourquoi les sociétés de tempérance ont un grand rôle à jouer.

De quelque manière qu'elles exercent leur action, quelles que soient les règles qui les dirigent, cette action est bienfaisante, ces règles sont inspirées par le désir de remédier le plus possible au mal. Les unes exigent de leurs membres l'abstinence complète de toutes boissons, soit distillées, soit fermentées, les autres des boissons distillées seulement,

(1) SÉRIEUX ET MATHIEU. — *L'alcool*.

en recommandant la modération à l'égard des autres ; d'autres, encore, se fiant à la sagesse de leurs membres, ne demandent à ceux-ci aucun engagement. Il en est qui, se plaçant au point de vue scientifique, moral et social, ont pour but de lutter contre l'alcoolisme en général, par une propagande active, par l'organisation de ces restaurants et cercles de tempérance, par l'amélioration de la condition sociale de la classe ouvrière, par toutes les mesures préventives et législatives en général ; il en est d'autres, au contraire, dont la base est essentiellement religieuse, qui s'occupent surtout du relèvement des buveurs : Celles-là ne s'adressent pas à la maladie, mais au malade lui-même ; elles ne combattent pas l'alcoolisme dans ses causes, mais dans ses effets. Mais, pour toutes, les moyens d'action, quoique différents, convergent vers le même but. Quant à leur utilité, elle est trop évidente pour avoir besoin d'être démontrée. Comme nous l'avons dit, c'est aux sociétés de tempérance, ou plutôt d'abstinence, que la Grande-Bretagne, la Suisse, et surtout les Pays scandinaves, doivent d'avoir pu résister victorieusement à l'envahissement de l'alcool. Nous en citerons quelques-unes (1).

C'est à Boston, aux Etats-Unis, que se créa, en 1826, la première Société américaine d'abstinence totale. Trois ans plus tard, il en existait mille sur le territoire entier.

(1) L'énumération qui suit des diverses sociétés actuellement existantes, est extraite de l'ouvrage de M. DENIS, intitulé *Manuel de Tempérance*, Genève, 1898.

En 1882, fut fondé à New-York l'« Ordre des Bons Templiers », qui, dans ses 12 125 « loges », répandues dans le monde entier, compte 550 000 membres.

ANGLETERRE

A Preston, en 1832, Joseph Livesey et six compagnons établirent la première société anglaise d'abstinence totale, connue sous le nom des « Sept hommes de Preston ». Dans la première moitié du siècle, un capucin, le père Mathieu, qui avait consacré sa vie à cette réforme, et mettait au service de ses convictions un talent oratoire et une ardeur capables d'entraîner les foules, reçut le serment oral d'abstinence de plusieurs millions d'individus. Malheureusement, après sa mort, survenue en 1856, le mouvement ne fut pas soutenu.

Actuellement, on compte en Angleterre, en Ecosse et en Irlande, environ 400 sociétés, qui comprennent à elles toutes cinq millions d'abstinents (Société de Tempérance de l'Eglise anglicane, Ligue de la Croix, Ordre des Bons Templiers, British medical temperance association, etc.)

PAYS-SCANDINAVES

C'est dans ces pays, nous l'avons dit, que les sociétés ont eu la plus heureuse influence. Les deux principales sont « l'association norvégienne d'abstinence totale, et l'ordre des « Bons Templiers ».

DANEMARCK

45 000 personnes, environ pratiquent l'abstinence totale, et font partie de l'Ordre des Bons Templiers, ou du « Ruban bleu », ou de la « Croix bleue », ou du « Danmarks alhoolsferennig ».

PAYS-BAS

La plus ancienne société est la « Société néerlandaise pour l'abolition des boissons fortes ». Une, plus récente, fondée en 1881, est l'Union nationale des abstinents chrétiens. La première n'interdit que l'usage des boissons distillées, la seconde comprend même les boissons fermentées dans sa prohibition.

ALLEMAGNE

On y trouve plusieurs « loges » des « bons Templiers », l'Association allemande contre l'abus des boissons spiritueuses », l'« alcoholgegnerbund », plusieurs sections de la « Croix bleue ».

RUSSIE

Dans ce pays, le mouvement de tempérance est de date plus récente; de nombreuses sociétés ont commencé à se

créer depuis quinze ans environ. La principale est la « Raittinden Istäwät » (amis de la Sobriété). Le monopole de l'alcool est actuellement en vigueur en Russie (nous avons dit plus haut ce que nous en pensions).

BELGIQUE

Depuis 1879, existe la « Ligue patriotique belge contre l'alcoolisme ». En 1889, s'est fondée la « Société belge de Tempérance. On y trouve enfin des sections de la « Croix bleue ».

SUISSE

Cette société de la Croix bleue, qui, de même que l'ordre des Bons Templiers, a étendu un peu partout ses ramifications, a pris naissance en Suisse. On trouve de nombreuses sociétés dans les différents cantons : à Saint-Gall, « Ligue catholique d'abstinence », « Helvétia » ; à Genève, Ligue patriotique suisse contre l'alcoolisme ; à Lausanne, « l'Espoir », « l'Avenir », à Fribourg, « la Croix », etc...

FRANCE

Parmi les plus importantes Sociétés de notre pays, il convient de citer la « Société française de tempérance », fondée en 1872, et qui a pour président M. Cheysson, et qui

porte aussi le nom de « Ligue nationale contre l'alcoolisme », et l'Union française anti-alcoolique, fondée en 1895 par le docteur Legrain, qui en est président. Cette dernière comprend actuellement près de 30 000 adhérents répartis dans 500 sections environ. Ces deux sociétés, dont l'éloge n'est plus à faire, font, par tous les moyens, une propagande très active, organisent des conférences, des concours, publient des quantités de brochures qu'elles distribuent gratuitement ou dont le prix modique est à la portée de toutes les bourses, distribuent chaque année des récompenses aux personnes qui leur sont signalées par leur sobriété, etc... Il est à souhaiter que le nombre de leurs adhérents ne fasse que s'accroître, et que le succès réponde aux efforts des hommes qui s'en occupent avec tant de zèle et de dévouement.

Nous ne terminerons pas ce chapitre sans dire un mot de l'assistance vigoureuse qu'apportent depuis peu de temps, aux Sociétés de Tempérance, deux partis extrêmes, dont la force et la discipline en font des auxiliaires précieux : le parti catholique et le parti socialiste.

Le haut clergé de France commence à comprendre que la religion ne doit pas agir seule pour recommander à ses fidèles l'abstinence de l'alcool, mais qu'elle doit unir ses efforts à ceux de la science. N'oublions pas, que, dans un village, à côté de l'instituteur, qui représente la science et, en quelque sorte, les pouvoirs publics, dont l'influence est grande sur la majeure partie de la population et sur les hommes surtout, se trouve le prêtre, dont l'influence n'est

pas non plus à dédaigner, et qui, s'il comprend bien son rôle, loin d'être à ce point de vue pour l'instituteur un adversaire, lui prêtera au contraire un concours utile. De quelque côté que viennent les attaques portées contre l'alcoolisme, en effet, elles doivent être bien accueillies. Aussi devons-nous signaler la remarquable instruction pastorale de Mgr Latty (1), évêque de Châlons-sur-Marne, où se trouvent les paroles suivantes :

« Prêtres du Seigneur, et vous tous qui pratiquez les saintes lois de l'Évangile, soyons sobres et tempérants ; soyons-le, s'il le faut, jusqu'à l'héroïsme : les pauvres gens, les ouvriers, les humbles, nos frères, voudront suivre notre exemple, peut-être ; le devancer, jamais. Ne leur donnerons-nous pas, enfin, un grand et religieux exemple de raison? »

L'éloquent évêque ne s'est pas contenté de dire que la religion réprouve l'alcoolisme ; son mandement est, en réalité, un véritable réquisitoire contre l'intempérance, réquisitoire appuyé à chaque instant sur les documents fournis par la science et par la statistique.

« Partout », dit-il « la science a dressé les catalogues et les statistiques des affreux ravages que fait l'alcool dans le corps de l'homme ; et, quand elle nous les énumère, même en raccourci, avec les documents à l'appui, chacune de ses constatations nous en donne, pour ainsi dire, le frisson et la peur : on croirait entendre, avec le son lugubre

(1) On la trouvera in-extenso dans le bulletin de la *Société française de tempérance*, année 1900, nos 3 et 4.

et sec d'un couperet tombant et retombant sans cesse sur l'humanité, ces mots froids et répétés le jour et la nuit : C'est moi qui tue le plus ».

Le socialisme n'est pas resté en arrière du mouvement général ; il y a même certains pays, comme la Belgique(1), où l'on peut dire qu'il marche en tête. Le chef du parti, M. Emile Vandervelde, dans une vigoureuse brochure (2), s'attache à démontrer que l'alcoolisme est beaucoup plus la cause de la misère, que la misère n'est la cause de l'alcoolisme. « Le prolétariat », dit-il, « a pour impérieux devoir de s'attaquer, non seulement à l'ennemi du dehors, au capitalisme qui l'exploite, mais à l'ennemi du dedans, qui lui ronge les entrailles, aux besoins factices qui absorbent le plus clair de ses ressources et de ses forces. » Nous nous abstiendrons soigneusement de nous prononcer sur les considérations politiques de la brochure de M. Vandervelde, mais nous constaterons que sous l'influence de l'éloquence de celui-ci, la vente de l'alcool a été interdite dans les maisons du peuple de Bruxelles, de Gand et de plusieurs autres villes, et que cette mesure tend à se généraliser. Les socialistes suisses font aussi depuis longtemps la guerre à l'alcool. En Allemagne et en France, la question n'est pas encore aussi avancée. Pourtant, en 1899, au congrès socialiste de Paris (3), les compagnons ont adopté un vœu

(1) C'est également vrai de la Hollande.

(2) *Le parti ouvrier et l'alcool*, Bruxelles, 1898.

(3) D'après le Dr LEGRAIN, *socialisme et alcoolisme*, article publié dans le journal *L'alcool*, avril 1900.

exprimant que « la guerre contre l'alcoolisme doit entrer dans la propagande du parti socialiste ». Quelques idées politiques que l'on puisse avoir, nous avons dit que le mal était assez grand pour qu'il soit utile de ne négliger aucun concours. L'initiative privée, qu'elle émane du clergé, du socialisme ou des sociétés de tempérance, qu'elle s'exerce par une amélioration de la condition sociale de l'ouvrier ou par la propagande de la parole ou de la presse, voilà, selon nous, l'arme la plus pratique contre l'alcoolisme. Que ceux qui prêchent l'abstinence ne manquent pas non plus de donner le bon exemple en l'observant eux-mêmes rigoureusement, la parole par laquelle M. Vandervelde termine ses exhortations étant d'une justesse frappante : « Ceux-là seuls seront dignes de gouverner le monde, qui auront appris à se maîtriser eux-mêmes ».

CONCLUSION

Nous avons fait, en commençant, le tableau des ravages exercés par l'alcool dans la société moderne, ravages qui vont toujours en augmentant, à tel point que la lutte contre eux commence à entrer, en France, dans une période active ; dans tous les milieux, on commence à comprendre le danger, et à s'organiser pour le combattre.

Dans l'état actuel des esprits, cependant, on ne peut guère espérer une intervention des pouvoirs publics suffisante pour détruire radicalement le mal : l'heure n'est pas encore sonnée pour cette intervention. Les mesures législatives que l'on propose, il ne faut pas se le dissimuler, seraient mal accueillies, n'auraient pas beaucoup d'effet, et, sous la raillerie, l'indifférence et la mauvaise volonté générales, tomberaient bien vite en désuétude. Il est à craindre que le projet de MM. Siegfried et Béranger, relatif à la limitation des délits de boissons, ne rencontre pas auprès des Chambres l'accueil favorable que mérite son opportunité. L'internement d'office des buveurs dans des asiles spéciaux ? Nous le considérons comme contraire à la liberté

individuelle. Le monopole de l'alcool ? Nous avons indiqué les inconvénients qu'il nous paraît présenter. Quant à la prohibition, soit totale, soit partielle, avant longtemps, il est inutile d'y songer. De plus, ces mesures, isolées, seraient insuffisantes ; chacune d'elles ne sera bonne que si elle est appuyée par les autres, que si elle fait partie d'un bloc difficile à entamer.

C'est donc aux alcooliques eux-mêmes, qu'il faut s'adresser, pour les guérir, non pas par la violence et la répression, mais par la persuasion, le raisonnement et l'exemple. « Il faut les amener », dit le Dr Legrain, « à réclamer d'eux-mêmes à leurs représentants les excellentes mesures que l'on préconise ici et là, tout au moins à les accepter en essayant de s'y conformer. » Mais avant tout, il faut chercher à préserver les jeunes générations et les générations futures de la contamination ; c'est sur l'enfant que l'on doit agir, nous avons dit pour quelles raisons, c'est à l'école que la lutte doit être la plus vive.

En résumé, contre les ivrognes, qui donnent dans la rue le spectacle scandaleux et le fâcheux exemple de leur inconduite, nous demandons une loi plus énergique que la loi de 1873, dont l'insuffisance se témoigne chaque jour davantage ; une loi qui ne vise pas seulement la répression du délit, mais aussi la guérison du délinquant ; nous avons dit en effet que celui-ci, une fois récidiviste, nous apparaissait bien plutôt comme un malade à soigner que comme un coupable à punir.

Contre les alcooliques, nous porterons notre espérance

sur l'initiative privée, c'est-à-dire sur toutes les sociétés de tempérance ou d'abstinence, auxquelles nous demanderons de continuer à faire tous leurs efforts pour gagner les esprits. Nous avons la conviction que ces efforts doivent être couronnés de succès; c'est à elles, en effet, qu'il appartient de préparer progressivement l'opinion publique, de manière à préparer le terrain et aplanir les difficultés pour les réformes législatives de demain, qui porteront le coup suprême à l'alcoolisme. Il ne faut pas se dissimuler toutefois que la lutte sera longue et pénible, que des années et des années s'écouleront avant que l'on arrive au résultat cherché; mais ceux qui l'ont entreprise ne doivent pas se laisser décourager par ces considérations; ils n'oublieront pas qu'ils se dévouent pour une œuvre de salut public et d'utilité nationale.

Vu :

Le Président de la thèse,
E. GARÇON.

Vu :

Le Doyen,
GLASSON.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
GREARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	I
 CHAPITRE I. — Conséquences de l'alcoolisme	 7
Section I. — Effets généraux de l'alcoolisme	10
Section II. — L'alcoolisme considéré comme source directe de la criminalité.	28
§. 1. — <i>Son influence sur les différentes variétés de crimes et de délits</i>	28
§. 2. — <i>La criminalité augmente ou diminue en raison directe de la consommation de l'alcool.</i>	47
 CHAPITRE II. — De la répression de l'ivrognerie	 57
1. — <i>La loi de 1873. Son insuffisance.</i>	57
2. — <i>Comment on pourrait la modifier</i>	75
 CHAPITRE III. — La lutte contre l'alcoolisme. Etude des mesures législatives préconisées	 86
1. — <i>Réglementation et limitation des débits de boissons.</i>	89
2. — <i>Augmentation de l'impôt. Monopoles</i>	100
3. — <i>Prohibition de fabrication et de vente</i>	111

CHAPITRE IV. — Les mesures à prendre en dehors de la législation et le rôle de l'initiative privée . .	117
1. — <i>La lutte contre l'alcoolisme à l'école</i>	117
2. — <i>La lutte contre l'alcoolisme dans et par l'armée.</i> .	131
3. — <i>La lutte contre l'alcoolisme par la Société</i> . . .	145
CONCLUSION	163

SAINT-AMAND (CHER). — IMPRIMERIE SCIENTIFIQUE ET LITTÉRAIRE, BUSSIÈRE
